

Civil Society Review

Issue 6 - November, 2023

— Social Science for Change —

**LA GUERRE : UN CATALYSEUR DE TRANSFORMATIONS
FAMILIALES AU MOYEN-ORIENT. ÉTUDES DE CAS
AU LIBAN, YÉMEN, PALESTINE ET SYRIE.**

**WAR: A CATALYST FOR THE TRANSFORMATION
OF FAMILIES IN THE MIDDLE EAST. CASE STUDIES
FROM LEBANON, YEMEN, PALESTINE, AND SYRIA.**

Edited by Valentina Napolitano

Une mémoire d'intimité et de destruction : filmer la famille depuis la guerre civile au Liban *In French and Arabic* / Dans un monde morcelé, porter les reliques de la continuité. Recompositions familiales autour des femmes yéménites en exil à Djibouti *In French and Arabic* / Marriage in Times of War and Political Conflict: The Case of Iraq *In English and Arabic* / Une approche holistique et intersectionnelle de la question féminine en contexte de guerre. L'action de Women Now for Développement, organisation féministe syrienne *In French and Arabic* / Transformations familiales et de genre à Gaza. Témoignages recueillis par une humanitaire (2000-2020) *In French and Arabic* / Privileging "the Family" in Analysis of War: A Provocation *In English and Arabic* / Recovery in Post-Conflict Tripoli: Towards a Reconceptualization of Conflict, Peacebuilding, and Development in Tripoli, Lebanon *In English*

Civil Society *Issue 6 - November, 2023* Review

**LA GUERRE : UN CATALYSEUR DE TRANSFORMATIONS
FAMILIALES AU MOYEN-ORIENT.
ÉTUDES DE CAS AU LIBAN, YÉMEN, PALESTINE ET SYRIE.**

**WAR: A CATALYST FOR THE TRANSFORMATION
OF FAMILIES IN THE MIDDLE EAST.
CASE STUDIES FROM LEBANON, YEMEN, PALESTINE, AND SYRIA.**

Edited by Valentina Napolitano

Published by The Centre for Social Sciences Research
and Action, Beirut, November 2023.
ISSN: 2617-6025

Edited by: Valentina Napolitano

Editorial Board:

Dr. Marie-Noëlle AbiYaghi: co-editor

Dr. Maïssam Nimer: co-editor

Dr. Sbeih Sbeih: co-editor

Léa Yammine: communication editor

Copy-editing and translation: The Language Platform

Art Direction: Léa Yammine

Graphic Design and layout: Karine Moawad

Centre for Social Sciences Research & Action
© Beirut, November 2023.

The views expressed in this publication are solely those of the author(s) and do not necessarily reflect the views of the Centre for Social Sciences Research & Action or its partners.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, distributed, or transmitted in any form or by any means, including photocopying, recording, or other electronic or mechanical methods, without the prior written permission of the publisher, except in the case of brief quotations and referencing in critical reviews and articles, and certain other noncommercial uses permitted by copyright law.

About the centre

The Centre for Social Sciences Research and Action is a multidisciplinary space creating synergies and bridging between the scientific, practitioner, and policy spheres.

The Centre for Social Sciences Research and Action aims to foster social change through innovative uses of social science, digital technologies, and publication and exchange of knowledge.

We achieve our mission through transformative research and engagement, around the pillars of fellowships, the peer-reviewed journal *Civil Society Review*, engagement in multi-level fora, the Civil Society Incubator, and Daleel Madani the civil society network.

About the review

Published by The Centre for Social Sciences Research and Action, the *Civil Society Review* emphasises cutting-edge and critical transdisciplinary analysis in a wide range of topics relevant to social sciences. It offers a novel space where academics and practitioners converge to discuss theories and reflect on practices.

It demonstrates a variety of perspectives through dynamic, historicised, and processual approaches to reflections on civil society action, and strategies in the region. While we acknowledge the polysemy and controversy behind the concept of "civil society", and the often elusive opposition it displays, we are committed to producing original literature that both offers a reflection on civil society, particularly its contentious role and autonomy, as well as creates knowledge for what we hope can constitute tools for action and social change in the region. In this vein, the *Civil Society Review*, grounded in empirical research, aims at contributing to a theoretical production adopting a comparative approach among countries in the region and elsewhere. It hence focuses on the creation of a knowledge space for epistemological debates, theoretical usages, as well as empirical methodologies. The *Civil Society Review* produces evidence-based research and analysis, and disseminates findings and recommendations to promote civic engagement, shape policies, and stimulate debate within civil society spheres.

In addition to its editorial board, the *Civil Society Review* draws expertise from practitioners, experts, researchers, and policy makers.

[For more information visit: <https://socialsciences-centre.org>]

Table of Contents

P.06 *Introduction*

P. 16 *Meet the editor*

P. 17 *Meet the authors*

P. 20 *Analyses and case studies*

- ⌘ Une mémoire d'intimité et de destruction : filmer la famille depuis la guerre civile au Liban

P. 22 THOMAS RICHARD

- ⌘ Dans un monde morcelé, porter les reliques de la continuité. Recompositions familiales autour des femmes yéménites en exil à Djibouti

P. 44 MORGANN BARBARA PERNOT

- ⌘ Marriage in Times of War and Political Conflict: The Case of Iraq

P. 64 LUCINE TAMINIAN

- ⌘ Une approche holistique et intersectionnelle de la question féminine en contexte de guerre. L'action de Women Now for Developpement, organisation féministe syrienne

P. 82 VALENTINA NAPOLITANO

- ⌘ Transformations familiales et de genre à Gaza. Témoignages recueillis par une humanitaire (2000-2020)

P. 94 ELENA QLEIBO-KOGAN

P. 108 *Postface*

- ⌘ Privileging “the Family” in Analysis of War: A Provocation

P. 110 FRANCES SUSAN HASSO

P. 120 *Varia*

Recovery in Post-Conflict Tripoli: Towards a Reconceptualization of Conflict, Peacebuilding, and Development in Tripoli, Lebanon

P. 122 RYAN SAADE

Introduction

VALENTINA NAPOLITANO

LA FAMILLE UN OBSERVATOIRE DES SOCIÉTÉS EN TEMPS DE GUERRE : RECOMPOSITIONS, RUPTURES ET PROTECTIONS

Depuis la formation des États contemporains au Moyen-Orient, la guerre représente une expérience quasi permanente pour les peuples de cette région. L'établissement de l'État d'Israël sur les territoires de la Palestine historique en 1948, connu en arabe sous le nom de *Nakba* (catastrophe) a provoqué l'exode de centaines de milliers de Palestiniens vers les territoires de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, ainsi que vers les pays voisins (principalement la Jordanie, le Liban et la Syrie)¹. Depuis lors, le conflit israélo-palestinien constitue une blessure ouverte dans la région qui resurgit périodiquement tout en infligeant une violence quotidienne aux Palestiniens vivant sous le joug de l'occupation militaire. À ce conflit de longue date s'ajoutent les multiples guerres qui ont tour à tour bouleversé les pays du Moyen-Orient. La guerre du Liban (1975-1990), la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), la guerre

entre l'Irak et le Koweït (1990-1991), l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et depuis 2011 les conflits qui ravagent la Syrie et le Yémen à l'issue des soulèvements populaires contre les régimes en place, ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres.

Malgré la récurrence et la persistance de la violence dans cette partie du monde, la guerre n'est pas une expérience anodine ou banale. Elle continue à être la source de ruptures majeures dans les trajectoires de vie des individus et des familles, engendrant décès, disparitions et séparations, ainsi qu'à une échelle collective avec l'effritement des réseaux de soutien et le durcissement des appartenances politiques, ethniques et confessionnelles.

C'est dans ce contexte particulier que ce numéro thématique propose d'examiner la manière dont ces multiples guerres ont façonné et continuent de façonner les sociétés du Moyen-Orient, en se penchant spécifiquement sur la sphère familiale en

1 Au lendemain de la guerre arabo-israélienne de 1948, plus de 750 000 Palestiniens vivant dans les territoires tombés sous souveraineté israélienne sont devenus des réfugiés, principalement dans les territoires et pays limitrophes d'Israël, tels que la Jordanie, le Liban, la Syrie, la bande de Gaza (sous administration égyptienne) et la Cisjordanie (sous souveraineté jordanienne). En outre, environ 350 000 Palestiniens (dont un tiers étaient des réfugiés pour la deuxième fois) ont été déplacés de Cisjordanie et de la bande de Gaza à la suite de l'occupation de ces territoires par Israël en 1967 (Pappé 2006).

tant qu'observatoire des sociétés en temps de guerre². Réunissant des contributions en sociologie et anthropologie portant sur le Liban, le Yémen, l'Irak, la Palestine et la Syrie, ce numéro de revue contribue au renouveau des études sur la guerre, en proposant d'analyser les recompositions familiales comme prisme d'analyse pour appréhender les bouleversements sociaux en temps de guerre dans un continuum avec le temps de paix.

La famille comme observatoire des sociétés en temps de guerre : une approche longitudinale et relationnelle

Depuis les années 1990, le champ d'études sur la guerre a connu un renouvellement majeur. La démultiplication des conflits dits « civils » ou « internes » à l'issue de la Guerre froide (Richards 2004) a engendré un déplacement de la focale auparavant centrée sur les États et les acteurs armés, vers une échelle microsociologique de plus en plus attentive aux recompositions sociales et aux trajectoires individuelles (Lubkemann

2008, Koloma Beck 2012, Debos 2013, Baczkó & al. 2017, Gayer 2018).

Dans ce cadre, plusieurs études ont souligné les effets des guerres sur différents aspects de la vie familiale. Les travaux sur les trajectoires des combattants ont notamment démontré les impacts que la prise des armes ou leur abandon peuvent exercer sur les rapports de genre et de génération. Alors que les femmes endossent de nouveaux rôles dans la sphère publique, une fois les combats terminés, elles peuvent se retrouver renvoyées à des rôles traditionnels de genre (Boutron 2012, Bucaille 2013, Viterna 2013, Thebaud 2014). Pour les hommes, l'abandon des armes peut engendrer un déclassement matériel et symbolique qui se traduit par un retour à des valeurs conservatrices au sein de la sphère domestique (Vigh 2006) et l'émergence de masculinités violentes (cf. Richard dans ce numéro). L'autorité des aînés se retrouve également mise en cause par les jeunes qui s'affirment dans les structures de pouvoir locales (Debos 2008) et qui parfois cherchent à

2 Ce numéro est le résultat d'une réflexion collective entamée lors d'un colloque international intitulé « Guerre et transformations familiales au Moyen-Orient » (War and families' transformations in the Middle-East), organisé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) en novembre 2018, avec le soutien de l'ANR LAJEH : Conflits et migrations, porté par Kamel Dorai, et de l'ANR SHAKK-Syrie : Conflits, déplacements, incertitudes, porté par Anna Poujeau.

réinstaurer l'autorité perdue des pères au sein de l'espace familial (cf. Richard dans ce numéro).

Le champ des études sur les migrations a par ailleurs fourni plusieurs pistes de réflexion sur les recompositions familiales qui accompagnent les conflits violents. Ces recherches démontrent comment la guerre réactive des réseaux migratoires et familiaux préexistants, facilitant l'arrivée, l'installation et la subsistance des nouveaux migrants (Monsutti 2004, Lubkemann 2008, Zuntz 2021). Les migrations et les déclassements sociaux qui y sont associés peuvent en outre engendrer des mécanismes de protection de la sphère familiale. Dans le cas des Palestiniens réfugiés en Jordanie, Stéphanie Latte Abdallah prouve notamment que la préservation de l'« honneur » des femmes devient une question centrale pour protéger la réputation de l'ensemble de la famille, tout en dissimulant les défaillances des hommes impuissants face à l'expropriation de leurs terres et au déplacement (2005). Les reconfigurations des masculinités et des féminités induites par les politiques d'accueil, qui souvent stigmatisent les hommes et désignent les femmes comme les principales bénéficiaires de l'aide humanitaire, ou entravent l'accès au marché du travail et aux mobilités ont également été largement documentées, notamment dans le contexte des migrations induites par l'actuel conflit

syrien (Napolitano, à paraître ; Santana de Andrade 2022 ; Shanneik 2021 ; Turner 2020 ; Suerbaum 2018, Freedman *et al.* 2017).

L'approche longitudinale des guerres et des migrations adoptée par ces études permet d'historiciser et socialiser ces moments trop souvent considérés comme des « moments zéro », notamment dans les discours véhiculés par les acteurs humanitaires qui accordent peu d'attention aux trajectoires et caractéristiques sociales passées des bénéficiaires de leur aide. Plusieurs travaux soulignent désormais l'importance d'appréhender les transformations sociales drastriques engendrées par les conflits et les déplacements forcés dans un temps long permettant de faire le lien avec le temps de paix (Richards 2005, Debois 2013, Linhardt et Moreau de Bellaing 2013). Ceci n'implique en aucun cas la banalisation de la guerre qui n'en demeure pas moins une expérience marquante sur le plan biographique et collectif (Gayer 2018).

Plusieurs contributions de ce numéro s'inscrivent dans cette perspective longitudinale, permettant, dans le cas de la bande de Gaza, de relier de multiples épisodes violents, les transformations socio-économiques qu'ils ont engendrées, notamment la perte d'emploi des hommes qui suit la fermeture de la frontière avec

Israël, et les formes d'adaptation des familles qui en découlent, comme la cohabitation des familles élargies (cf. Qleibo dans ce numéro). Dans le cas yéménite, cette approche démontre la manière dont la guerre a transformé les migrations de travail vers Djibouti en migrations familiales avec des répercussions majeures sur le rôle des femmes. Celles-ci se retrouvent désormais contraintes d'assumer le rôle de mères et d'épouses sans l'aide ni le contrôle de leurs réseaux familiaux (cf. Pernot dans ce numéro).

Ce numéro thématique propose une contribution originale au croisement de la sociologie de la famille, des conflits et des migrations. Son hypothèse principale soutient que la famille est une unité d'analyse qui permet de faire le lien entre l'avant et l'après-guerre. Dans un contexte d'effritement des repères sociaux et politiques, les interactions entre les différentes composantes de l'espace familial permettent de préserver une trace des normes, des rapports de pouvoirs et des dynamiques sociales à l'œuvre dans l'espace social avant le début de la guerre. En même temps, alors qu'elle n'est pas une unité figée et immuable, la famille constitue également une caisse de résonance des évolutions sociales parfois rapides qui ont lieu au cours des conflits. De ce dernier point découle la nécessité d'adopter une perspective

relationnelle et non-essentialiste de la « famille arabe » dans laquelle s'inscrivent les contributions de ce numéro.

Une approche relationnelle de la famille pour dépasser les visions essentialistes de la « famille arabe »

Les formes ou aspects de la vie familiale étudiés dans ce numéro sont multiples. On y aborde les dynamiques de formation ou de dissolution du lien familial par le mariage/divorce (cf. Taminian dans ce numéro), les relations de genre et de génération au sein des noyaux familiaux (cf. Richard dans ce numéro), mais également entre ces derniers et la famille élargie qui constitue souvent une source de protection, notamment dans des contextes de précarisation économique (cf. Qleibo dans ce numéro). Les relations de sociabilités qui dépassent les simples liens d'alliances et de sang sont également explorées, comme dans le cas des formes de solidarités intra féminines qui s'organisent autour d'organisations de femmes en Syrie (cf. Napolitano dans ce numéro), et de l'entraide entre femmes yéménites immigrées au Djibouti, qui se soutiennent dans l'éducation de leurs enfants, rôle auparavant assumé par la famille élargie (cf. Pernot dans ce numéro).

De cette manière ce numéro rend compte de la variété des conceptions existantes de la famille au Moyen-Orient. Une diversité

auparavant témoignée par la pluralité des termes employés pour désigner la famille en arabe : *usra* et *‘ā’ila* pour désigner la famille nucléaire, *ahl* pour la famille élargie, *qarā’ib* pour les proches, *qabīla* et *‘ashīra* pour la tribu et le lignage. Malgré le fait qu’elle soit « l’idiome social le plus puissant dans toute la région arabe », comme le remarque Souad Joseph (2012, p.1), la famille est une réalité sociale diversifiée qui se recompose en fonction des contextes. C’est au vu de ces acceptions multiples du lien familial que ce numéro s’inscrit dans le prolongement des études sur la « parenté pratique » telle que l’envisage Florence Weber comme « les liens de sang, d’alliance et du quotidien ». Ce concept permet de replacer les liens biologiques dans leur cadre non seulement juridique, mais aussi celui des pratiques quotidiennes que Florence Weber considère comme structurant le lien de parenté. Cette approche est d’autant plus pertinente qu’elle permet de ne pas essentialiser la famille dans les sociétés moyen-orientales, trop souvent représentée comme une réalité statique, patriarcale et conservatrice. Comme le rappelle à juste titre Frances Hasso dans la postface de ce numéro, la famille est « un site de reproduction hétéronormative, d’extraction et accumulation des ressources » qui doit être analysée dans ses configurations historiques précises et comme étant le lieu de rapports de pouvoir et de domination multiples. Pour Frances Hasso, tout comme

Souad Joseph, il importe d’adopter une perspective intersectionnelle afin de saisir la manière dont la complexité des variables de genre, de classe, de race, d’ethnie, de sexe, de culture et de pouvoir façonne la sphère familiale et comment ces dynamiques sont à leur tour façonnées par cette dernière (Joseph 2018, p. 4). Cette approche est également en harmonie avec les revendications qui apparaissent dans ce numéro à travers le témoignage des femmes syriennes membres de l’organisation féministe « Women Now for Development », qui s’est structurée dans le contexte de l’actuel conflit syrien et qui prône une approche holistique et intersectionnelle pour comprendre la situation des femmes dans l’imbrication des rapports de domination traversant la société syrienne (cf. Napolitano dans ce numéro).

Les études ici rassemblées sont particulièrement sensibles à l’articulation entre ces différentes dynamiques et permettent de dégager deux pistes de recherches principales. La première porte sur l’entremêlement des sphères privée et publique qui, dans des contextes de guerre, atteint son paroxysme. La deuxième met en lumière la mise en place de formes d’adaptation, notamment par la renégociation des rôles de genre et de génération au sein de la famille. Le contexte de la guerre peut engendrer la rupture de relations, entre conjoints, entre épouse et

belle-mère, voire entre père et fils, ce qui en temps de paix aurait été difficilement envisageable. En même temps, dans ces conjonctures de profonde déstabilisation et de perte des repères, on note également des formes de redistribution des rôles sans que celles-ci s'accompagnent d'une remise en cause radicale des équilibres d'antan.

Une porosité accrue des frontières entre la vie privée et les évolutions à l'œuvre dans l'espace public

Ce numéro révèle que les frontières entre la vie publique et la vie privée, déjà poreuses en temps ordinaire, se brouillent davantage dans des contextes de guerres, notamment celles de type civil. Ces dernières opposent les membres d'un même pays et durcissent les appartenances politiques, religieuses et ethniques, déplaçant le front du combat au plus près des espaces de la vie quotidienne (Koloma Beck 2012). Dans ce contexte, le politique façonne la vie familiale à plusieurs échelles, principalement par le biais de l'intervention de l'État et des acteurs du conflit dans la législation réglementant la famille. Dans ces recherches sur l'Irak, Zahra Ali souligne par exemple la manière dont les fractures politiques et confessionnelles provoquées par la succession des guerres depuis les années 1980 ont aussi fragmenté les normes juridiques réglementant le code du statut personnel en fonction de la confession

d'appartenance (Ali 2018). Le mariage est en ce sens une pratique particulièrement révélatrice de ces changements de normes juridiques, mais aussi de la fluctuation des frontières et des appartenances sociales, comme le démontre dans ce numéro la contribution de Lucine Taminian, toujours sur le terrain irakien. L'autrice soutient qu'une politisation du mariage a vu le jour. La généralisation de l'homogamie confessionnelle permet d'afficher la loyauté communautaire et se traduit en contrepartie par l'augmentation des divorces parmi les couples issus de confessions différentes. Elle constate en outre que, face à l'affaiblissement de l'emprise étatique, ce sont les normes tribales en matière de mariage et de résolution des conflits familiaux qui se réaffirment. D'autres travaux portant sur le terrain palestinien dépeignent un différent aspect de la politisation du mariage, représenté par l'émergence d'unions dépassant les clivages sociaux et religieux, pour suivre plutôt des affiliations politiques (Abu Nahle, Johnson & Moors 2009).

D'autres formes d'intervention du politique dans l'espace familial sont représentées par l'intégration de la famille dans de véritables stratégies de combat au sein du conflit. La famille devient actrice de la guerre et plus seulement un lieu de repli protecteur. Dans les Territoires palestiniens au cours de l'Intifada de 1987, la fertilité des femmes palestiniennes

est employée comme un moyen de lutte contre l'occupation israélienne (Courbage 1997). Souad Joseph, quant à elle, démontre que pendant la guerre du Liban les familles semblent perdre le contrôle sur leurs enfants à cause de l'emprise qu'exercent sur eux les partis politiques et les milices. En même temps, l'espace familial demeure un lieu de recrutement central pour les acteurs du conflit (Joseph 2004).

Enfin, une dernière manifestation de l'osmose entre espaces privé et public est représentée par l'investissement de la famille d'un point de vue discursif de la part des différents acteurs du conflit, mais aussi de ceux qui produisent une mémoire des événements. La contribution de Thomas Richard dans ce numéro montre, à partir de l'analyse d'un corpus filmographique, comment s'instaure au cours du conflit libanais un parallèle entre les dynamiques familiales et le destin de la nation tout entière : la famille étant érigée en métaphore des brisures et des mutations qui traversent l'ensemble de la société libanaise.

Relations de genre et de génération en recomposition : entre rupture et protection

La deuxième piste de réflexion transversale à l'ensemble des contributions de ce numéro est représentée par les formes de reconfigurations des rôles d'âge et de genre.

Plusieurs études ont souligné l'évolution du « contrat intergénérationnel » (Roth 2010) en temps de conflit, avec la remise en cause de l'autorité des aînés par les jeunes en arme et leur affirmation dans les structures de pouvoir locales (Vlassenroot & Raeymaekers 2004, Chebli 2019). Dans le cas libanais, Thomas Richard démontre que la perte d'autorité du père est représentée par sa mort, et ce sont les frères adultes qui, par la pratique d'un contrôle strict de la scène familiale, rétablissent l'ordre à l'instar du rôle que les miliciens exercent dans les espaces publics. L'auteur montre aussi que la guerre provoque une perte des repères pour les enfants, tout en leur octroyant une liberté inédite. La contribution de Margot Pernot illustre la manière dont la migration à Djibouti a brisé des logiques d'entraide mais aussi de domination intergénérationnelle. Éloignant les jeunes épouses de l'emprise de leurs belles-mères, mais aussi de l'aide de leurs proches, la migration engendre parallèlement l'émergence d'une forme de solidarité entre femmes du même âge et partageant les mêmes conditions d'isolement et d'exil. Le genre se trouve également au cœur de ce numéro, et il est envisagé de manière relationnelle en articulant une réflexion à la fois sur les nouvelles féminités et masculinités. Au Liban, si de nouvelles représentations masculines hyper-virilisées et violentes s'affirment pour contrebalancer la situation chaotique qui règne dans le

pays, les femmes sont quant à elles érigées en gardiennes de leur foyer, devant faire preuve de patience et d'endurance. Une question que l'on retrouve aussi en contexte migratoire, parmi les femmes yéménites qui, en exhibant leur honneur et leur bonne réputation, revendiquent leur attachement aux traditions de leur pays d'origine. Morgan Pernot démontre en outre que la migration suscite rarement l'acquisition de nouveaux rôles par les hommes, mais engendre plutôt une redistribution des tâches et des responsabilités domestiques entre les femmes, non plus à l'intérieur de la famille, mais au sein de réseaux de solidarité et de proximité. Les femmes acquièrent en outre des rôles inédits, comme le prouvent les témoignages collectés par Elena Qleibo à Gaza sous le blocus où les femmes deviennent un pilier dans les stratégies de subsistance familiale en travaillant auprès des organisations internationales ou en recourant à l'emprunt auprès des commerçants. Ce sont donc de nouvelles monétarisations des rapports au sein des familles qui se manifestent.

La guerre représentait également un révélateur puissant et un moment de prise de conscience des injustices de genre dans le contexte syrien où le «féminisme d'État», prôné par le parti Baath au pouvoir désireux de se présenter comme un parti progressiste, n'était que l'apanage d'une élite proche

du pouvoir et déconnectée de la réalité quotidienne des femmes syriennes. Dès le soulèvement anti-régime en 2011, les femmes se sont mobilisées dans multiples domaines en revendiquant leurs droits, ce qu'illustre le cas de l'organisation WND (AlAbdeh & Daher, à paraître). Cette organisation vise non seulement à donner une voix aux femmes, encore absentes de la scène politique, mais aussi à réformer sur le long terme les mécanismes de domination qui façonnent leur quotidien. WND s'inscrit dans une vision non-hégémonique des luttes féministes et envisage l'émancipation des femmes comme un processus qui doit cibler l'ensemble des aspects de la vie, sans pour autant radicalement renverser les équilibres. Le besoin de préserver des mécanismes de solidarité et de protection, quand bien même ceux-ci seraient source de subordination, s'avère souvent nécessaire. L'espace familial est l'une des rares sources de protection dans un Moyen-Orient qui connaît une défaillance d'autres sources de protection sociale (Joseph p. 3). Ceci est d'autant plus avéré dans un contexte de guerre, la famille venant incarner une certitude face à la disparition des autres repères sociaux, tout en constituant un espace de transformation et de recomposition des relations sociales.

Bibliographie

AlAbdeh, Maria, et Daher Joseph. À paraître. «L'engagement des Syriennes à l'épreuve : rapports sociaux de sexe et formes multiples de répression dans le processus révolutionnaire». Dans Krefa, Abir, et Sarah Barrière (dir.) *Le genre en révolution*. Paris : PUF.

Abu Nahle, Lamis; Penny Johnson, et Annelies Moors. 2009. «Wedding and War : Marriage Arrangements and Celebrations in Two Palestinian Intifadas.» Dans *Journal of Middle East Women's Studies*, 5 (3) : 11-35.

Ali, Zahra. 2018. «La fragmentation du genre dans l'Irak post-invasion.» Dans *Nouvelles Questions Féministes*, 37 (1) : 86-105.

Bucaille, Lætitia. 2013. «Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence.» Dans *Critique internationale*, 3 (60) : 9-19.

Boutron, Camille. 2012. «Chapitre 6. La "terroriste", la "milicienne" et la "policière" : implication des femmes dans la violence armée au Pérou.» Dans Coline, Cardi. (dir.) *Penser la violence des femmes*, 138-154. Paris : La Découverte.

Chebli, Denia. 2019. «La révolte en héritage. Militantisme en famille et fragmentation au Nord-Mali (MNLA)». Dans *Cahiers d'Études Africaines*, 2 (234) : 453-481.

Courbage, Youssef. 1997. «La fécondité palestinienne des lendemains d'Intifada.» Dans *Population Bulletin*, 52 (1) : 223-33.

Freedman, J., Z. Kivilcim, N. O. Baklacioglu (dir.) 2017. *A Gendered Approach to the Syrian Refugee Crisis*. New York : Routledge.

Debos, Marielle. 2013. *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris : Karthala.

_ 2008 «Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad.» Dans *Politique africaine*, 1 (109) : 167-181.

Gayer, Laurent. 2018. «La "normalité de l'anormal" : recomposer le quotidien en situation de guerre civile.» Dans *Critique internationale*, 3 (80) : 181-190.

Joseph, Suad (eds.) 2018. *Arab Family Studies : Critical Reviews*. Syracuse : Syracuse University Press.

_ 2004 «Conceiving Family Relationships in Post-War Lebanon.» Dans *Journal of Comparative Family Studies*, 35 (2) : 271-293

_ & Johnson, Penny. 2009. «Introduction. War and Transnational Arab Families.» Dans *Journal of Middle East Women's Studies*, 5 (3) : 1-10.

Koloma Beck, Teresa. 2012. *The normality of civil war. Armed groups and everyday life in Angola*. Frankfurt/Main : Campus.

Latte Abdallah, Stéphanie. 2005. «Subvertir le consentement. Itinéraires des femmes des camps de réfugiés palestiniens en Jordanie (1948-2001).» Dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1 : 53-89.

Lubkemann, Stephen. 2008. *Culture in Chaos. An Anthropology of the Social Condition in War*. Chicago : The University of Chicago Press.

Linhardt, Dominique, et Cédric Moreau de Bellaing. 2013. «Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre.» Dans *Politix*, 104 (4) : 7-23.

Monsutti, Alessandro. 2004. *Guerres et migrations : réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan*. Paris : Maison des sciences de l'homme.

Pappé, Ilan. 2006. *The Ethnic Cleansing of Palestine*. Londres et New York : Oneworld.

Richards, Paul. 2005. «New War : an ethnographic approach.» Dans Paul Richards (dir.), *No peace, no war : an anthropology of contemporary armed conflicts*, 1-21. Oxford : James Currey.

Roth, Claudia. 2010. «Les relations intergénérationnelles sous pression au Burkina Faso.» Dans *Autrepart*, 53 (1) : 95-110.

Santana de Andrade, Glenda. 2023. «At the Borderscape : experiences of Syrian women fleeing into Turkey and Jordan The Gender of Borders.» Dans Freedman, Jane ; Latouche, Alice ; Miranda, Adelina ; Sahraoui, Nina ; Santana de Andrade, Santan et Elsa Tyszler (dir.) *Embodied Narratives of Migration, Violence and Agency*. 69-87, New York : Routledge.

Shanneik, Yafa. 2021. «Displacement, humanitarian interventions and gender rights in the Middle East : Syrian refugees in Jordan as a case study.» Dans *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 47 (15) : 3329-3344.

Suerbaum, Magdalena. 2018. «Defining the Other to Masculinize Oneself : Syrian Men's Negotiations of Masculinity during Displacement in Egypt.» Dans *Journal of Women in Culture and Society*, 43 (3) : 665-686.

Turner, Lewis. 2020. «Syrian Refugee Men in Za'tari Camp : Humanitarianism, Masculinities, and "Vulnerabilities".» Civil Society Knowledge Centre, Lebanon Support, online : <https://civilsociety-centre.org/paper/syrian-refugee-men-za-tari-camp-humanitarianism-masculinities-and-vulnerabilities>

Thebaud, Françoise. 2014. «Penser les guerres du XX^e siècle à partir des femmes et du genre. Quarante ans d'historiographie.» Dans *Clio, Women, Gender, History*, 1 (39) : 157-182.

Vigh, Henrik. 2006. *Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*. New-York & Oxford : Berghahn Books.

Viterna, Jocelyn. *Women in War : The Micro-processes of Mobilization in El Salvador*. New York, NY : Oxford University Press.

Vlassenroot, Koen, et Timothy Raeymaekers. 2004. «Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo.» Gent : Academia Press.

Weber, Florence. 2013. *Penser la parenté aujourd'hui. La force du quotidien*. Paris : Rue d'Ulm, coll. «Sciences sociales».

Zuntz, Ann-Christin. 2021. «Refugees' transnational livelihoods and remittances : Syrian mobilities in the Middle East before and after 2011.» Dans *Journal of Refugee Studies* 34 (2) : 1400-1422.

Meet the Editor

VALENTINA NAPOLITANO

Valentina Napolitano is a sociologist, researcher at the French National Research Institute for Sustainable Development (IRD), and affiliated to Laboratoire Population Environnement Développement (LPED) at Aix-Marseille Université. Her research deal with forced migrations, political violence, and family transformations in the Middle East, especially in Syria and Jordan. Among her last publications: « Donner sens et cohérence à la désertion en contexte de guerre : les émotions d'ex-militaires syriens », *Critique internationale*, vol. 91, n° 2, 2021, p. 67-87. « Circulations transnationales et transformations de l'engagement : l'exemple des circulations palestiniennes dans l'espace syro-libanais (1960-2014), *Revue internationale de politique comparée*, vol. 25, n°1-2, 2018, p.105-128.

Meet the Authors

ELENA QLEIBO

Elena Qleibo est une anthropologue qui a vécu et travaillé pendant une douzaine d'années dans la bande de Gaza, menant des recherches sur les dynamiques sociales tout en exerçant en tant que professionnelle de l'humanitaire. Jusqu'à la fin de l'année 2020, elle a occupé le poste de chef de mission pour la Palestine au Secour Islamique France, intervenant aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie. Elle est chercheuse associée à l'Ifpo Amman, et membre de la communauté du Centre de compétence en négociation humanitaire depuis avril 2020. Elle a publié *Gaza s'en sortit, sans sortir. Ethnographie de la vie quotidienne sous le blocus*, Éditions Croquant, 2020.

FRANCES S. HASSO

Frances S. Hasso is Professor in the Program in Gender, Sexuality and Feminist Studies at Duke University with secondary appointments in the Department of History and the Department of Sociology. She taught in and directed the International Comparative Studies Program at Duke from 2010 to 2015 and was a member of the Oberlin College faculty from 2000 to 2010. She is Editor Emerita (2015-2018) of the *Journal of Middle East Women's Studies*. Her latest book, *Buried in the Red Dirt: Race, Reproduction and Death in Modern Palestine*, was published by Cambridge University Press as a Creative Commons Open Access monograph. Many of her publications are accessible through her personal website: <https://franceshasso.net/publications>.

LUCINE TAMINIAN

Lucine Taminian received her Ph.D. in Cultural Anthropology in 2001 from the University of Michigan—Ann Arbor. Her Ph.D. dissertation focused on the ethnographic history of three Yemeni poetic genres. She is interested in expressive cultures, oral history, politics of identity, urbanity and food production. Lucine has taught anthropology, expressive cultures, social thought and methodology at universities in Jordan, the USA, and Yemen. She edited three books on Yemen and translated numerous scholarly articles from English to Arabic. She was the reviewer for several refereed journals, including Cultural Anthropology, Feminist Economics and Refuge. She has carried out field research in Jordan, Yemen, and Lebanon and was the consultant and/or senior researcher for a number of research projects, including the Oral Histories of Iraqis Living Outside Iraq, Ifpo-Goethe Institute oral history projects and currently The Arab Council for Social Sciences project on Social Sciences in Iraq. She was a board member of The Arab Council for Social Sciences and a member of WOCMES advisory committee.

MORGANN BARBARA PERNOT

Morgann Barbara Pernot est doctorante contractuelle en sociologie à l'Iris (EHESS), bénéficiant d'une allocation de l'Institut Convergences Migration. Elle étudie, sous la direction de Blandine Destremau (EHESS – Iris), les pratiques et représentations de la maternité qui, chez les femmes yéménites à Djibouti, cristallisent la volonté de continuité générationnelle et temporelle en contexte de rupture migratoire et spatiale. Elle est doctorante associée au CFEE, affiliée à l'IC Migration et, dans ce cadre, des projets CollabMigr et DivDroit_FaMi (IC Migrations), qui visent à la réalisation de travaux collaboratifs autour des enjeux de migration au sein des familles.

RYAN SAADEH

Ryan Saadeh is a human rights worker and a researcher. He completed his BA in Middle East Studies and Political Science from Brown University. He holds an MA in Conflict Resolution in Divided Societies at King's College London and an MSc in Violence, Conflict and Development from SOAS University of London, for both of which he was a Marshall Scholar.

THOMAS RICHARD

Thomas Richard est docteur en science politique de l'université Clermont-Auvergne. Son travail porte sur les identités et les problématiques culturelles au Moyen-Orient, en particulier dans leur dimension conflictuelle. Sa thèse a été récompensée par le prix Michel de l'Hospital, et a été publiée aux éditions LGDJ-Lextenso, en collaboration avec les Presses de l'Université Clermont-Auvergne sous le titre *Du musée au cinéma, narrations de guerre au Moyen-Orient*. Ses thèmes de recherche portent sur les mémoires de guerre, la question des représentations culturelles et des métissages, le politique porté à l'écran, et l'identité vue à travers les films. Ses recherches actuelles portent sur le rapport entre le terrorisme et l'image filmée, les images de la guerre civile syrienne et de la révolution égyptienne, et la mémoire de la colonisation. Chercheur associé au Centre Michel de l'Hospital de l'Université Clermont-Auvergne, il est également chargé de cours en science politique et études cinématographiques à Paris-1, Paris-8, et à l'ESPOL.

Analyses and case studies

Une mémoire d'intimité et de destruction :
filmer la famille depuis la guerre civile au
Liban

P. 22 **THOMAS RICHARD**

Dans un monde morcelé, porter les reliques
de la continuité. Recompositions familiales
autour des femmes yéménites en exil
à Djibouti

P. 44 **MORGANN BARBARA PERNOT**

Marriage in Times of War and Political
Conflict: The Case of Iraq

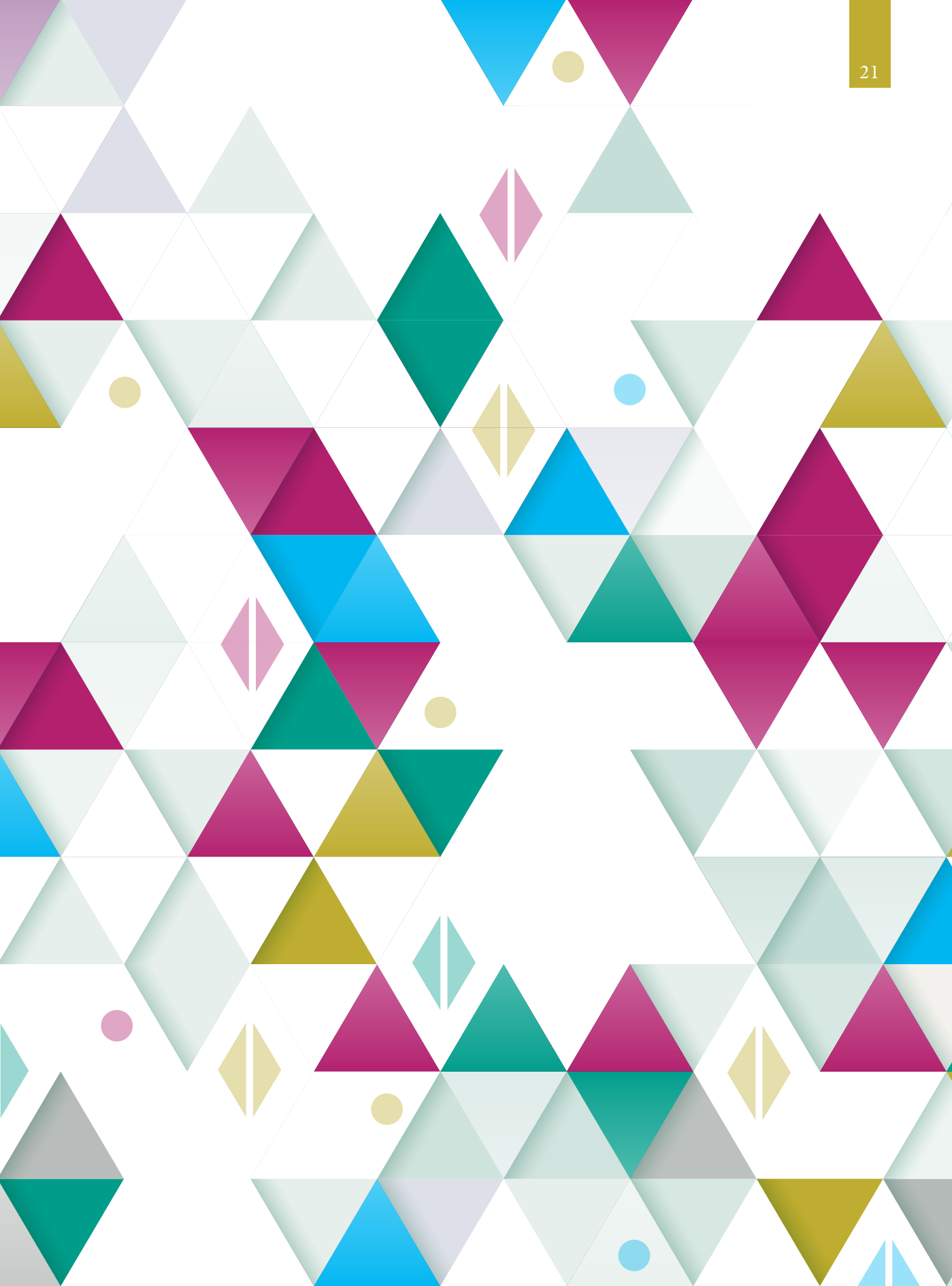
P. 64 **LUCINE TAMINIAN**

Une approche holistique et
intersectionnelle de la question féminine
en contexte de guerre. L'action de Women
Now for Développement, organisation
féministe syrienne

P. 82 **VALENTINA NAPOLITANO**

Transformations familiales et de genre
à Gaza. Témoignages recueillis par une
humanitaire (2000-2020)

P. 94 **ELENA QLEIBO-KOGAN**



*Une mémoire
d'intimité et
de destruction :
filmer la famille
depuis la guerre
civile au Liban*

THOMAS RICHARD

RÉSUMÉ

En s'inscrivant dans la lignée des films tournés durant la guerre, les cinéastes de la génération 2000 au Liban ont fait de l'éclatement de la cellule familiale l'un des enjeux majeurs de leurs films, en articulant cette production d'images autour d'enjeux mémoriels autobiographiques et familiaux. Ce faisant, en réinterprétant des motifs classiques de l'intimité de la guerre au cinéma et dans la culture, ils dessinent le portrait de familles où les traumatismes liés aux conflits se nourrissent les uns des autres de façon circulaire, et font du microcosme familial la métaphore de la situation nationale, à la recherche d'éléments permettant de construire une mémoire commune de la guerre civile et de ses traces au quotidien.

INTRODUCTION

En choisissant de donner une dimension profondément familiale à l'une des «petites guerres» qu'évoque son film éponyme, celle d'un fils de *zaim* qui doit assurer la direction familiale après le kidnapping de son père, Maroun Bagdadi confère dès 1982 une tonalité spécifique aux enjeux de représentation de la guerre civile libanaise (1975-1990), en liant la violence de la guerre aux rôles genrés au sein de la famille, et l'intimité personnelle au drame national (Khatib 2007).

Si le cinéma libanais d'après-guerre se définit entre autres par son rapport à la ville et à sa ruine, présentant Beyrouth comme un symbole de la nation divisée et de sa difficile réconciliation (El-Horr 2014 et Yazbek 2012, 23), ce rapport à l'espace urbain, comme dans le film de Bagdadi, se double d'un lien étroit à l'intimité familiale sur les écrans. Le cinéma d'après-guerre, défini par Katia Jarjoura, elle-même réalisatrice, comme celui des «enfants du chaos» (Jarjoura 2007), n'a cessé de revenir sur ces deux termes : le chaos de la guerre, dont la mémoire demeure vive, et le rapport à la famille de ces enfants nés et ayant grandi durant la guerre (Doueiri et Passevant 2004).

La guerre civile elle-même, hormis dans des œuvres réalisées par des cinéastes étrangers, comme *Le Faussaire* (Schlöndorff 1981), *Nahla* (Beloufa 1979) ou plus récemment *La Porte du Soleil* (Nasrallah 2004) et *Incendies* (Villeneuve 2010), apparaît rarement à l'écran, sinon, comme chez Bagdadi sous la forme de «petites guerres», engageant quelques personnages, un quartier, ou lorsqu'elle cesse d'être guerre civile pour devenir guerre contre l'ennemi israélien dans *Tous pour la patrie* (Bagdadi 1979), restant autrement, comme le souligne Elie Yazbek, «presque invisible», (Yazbek 2012, 35). Par comparaison, l'intimité familiale, filmée sous l'angle du drame, occupe l'essentiel de l'action, la famille agissant comme métaphore de la situation du pays en guerre, que ce soit sous l'angle de la division, de non-dits conditionnant les comportements, ou d'une spirale de violence détruisant les liens entre ses membres. En reliant ainsi l'intimité familiale au corps national, les réalisateurs s'inscrivent dans une appréhension de la représentation qui prend appui sur l'idée du corps politique telle que développée au début de l'époque moderne (Tait 2008). Cette métaphore du corps permet de penser l'unité dans la division du politique et de proposer une interprétation de ses troubles. Cette articulation est particulièrement éloquente dans le contexte libanais, compte tenu de la prégnance des structures de pouvoirs familiales anciennes, celles qu'évoque justement les *Petites Guerres* (Joseph 1991), et qui ont été profondément modifiées par la guerre (Mervin et Mermier 2012, 7, 461). L'enjeu ici est une représentation de la politique, où la famille est appréhendée artistiquement comme le miroir du pays dans ses traumatismes, dans une logique d'intersection entre l'intime et le national (Collins 1998).

Partant de là, nous nous situons à la croisée d'une double dimension théorique : d'une part en nous inscrivant dans les problématiques de transformation de la famille lors des

conflits, qui auront trait au deuil, notamment à la disparition d'une partie des hommes dans les combats. Lors des retours vers l'intimité familiale, ces enjeux rencontrent ceux d'une masculinité qui se redéfinit à l'aune de la violence et de la redistribution des rôles familiaux à l'issue de la guerre (Cabanès et Piketty 2015; Capdevilla 2002). Cette redistribution des rôles correspond par contraste à l'acquisition de nouvelles responsabilités par les femmes (Saiget 2015), et souvent, à des espaces de libertés nouveaux pour les enfants en même temps qu'à un regard renouvelé qu'ils posent sur la génération précédente (Audoin-Rouzeau 2006; Gannagé 1999, 83). Dans le cas libanais, ces enjeux revêtent particulièrement la forme de la redéfinition des rapports au sein de la famille au sortir de la guerre tels qu'étudiés par Suad Joseph en 2004, notamment par rapport à la perpétuation de la relation patriarcale (Joseph 1994). D'autre part, notre objet nous situe dans la lignée des recherches entreprises sur la question de la représentation artistique de la famille face à la guerre (Morag 2009, 18, 225), notamment dans des contextes où la fin du conflit correspond à l'éclosion de recherches artistiques qui tentent de donner sens au traumatisme tout juste passé, comme ce fut le cas avec le néoréalisme italien (Ben-Ghiat 2008). C'est justement le cas au Liban, où la guerre civile et sa mémoire sont des enjeux artistiques fondamentaux (Elias 2018, 120, 160), notamment dans un récit de l'intimité du soi (Nikro 2012, 65, 157), et où la cassure personnelle apparaît comme un miroir de l'unité nationale en miette. Ce travail de l'art sur la mémoire et la diction du traumatisme a particulièrement irrigué la production littéraire libanaise (Calargé 2017; Tamraz 2014), le cinéma apportant à la réflexion artistique commune les atouts de ses modes de récit et de mise en image. Cette question est également présente chez Suad Joseph, dans son travail sur l'articulation du familial au national (Joseph 1997) et poursuit la réflexion menée par Ahmad Beydoun sur le caractère « incivil » de la guerre. La famille, seule institution qui lui semblait avoir survécu à la fragmentation du pays, devint précisément pour les réalisateurs le noyau permettant d'exprimer les traumatismes et les fractures qu'il observait (Beydoun 1993, 43, 53, 177). Le travail d'artiste se situe de ce fait également dans les débats en cours sur la mémoire au Liban, notamment par rapport aux enjeux essentiels que sont les traces de la guerre (Ayoub 2017), et la question récurrente de l'amnésie, personnelle et nationale (Haugbolle 2010, 29, 64; Barak 2007). En cela, les cinéastes proposent une interprétation des transformations de la biopolitique (Foucault 2004) dans une société sectarianisée (Nagle 2020), la faillite des autorités anciennes, celle de l'époque chéhabiste étudiée par Ahmad Beydoun, étant aussi une déliquescence du contrôle des corps et des vies, sans que les espaces de liberté ainsi dégagés n'aient pu permettre de développer un ordre stable.

De là dérive notre question principale : comment les cinéastes ont-ils choisi d'interpréter les transformations familiales nées de la guerre civile pour en faire un élément signifiant de leur démarche artistique et mémorielle ? Ce faisant, en poursuivant la thématique du biopouvoir, comment s'organise la symbolique qui relie le microcosme familial au drame national de la guerre, qui transforme la famille en un « champ de bataille », pour reprendre

le titre de Danielle Arbid? Et, secondairement, quels sont les thèmes qui structurent cette production d'images? Pour répondre à ces questions, nous avons rassemblé un corpus de longs et moyens-métrages documentaires et de fictions, filmés durant et après la guerre, au sein desquels la famille est soit l'enjeu majeur du récit, soit le cadre au sein duquel celui-ci se déploie, à savoir une trentaine de films réalisés par des metteurs en scène libanais, adultes au moment de la guerre, ou ayant vécu celle-ci dans leur jeunesse, et donc pour qui l'enjeu intime des affrontements de la guerre civile correspond à une mémoire encore vive. Ce corpus comprend ainsi une partie des œuvres telles que *Murmures* (Bagdadi 1980) ou *Beyrouth la rencontre* (Alaouié 1981) pour les réalisateurs adultes au moment de la guerre, et des films comme *Héritages* (Aractingi 2013), *Peur de rien* (Arbid 2015), *West Beyrouth* (Doueiri 1998) ou *Et maintenant on va où?* (Labaki 2011) pour la génération de ceux arrivés à l'âge adulte après les accords de Taëf.

Pour mener notre étude, nous procéderons en deux temps principaux, articulés autour de la modification des structures familiales du fait de la guerre : tout d'abord, en étudiant la façon dont à l'écran la guerre apparaît sous l'angle de la destruction des repères et autorités, notamment au travers de l'effacement de la figure paternelle. Nous nous pencherons ensuite sur les ambivalences des nouvelles responsabilités et libertés acquises par les femmes et les enfants, telles qu'interprétées par les cinéastes.

I- MASCULINITÉ ET PATERNITÉ EN CRISE, SYMBOLES DE LA PERTE DE L'UNITÉ NATIONALE

Dans leur appréhension du microcosme familial comme métaphore de la situation nationale, les cinéastes se sont particulièrement penchés sur la situation des figures masculines, mettant en scène à la fois la violence et l'impuissance d'une masculinité entrée en crise du fait de la guerre, et l'effacement de la figure des pères, symbole de la perte de repères du Liban contemporain.

La maison divisée contre elle-même : impuissance et violence masculines

Prenant appui sur les thématiques de la masculinité telles que développées par le cinéma durant la guerre par Maroun Bagdadi (Khatib 2007) ou dans le film *Beyrouth la rencontre* (Alaouié 1981), les films d'après-guerre insistent sur les transformations de la masculinité au sein de l'espace familial, que la guerre contraint à osciller entre deux pôles, soit une impuissance plus ou moins dissimulée, soit une affirmation de virilité agressive, les deux pouvant se superposer chez un même personnage, l'affirmation virile servant alors d'écran qui dissimule l'impuissance. C'est notamment cette dimension qui est soulignée dans *Panoptic* (Eid 2017), où la réalisatrice Rana Eid s'adresse à son père décédé, figure de masculinité militaire, évoquant son allure, son uniforme, mais entièrement impuissant face à la présence des soldats israéliens qui le chassent de chez lui, ou syriens, qui exercent la

véritable autorité au Liban, appuyée sur les centres de détention.¹ Le dispositif souligne ce contraste en mentionnant uniquement dans le texte la fonction militaire du père, lui conférant une autorité virtuelle, tandis qu'à l'écran ce sont les bâtiments massifs des ruines de la guerre, notamment la Tour Murr et l'Hôtel Beau Rivage, ancien quartier général des services de renseignement syriens, qui apparaissent.

Cette thématique est particulièrement explorée par le film de Danielle Arbid, *Dans les champs de bataille*, qui place au centre de son propos la figure paternelle, agressivement virile, et autour de laquelle se décompose la famille sous le regard de l'enfant, narratrice du film, et voix de la réalisatrice (Videau 2005). Le film en lui-même peut être lu comme une esthétique de l'auto-destruction, terme utilisé par Miriam Cooke en 2002 pour caractériser l'approche de la réalisatrice vis-à-vis du paysage urbain, mais qui prend ici un sens intime. Situé aux débuts de la guerre, *Dans les champs de bataille* montre la maisonnée graduellement aspirée par une spirale destructrice, qui entraîne les membres de la famille, vivant chacun dans leur sphère sans communiquer autrement que par la violence, métaphore des communautés nationales, et liée à une présence étrangère disruptive, en l'occurrence l'aide-ménagère d'origine syrienne. On peut interpréter cette présence comme un regard extérieur face aux déchirements libanais, en sus de l'enjeu social qu'elle souligne, vis-à-vis des travailleurs immigrés (Dyer 2010). À ce niveau de lecture calquant le national sur l'intime, le père, insouciant et lui-même violent, n'attirant aucun respect des autres protagonistes, apparaît comme une métaphore de la classe politique et de l'État libanais, incapables de faire face à la crise. La mort de ce personnage, qui clôt le film, est le miroir de la destruction de l'État au moment où la guerre s'intensifie. En cela, le film, considéré comme une œuvre post-amnésie (Sawalha 2014) peut être vu comme représentatif d'une tendance interprétative de la famille du cinéma libanais, où la mémoire intime de la narratrice se mêle étroitement au drame national. L'enjeu y est de souligner le caractère civil de la guerre au sens le plus fort par cette insistance sur l'intimité du conflit.

Lorsque les deux thèmes de l'impuissance et de l'agressivité ne sont pas liés à un personnage, ils sont rabattus par les cinéastes sur deux figures antagoniques au sein de la famille. L'impuissance est avant tout celle des pères, incapables de protéger leurs proches, qui se trouvent livrés à eux-mêmes. Les cinéastes libanais recentrent le modèle d'impotence de la masculinité militaire en crise décrit par Raya Morag (Morag 2009, 225) sur la figure paternelle, lui donnant un nouveau sens, en lui retirant son caractère guerrier pour se

1 Cette partie du film fait allusion à la présence des soldats israéliens à Beyrouth, qui suit l'invasion de 1982 jusqu'en 2000 (dans le sud du pays) et à la présence des troupes syriennes, intervenues au Liban sous prétexte de rétablir la paix à partir de 1976 et restées dans le pays jusqu'en 2005.

focaliser sur la perte d'autorité et la fragilisation personnelle. Dans le cas le plus extrême, cela correspond à la mort du père, telle que présentée par *Zozo* (Fares 2005). La figure paternelle détruite par la guerre est remplacée par un père de substitution (le grand-père) en Suède, où le réalisateur axe son propos sur la reconstruction progressive de l'enfant au sein d'une cellule familiale recrée loin du conflit. L'impotence peut aussi se manifester par une forme de retrait, à l'instar du père de l'un des enfants dans *West Beyrouth* (Doueiri 1998), qui se réfugie dans la religion en insistant sur l'orthopraxie, présentée comme un cadre auquel il entend soumettre sa famille, mais qui apparaît vide de sens à son fils. Cet aspect est d'autant plus signifiant qu'il s'agit d'un film de mémoire, qui reconstruit notamment le ressenti des divisions communautaires, devenues capitales avec la guerre (Nagel 2002), sans pour autant permettre à ce père de restaurer son autorité perdue.

Face à ces pères impuissants se dresse l'autre figure, celle qui cette fois fait fond sur le modèle d'hyper-masculinité agressive (Morag 2009, 173) et s'articule avec l'une des icônes du cinéma libanais, le milicien (Hourani 2008). Cette représentation correspond à un enjeu mémoriel et cinématographique essentiel (Haugbolle 2012), qui plonge ses racines dans la très forte présence milicienne au sein des films tournés durant la guerre elle-même, et sur les effets de leurs violences, interrogés notamment par Maroun Bagdadi (Khatib 2007 ; Randall 2020). Dans le cinéma d'après-guerre, le milicien est moins présent à l'écran, il apparaît plutôt comme une menace dans les dialogues, ou une silhouette traversant certaines séquences. Il est présenté à la fois comme extérieur au cercle familial étroit, mais relativement proche (cousin, famille éloignée, lié au voisinage), et revendiquant une autorité sur l'espace familial qui se trouve au centre de l'intrigue. Cependant, cette mise à distance du milicien n'est que partielle, au sens où son hyper-masculinité, son agressivité, et sa revendication de contrôle sur l'espace et les mœurs sont aussi reprises par les personnages de jeunes hommes au sein des familles mêmes. Les fils adultes et les frères s'imposent comme revendiquant l'autorité délaissée par les pères. Cela s'aperçoit dans *Balle perdue* (Hachem 2010), qui lie justement les enjeux du corps au sein de la famille (féminin et masculin) à la ville et aux enjeux de contrôle (Maroun 2020), où l'héroïne est soumise au regard inquisiteur de son frère, avide de maîtriser les circulations, les relations, et dont l'attitude mime, au sein de la cellule familiale, le rôle des miliciens aux points de contrôle. On retrouve notamment là certaines réflexions de Suad Joseph sur les transformations du patriarcat au sein de la cellule familiale du fait de la guerre (Joseph 1994). Cette virilité agressive est particulièrement mise en valeur dans *Le déjeuner* (Bou Rjeily 2017), explicitement conçu par son réalisateur comme une métaphore de la situation du Liban. Face à un père incarnant l'impuissance, les fils et gendres se disputent en affirmant leur virilité. Leurs propres familles deviennent

alors des factions au sein de la maisonnée,² pour tenter de découvrir qui s'est approprié la fortune familiale, rappel de l'enjeu représenté par le contrôle des ressources étatiques. Le film multiplie les références à la corruption et à la faillite des élites dans ses dialogues, et ce jusqu'à ce que la violence devienne physique avec les premiers coups de feu tirés derrière une porte close, laissant planer le mystère sur leur auteur et leur victime.

Les disparitions et l'effacement de la figure d'autorité

Une autre dimension de la crise de la masculinité utilisée par les cinéastes est un développement extrême des figures de l'impuissance, à travers la mise en scène des disparitions, qui, à l'écran, concernent quasi exclusivement des figures d'autorité, soit à travers les kidnappings, suivant en cela la voie ouverte dans *Les petites guerres*, soit à travers la détention. Deux thématiques se dégagent : d'une part la disparition de l'ordre que pouvaient incarner ces personnages paternels, et d'autre part l'incapacité de la génération suivante à prendre leur relais ou à incarner une transformation de cet ordre.

En effet, significativement, les jeunes disparus et leur incidence sur les familles sont remarquablement absents à l'écran (Skaff 2015), pour des récits qui se concentrent sur la valeur symbolique et mémorielle de ces disparitions en tant qu'objets esthétiques et participant du regard porté sur le pays (Young 2000). Cet enjeu répond notamment aux problématiques de la mémoire et de la recomposition de la société par rapport à la guerre (Nikro 2019 ; 2012, 31), dans un jeu complexe de disparitions et d'apparitions à l'écran (Sayegh, sans date) qui résonne avec les fragmentations de la mémoire libanaise (Nikro 2012, 129, 157), et son alternance entre hypermnésie et amnésie (Calargé 2017, 25, 86).

En lien avec le drame intime des familles, les films inscrivent les disparus dans une forme de présence-absence, marquée par les affaires soigneusement rangées du père disparu de *A perfect day* (Hadjithomas et Joreige 2005), dont son épouse ne parvient pas à déclarer le décès des années après la fin du conflit. Symbole de son autorité et de sa masculinité, parmi ces affaires, son pistolet tient une place particulière, bien qu'ayant été incapable de le protéger. En écho avec une expression récurrente,³ ces disparitions

2 «Maisonnée» ici correspond à l'ensemble des participants au déjeuner éponyme. Il s'agit des aînés, autour de qui sont rassemblés les cadets, les enfants adultes, et les enfants de ceux-ci. La distance par rapport à la maison des parents dépend de la situation financière, matrimoniale et du lieu de résidence des différents protagonistes.

3 Voir ici son usage dans la presse au Liban et en France : « Cette jeunesse qui dit non au Liban de papa » *L'Orient-Le Jour* 09/11/2019 dernière consultation 08/06/2021 <https://www.lorientlejour.com/article/1194442/cette-jeunesse-qui-dit-non-au-liban-de-papa.html> et « D'abord un regard serein sur le "Liban de Papa" » *Le Monde* 05/03/1984 dernière consultation 08/06/2021 https://www.lemonde.fr/archives/article/1984/03/05/d-abord-un-regard-serein-sur-le-liban-de-papa_3015370_1819218.html

soulignent la fin du « Liban de papa », celui d'avant-guerre, avec ses sociabilités, ses rites, ses pouvoirs marqués par la présence des grandes familles et que le conflit a profondément modifiés, notamment sous l'impulsion des chefs de guerre (Mermier et Mervin 2012, 419, 461). Cependant, la disparition revêt un sens particulier à cet égard en insistant autant sur la rémanence de ces figures dans les esprits et dans certaines pratiques que sur leur absence. Le caractère irréel et presque onirique de certains films comme *Falling from Earth* (Zeneddine 2007) est lié à cet entre-deux, la présence de cet ancien Liban étant encore palpable, notamment à travers les photos collectionnées par le personnage principal, tandis que la mère de famille de *A perfect day* mime encore les rapports sociaux tels qu'ils existaient du temps de son mari. La disparition installe une forme de latence mémorielle (Silverman 2021), qui laisse familles et société en suspens, face aux fantômes de la mémoire (Ayoub 2017).

Le retour du disparu, qui a été développé par Bahij Hojeij dans *Que vienne la pluie* (Hojeij 2010), renforce cette masculinité en crise, en le liant d'autant plus étroitement à la ville et aux rôles genrés au sein de la famille qui ont été transformés par la guerre. Le héros, kidnappé durant les affrontements, profondément marqué par ceux-ci, et relâché des années après, voit son identité personnelle mise à l'épreuve par son incapacité à s'adapter à la nouvelle vie urbaine de Beyrouth et à retrouver la place de chef de famille qui était la sienne auparavant (Fouladkar 2013 ; Launchbury 2010). Il est placé par le cinéaste dans un entre-deux, il n'est plus disparu, mais il n'est pas réellement revenu. Il devient alors une gêne pour sa famille qui a tenté de se reconstruire, en incarnant les conflits du souvenir, entre présence obsédante et volonté d'oubli, aussi bien de l'ancienne organisation familiale que de la guerre.

Le pendant de cette situation se retrouve dans les portraits qui sont brossés des fils des disparus. Bien que devant prendre la suite de leurs pères, là encore à la suite des personnages dessinés par les *Petites guerres*, ils en apparaissent incapables. Le fils de *zaim* filmé par Maroun Bagdadi, bien que devenu chef de famille, ne parvient ni à s'imposer comme l'équivalent de son père ni à incarner une nouvelle forme d'autorité et d'ordre, et les personnages créés par les cinéastes d'après-guerres restent prisonniers de cette situation. En écho au caractère d'irréalité de sa situation, Joana Hadjithomas et Khalil Joreige caractérisent Malek, leur héros, par des troubles du sommeil qui le placent dans cet entre-deux, lié à une disparition qui n'est pas la mort, et à une présence qui n'est pas la vie, la latence qui s'impose au pays étant incarnée dans son propre corps. Au lieu de se reconstruire, lui et ses équivalents sont présentés comme vivant dans un éternel présent (Grugeau 2005), entre passé et futur, mais perpétuellement en déséquilibre, comme le montre la scène de course du personnage reprise sur l'affiche du film, qui souligne le contraste entre la stabilité (même ambiguë) qu'incarnaient les disparus et l'incertitude de la situation qui pèse sur la génération suivante.

Conséquence de cette incertitude, ces fils, bien que déjà adultes, apparaissent au sein de la cellule familiale toujours partiellement en état de minorité. Malek est responsable de la maisonnée, mais bute quand il doit s'opposer à sa mère. De la même façon, le héros de *Falafel* (Kammoun 2006) est censé être devenu chef de famille avec la disparition de son père. Pourtant, mal à l'aise dans ce rôle, il apparaît, dans ses relations comme dans ses loisirs, comme encore jeune, sinon presque adolescent (Fouladkar 2013), lui aussi bloqué dans un présent que hante le passé (Khatib 2011). Son parcours dans la ville mime cette situation, en le menant de la fête dans les immeubles récents jusqu'à la rencontre d'une des rares figures masculines d'autorité du film, en la personne d'un ancien milicien dans les ruelles encore marquées par les traces des combats et la déréliction. Ce faisant, à travers son personnage, le réalisateur fait rencontrer l'espace et le temps, deux des dimensions qui orientent la mémoire collective (Halbwachs 1997, 143, 193). Il articule la mémoire intime à celle du pays, au travers de l'impuissance du personnage face à l'ombre du père disparu. Répondant à une interprétation majeure de la situation du pays par les artistes, il est «suspendu» (Elias 2018, 185) dans le temps et l'espace, avançant sur place, en quelque sorte. Son impasse personnelle répond à celle du Liban, le film articulant la culture de la fête et le rapport à l'immédiateté qui se sont développés dans l'après-guerre (Bonte 2019) à une forme d'aporie politique au travers de l'expérience intime de son personnage.

Si les figures masculines apparaissent centrales dans la redéfinition des rôles au sein de la famille libanaise d'après-guerre, elles ne prennent néanmoins tout leur sens que par l'opposition que construisent les cinéastes avec les personnages de femmes et d'enfants. Ceux-ci, du fait de la crise des virilités, se voient attribuer de nouveaux rôles, qui sont pour autant loin d'être dénués d'ambiguïtés.

II- LES AMBIGUÏTÉS DE LA LIBERTÉ ET DE LA PUISSANCE CHEZ LES PERSONNAGES FÉMININS ET ENFANTINS

Par contraste avec les crises de la masculinité, l'expérience particulière des femmes durant la guerre au Liban (Holt 2013) a été marquée par l'intimité de la violence sociale, militaire, sexuelle ou psychologique et des engagements politiques transcendant la frontière des sexes (Holt 2010). Cette situation pourrait permettre aux réalisateurs de développer un récit insistant sur de nouvelles responsabilités et de nouveaux pouvoirs des femmes. La disparition de l'autorité paternelle permettrait par ailleurs dans ce cas d'insister sur les espaces de liberté découverts par la génération des enfants de la guerre. Si ces dimensions sont présentes, elles sont néanmoins fortement marquées par l'ambiguïté et les limites posées à ces évolutions qui résultent de l'articulation entre l'espace familial et le macrocosme national.

Des femmes fortes, mais à l'autorité limitée

Face à la perte de repère de leurs personnages masculins, les cinéastes des années de guerre avaient développé des portraits de femmes fortes, chez Borhan Alaouié, ou Maroun Bagdadi, qu'il s'agisse de fictions, ou de films documentaires, comme *Murmures* (Bagdadi 1980) qui suit la poétesse Nadia Tuéni dans son parcours du Liban en guerre, et qui, sans négliger sa souffrance, insiste sur la maîtrise de son destin. Dans une certaine mesure, on retrouve cette thématique chez les réalisateurs de la génération de l'après-guerre. On peut ainsi voir une lignée partant des femmes fortes filmées au Sud-Liban dans les documentaires de Maroun Bagdadi (*La plus belle des mères* [Bagdadi 1978]) (Randall 2020) qui cherchent à dépasser les divisions confessionnelles par la mise en avant d'une dimension affective vis-à-vis de l'ennemi israélien. Après-guerre, y répond l'affirmation personnelle et politique de la jeune mariée du *Cerf-volant* (Chahal Sabag 2003) qui fait voler en éclats frontières et contraintes familiales en conquérant (à tous les sens du terme) le cœur d'un soldat druze israélien.

Cette libération des femmes face à la guerre est particulièrement exprimée dans *Et maintenant on va où?* (Labaki 2011), reçu par la critique comme une révolution féministe (Gendron 2012). Film tourné par une femme sur des femmes, il est voulu et perçu comme tel à la fois par la cinéaste et par l'analyse académique (White 2012). Dans le village imaginé par la réalisatrice, en effet, ce sont les femmes qui prennent l'initiative, et qui, par contraste avec des personnages masculins velléitaires et potentiellement violents, refusent en bloc le retour de la guerre. Ce faisant, la réalisatrice désobjective les femmes, en fait les sujets de son film et les actrices de leur destin, et, du point de vue cinématographique, prend ses distances avec le *male gaze* pour imposer une lecture féminine des affrontements (Kokko 2012). En cela, ce film-fable s'inscrit dans une tradition littéraire et artistique de longue durée, celle de la puissance des femmes dans leur opposition à la guerre, basée sur la mémoire de la souffrance imposée par les hommes. Les héroïnes qu'Anna Kokko voit ainsi «s'échapper du harem» apparaissent comme des Lysiétrata libanaises (Foley 1982), usant de leur féminité pour faire échouer le conflit. La femme, gardienne du foyer, et responsabilisée par la faillite des hommes, restaure l'unité de sa maisonnée et en fait un espace politique redevenu stable, qui s'oppose aux forces centrifuges libérées par les hommes lors de la guerre.

Cependant, même si le film est construit en écho aux bouleversements libanais, son ancrage littéraire a aussi pour effet de le dégager des enjeux mémoriels propres à la guerre civile, et, selon la façon dont ils envisagent ceux-ci, les cinéastes tendant à nuancer cette idée de pouvoir féminin face à et dans la guerre. Une première limite tient à la production d'images de femmes combattantes et militantes. Quelques-unes tiennent des rôles de cet ordre face aux Israéliens, notamment, avec des nuances, dans la série d'Al-Manar *Al*

*Ghaliboun*⁴ (2010-2012) (Calabrese 2013). Mais hors de ce contexte particulier, les femmes combattantes n'apparaissent que dans la production canadienne de *Incendies* (Villeneuve 2010) d'après Wajdi Mouawad (Green 2012), qui insiste essentiellement sur la violence faite à l'héroïne (Bernard-Hoverstad 2013), et dans le film écrit par Elias Khoury et réalisé par Yousry Nasrallah, *La Porte du Soleil* (Nasrallah 2004), à travers le personnage d'une militante palestinienne. Dans ces deux cas, la forme de pouvoir prise par ces femmes peut aussi se lire comme une mise à l'écart : mise à l'écart de la communauté nationale libanaise, les deux étant liées à la cause palestinienne, et mise à l'écart de la vie de famille, la première étant rejetée par ses parents avant de voir sa famille détruite par la guerre, et de ne retrouver un rôle de mère que dans l'anonymat et à l'étranger. La militante palestinienne, pour sa part, est présentée comme étrangère à la vie familiale, et finalement assassinée par ses proches. De ce fait, dans le travail mémoriel fait par les réalisateurs, la prise de pouvoir des femmes dans la guerre reste étroitement liée à la sphère domestique, leurs pouvoirs politique et militaire s'exprimant dans des œuvres produites à l'étranger, et coupant toute articulation entre l'espace national et l'espace intime. La crise de la masculinité entraînée par la guerre devient une crise de la féminité chez celles qui adoptent des rôles considérés comme masculins.

L'autre nuance à apporter à ces nouveaux rôles féminins tient à leur dimension symbolique, et à leur articulation à la sphère nationale. Le cinéma des années d'après-guerre est riche en personnages de femmes fortes et aimantes, points d'ancrage de leurs familles face à la crise ou à la disparition de l'autorité paternelle, et qui incarnent une forme d'autorité alternative plus bienveillante. La femme du disparu de *Que vienne la pluie*, la matriarche du *Déjeuner* incarnent cette figure. La mère de *Sous les bombes* (Aractingi 2007), qui cherche désespérément son fils, y répond pour l'actualité la plus récente, dans un film où le souvenir de la guerre civile s'entrecroise avec la violence de celle de 2006 (Bonnet 2013 ; Kotecki 2010) dans une dimension autofictionnelle qui vise à interroger la mémoire, et notamment les mémoires familiales et intercommunautaires. Cependant, ce pouvoir demeure limité à la sphère domestique et à sa protection, sans traduction directe dans le champ politique : les personnages de mères apparaissent comme des figures du refuge, qui subissent les bouleversements nationaux, mais leur tournent le dos pour tenter, par contraste, de maintenir un fragile équilibre au sein de la sphère familiale, signifiant le retrait de l'espace public, sinon la disparition de celui-ci, privatisé (*Falafel*) ou lieu d'affrontements (*Sous les bombes*). Les trois héroïnes de *Chaque jour est une fête* (El-Horr 2009), film choral construit autour de trois femmes allant visiter la prison lointaine où sont détenus leurs proches masculins le jour de l'Indépendance semblent à première vue

4 La série présente des femmes militant pour le Hezbollah, mais plus dans des rôles de victimes et de soutiens des guérilleros que dans des rôles à proprement parler militaires.

échapper à ce schéma. Dans ce film, lui aussi explicitement pensé comme métaphore de la situation du pays,⁵ en liant ainsi le politique aux rôles familiaux de ces femmes, la réalisatrice articule son film avec sa réflexion de chercheuse sur la «mélancolie» du cinéma libanais d'après-guerre (El-Horr 2016), et sur la place des femmes au sein de celui-ci, par les personnages et en tant que réalisatrice (2011). Cependant, si les héroïnes échappent aux stéréotypes de la figure maternelle face à la guerre et, loin des hommes et de leur regard, parviennent à une forme d'indépendance, la dimension symbolique de la femme victime de guerre, comparable à celle développée par Nadine Labaki, demeure majeure, et la crise généralisée irrésolue, la solidarité montrée entre femmes se faisant là aussi en tournant le dos au politique.

Liberté et impuissance chez les enfants de la guerre

En ce qui concerne la situation des enfants dans les conflits et face aux violences vécue par leurs familles, trois représentations majeures peuvent être identifiées dans la filmographie libanaise : celle de l'enfant souffrant (Myers-Walls 2004 ; Pignot 2012, 120) dans son esprit et dans sa chair, celle de l'enfant mobilisé, exploré au travers de la thématique des enfants soldats (Singer 2006, 37) et de la mobilisation culturelle (Audoin-Rouzeau 2004,15), et celle, marquée artistiquement par la figure de Raymond Radiguet, de l'enfant qui, avec l'éclatement du cadre familial découvre de nouvelles libertés (Régent 1959). Dans ce dernier cas, le rapport à la mémoire joue un rôle particulièrement important, fondé sur les souvenirs de ceux qui étaient enfants durant le conflit, tandis que les deux premières figures sont davantage liées à des regards d'adultes.

Cette nuance est particulièrement importante dans le cas du Liban avec le passage des générations de cinéastes, depuis celle qui a vécu la guerre en tant qu'adulte vers la «génération 2000», celle des cinéastes qui ont connu le conflit durant leur enfance. Durant les affrontements, les deux premiers thèmes ont été explorés à travers les documentaires de Maroun Bagdadi (*Tous pour la patrie*, où, dans le Liban-Sud ravagé par les bombardements israéliens, les enfants d'une école s'entraînent à chanter l'hymne national) ou de Mai Masri et Jean Chamoun avec *Beyrouth, génération de la guerre* (Masri et Chamoun 1988). Ces derniers s'attachent notamment à suivre le parcours de jeunes miliciens mobilisés par les différentes factions, et d'enfants contraints de prendre des rôles d'adultes pour soutenir leurs familles (Brittain 2020, 45). Il s'agit en l'occurrence de films de réalisateurs adultes, témoins des ravages de la guerre sur la jeunesse de leur pays et de l'éclatement des références et des soutiens familiaux.

5 Présentation du film sur le site de son éditeur francophone «Chaque jour est une fête» https://www.trigon-film.org/fr/movies/Chaque_jour dernière consultation 08/06/2021

Si la violence de la guerre n'est jamais niée dans les films de la génération de l'après-guerre, c'est davantage le thème des nouvelles libertés qui est exploré sous l'angle mémoriel, ainsi que les impensés de cette liberté d'alors. Avant tout, il s'agit des difficultés pour se construire en tant que personne dans un environnement privé de cadres et de références, et face à l'impossibilité de la transmission familiale.

Le film qui a sans doute le plus marqué dans son évocation de l'enfance durant la guerre du Liban est *West-Beyrouth* (Doueiri 1998), partiellement construit à partir des souvenirs du réalisateur, et marqué par une forme de nostalgie pour les libertés inouïes qu'ont pu connaître les enfants devant l'écroulement des références du cadre familial (Tarraf 2020). D'une *Marseillaise* moqueuse (Raskin 2007) à des moments surréalistes aux abords de la ligne verte (un soutien-gorge qui sert de laissez-passer), en passant par la découverte de la sexualité, le film recompose les souvenirs et l'espace de la jeunesse de ces années (Nagel 2002). Il fait la chronique douce-amère d'un temps de violence avec un regard à hauteur d'enfant, assez proche de celui de John Boorman dans *La Guerre à sept ans* (Boorman 1987), jouant comme lui sur les aspects fonctionnels d'une semi-autobiographie dans un environnement dysfonctionnel, où la famille a volé en éclats (Lavery 1990).

Cependant, cette liberté dans la guerre est vue de façon nettement moins positive par des films qui insistent sur le traumatisme qui se cache sous l'apparente insouciance de l'enfance. C'est notamment le cas dans le film d'autobiographie familiale réalisé par Philippe Aractingi, *Héritages* (Aractingi 2013), qui, à la suite de la guerre de 2006, revient sur son expérience propre d'enfance pris dans les combats. Le réalisateur cherche à former une chaîne de transmission avec ses enfants, d'abord en revenant au Liban après son exil, au risque de déstabiliser sa famille, puis en leur racontant son expérience d'enfant dans Beyrouth divisée (Bonnet 2013). Dans cette entreprise, on remarque d'une part l'absence relative de son propre père,⁶ peu évoqué par le film, et d'autre part plusieurs scènes marquées par la gêne (celle des enfants et la sienne), alors qu'il leur montre ce qu'il qualifie de «jouets» de l'époque, à savoir sa collection d'enfance d'éclats de bombes et de balles. Le jeu sur lequel il revient, loin d'être caractérisé par l'insouciance, est un jeu traumatique (Stargardt 2006) qui permettait à l'enfant qu'il était d'appivoiser la violence. Ce mouvement rejoint les jeux filmés par Maï Masri et Jean Chamoun durant le conflit, dans un contexte où l'aspect ludique, loin des troubles de la cellule familiale, permet à la fois d'intérioriser le conflit, et dans une certaine mesure de l'exorciser, au prix de lourdes traces dans le vécu ultérieur.

6 À contrario, sa mère, présentée comme le pilier de la famille au Liban, est bien présente, dans un schéma qui reprend la distribution des rôles familiaux instituée par la guerre que nous avons vue plus haut.

Au-delà des ambiguïtés de cette liberté, celle-ci apparaît surtout comme le résultat de la disparition, notamment traumatique, des références du cadre familial. En insistant sur l'autonomie de son héroïne dans *Peur de rien* (Arbid 2015), Danielle Arbid donne une suite à la liberté imposée de la petite fille des *Champs de bataille*. Si cette dernière était le témoin impuissant de la destruction de la cellule familiale, et envisageait une fuite vers la liberté avec la bonne de sa tante, la jeune fille de *Peur de rien* a quant à elle effectivement quitté le Liban et une cellule familiale mise en crise par l'impuissance du père et le repliement de la mère sur la sphère domestique, avant de s'enfuir de l'atmosphère viciée de sa famille en France. Les expériences que vit l'adolescente, la liberté qu'elle expérimente, sa maturation sentimentale et politique, sont néanmoins marquées par le chaos et l'instabilité, jusqu'à ce que, comme le héros de *Zozo*, elle trouve une famille de substitution à travers celle de son petit ami, qui lui permet de retrouver des repères. L'exil, comme dans la mémoire familiale de Philippe Aractingi, permet à la jeune génération de reprendre pied, et s'oppose sur ce point à l'exil intérieur dans les familles détruites par la guerre au Liban (Ackerman 2017, 241).

On retrouve chez les adultes nés durant la guerre, devenus les cinéastes des années 2000, une même réflexion sur la liberté qui cache une perte de repères. Dans le documentaire, la liberté acquise par la disparition traumatique est celle de De Gaulle Eid lorsqu'il met en scène *Chou sar?* (Eid 2009), revenant sur le massacre subi par sa famille durant la guerre. Adulte, vivant en exil, il se présente à la fois comme plus libre que ses cousins pris dans les carcans des relations familiales au Liban, et en même temps profondément en manque d'ancrage, guetté par l'impuissance intellectuelle. Ce manque le rend porteur d'une mémoire traumatique et déstructurée (Nikro 2014), celle à laquelle Philippe Aractingi, son contemporain, tente de donner sens.

Dans la fiction, cette situation de liberté ambiguë est celle du héros de *Asfour* (Alaywan 2012), lui aussi de retour d'exil, mais démuni dans sa lutte pour sauver l'immeuble familial, à la fois face à l'incapacité de ses parents à maintenir la paix entre les locataires, et face aux entrepreneurs en travaux publics issus de la guerre civile. Le film, construit sur la mémoire des pierres de l'immeuble comme incarnation de la mémoire familiale, cherche à interroger l'amnésie de la guerre civile précisément par ceux qui l'ont vécue, son effacement par ceux qui profitent de cette destruction du souvenir, et, en montrant la famille et la communauté des colocataires se décomposer en rancœurs et jalousies, la déstructuration du lien social à travers le prisme de l'intimité. En cela, son héros rejoint ceux que nous avons vus précédemment et vient boucler le cercle des problématiques familiales irrésolues nées de la guerre. Les jeunes adultes impuissants, sinon velléitaires, ceux de *Falafel* ou du *Déjeuner*, sont bien sûr les enfants de la guerre qui, à l'écran, sont toujours vus, en dépit de leur âge, comme des enfants, et qui en tant que tels restent dans une forme de minorité familiale, sociale et politique, qui ne leur permet pas de

s'imposer. Ils ont grandi dans l'absence de repères et ont été témoins de l'éclatement des structures familiales et politiques du pays. Leur incapacité ou impossibilité à s'affirmer et à se reconstruire est le reflet de la crise de la masculinité, qui elle-même répond au repli sur l'espace de l'intime des figures féminines et à la destruction/déstructuration de l'espace public.

CONCLUSION

La façon dont la famille est représentée dans le cinéma libanais d'après-guerre apparaît donc marquée par plusieurs caractéristiques structurant son regard sur l'intimité. D'une part, cette production d'images est profondément liée aux films produits durant la guerre elle-même, qui posent les éléments pivots autour desquels ces images tournent : crise de la masculinité, repli sur la cellule familiale, ambiguïtés des libertés offertes par le conflit, et articulation profonde entre le microcosme de l'intimité familiale et la situation nationale.

D'autre part, cette articulation entre famille et nation, à la fois dans sa dimension symbolique et dans son exploration mémorielle, notamment autobiographique, est envisagée par les cinéastes au prisme des enjeux d'amnésie nationale et de disparition des espaces de débat public qu'ils entendent interroger et remettre en question. De façon frappante, un effet d'ensemble se dessine dans la manière de montrer la famille au cinéma, qui unit, notamment au travers du rapport autobiographique, le documentaire à la fiction : les traumatismes de la famille sont liés de façon circulaire, chacun entraînant les autres, et confèrent un schéma récurrent à ces films. De la sorte, une sorte d'ordre chaotique apparaît, la maison détruite l'étant selon les mêmes lignes et les mêmes logiques de film en film. Si la famille a pu apparaître comme un refuge face à la destruction de l'ordre social et des références communes pendant et après la guerre (Beydoun 1993,43, 205), les cinéastes font de ce refuge le miroir de l'intimité de la destruction : un État et un ordre social devenus impotents et dont la déstructuration se ressent au plus profond des maisonnées. Le biopouvoir, marque d'une modernité (Genel 2004) dont le Liban d'avant-guerre se voyait comme l'incarnation moyen-orientale, s'est corrompu et sa déliquescence devient la marque la plus intime des traumatismes de la guerre.

Au-delà de son ancrage dans le cinéma de la guerre, l'articulation que font les cinéastes libanais de la génération 2000 entre la famille, la nation, la guerre et la mémoire peut se lire comme répondant à la problématique du traumatisme et de « l'image manquante » de la guerre, au cœur du projet artistique *Wonder Beirut* de Joana Hadjithomas et Khalil Joreige (Noirot 2016). Ceci permet de réinterpréter la question de la famille à l'écran sous l'angle de la médiation de la parole sur le conflit et sur sa mémoire, à la façon dont a été analysé le travail de Rithy Panh sur le génocide cambodgien, et sur son articulation entre mémoire intime, familiale, et nationale (Panh 2001 ; Torchin 2014). Si le conflit n'apparaît presque que sous la forme des « petites guerres », c'est aussi que son image

est celle de la famille détruite, un choix d'image lié à l'intimité du conflit, et à une forme d'irreprésentabilité, sinon au travers de symboles (Haugbolle, 5, 161). Lorsqu'au Cambodge les images physiques manquent, au Liban, ce sont des images communes qui n'existent pas, les mémoires personnelles et communautaires, bien que proches, restant séparées, pour former une collection d'images juxtaposées, et d'individus isolés.

Au travers de leurs images de famille, ces cinéastes cherchent à définir ce qui ferait mémoire collective au Liban, en reliant, à travers les symboles et le récit autobiographique, leurs souvenirs individuels à une mémoire collective, dans un mouvement d'élargissement qui reprend les étapes de la mémoire *halbwachsienne* (Halbwachs 1997, 51, 97). Ces images se reconstruisent par rapport aux enjeux du présent, notamment en mimant, à travers les cassures des familles faussement stables qu'ils décrivent, à la fois la reconstruction en trompe-l'œil du pays, et sa fragmentation communautaire et mémorielle, qui peinent à dissimuler les traumatismes de la guerre. Comme le souligne Vatche Boulghourjian, réalisateur de *Tramontane* (Boulghourjian 2016),⁷ qui rejoint ici les débats sur la littérature d'après-guerre (Nikro 2012, 20), la question de la mémoire collective, et de son rapport aux mémoires individuelles reste, des décennies après la guerre, au centre de la vie libanaise et de son expression artistique. Si l'idée du chaos intime et mémoriel est partagée par les cinéastes, ceux-ci restent en recherche de ce qui permettra un partage du souvenir.

7 «La "Tramontane" du Libanais Vatche Boulghourjian emporte le Festival du film de Namur» *L'Orient-Le Jour*, 24/10/2016 <https://www.lorientlejour.com/article/1014360/la-tramontane-du-libanais-vatche-boulghourjian-emporte-le-festival-du-film-de-namur.html>

Bibliographie

- Ackerman, Ada. 2017. *Voyages et exils au cinéma : Rencontres de l'altérité*. Presses universitaires du Septentrion.
- Audoin-Rouzeau Stéphane. 2004. *La Guerre des enfants*. Armand Colin.
- Audoin-Rouzeau, Stéphane. 2006. «Enfances en guerre au 20e siècle : un sujet ?» *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1, 3-7.
- Ayoub, Joey. 2017. «The civil war's ghosts : events of memory seen through Lebanese cinema.» Dans *The Social Life of Memory*, 55-82. Palgrave Macmillan, Cham.
- Barak, Oren. 2007. «“Don't Mention the War?” The Politics of Remembrance and Forgetfulness in Postwar Lebanon.» *The Middle East Journal* Vol. 61 No. 1 : 49-70.
- Ben-Ghiat, Ruth. 2008. «Un cinéma d'après-guerre : le néoréalisme italien et la transition démocratique.» *Annales. Histoire, Sciences sociales*. Vol. 63. No. 6. Éditions de l'EHESS.
- Beydoun, Ahmad. 1993. *Le Liban : itinéraires dans une guerre incivile*. Karthala éditions.
- Bernard-Hoverstad, Anna. 2013. «Framing Perceptions of Violence against Women in Film : Les Silences du Palais and Incendies.»
- Bonnet, Margaux. 2013. «Philippe Aractinji : L'art docu-fictionnel pour répondre au besoin de mémoire.» *Les Cahiers de l'Orient* 4, 105-112.
- Bonte, Marie. 2019. «Beyrouth, états de fête. Géographie des loisirs nocturnes dans une ville post-conflit.» *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée* 31.
- Brittain, Victoria. 2020. *Love and Resistance in the Films of Mai Masri*. Springer Nature.
- Cabanes, Bruno, et Guillaume Piketty. 2015. *Retour à l'intime au sortir de la guerre*. Tallandier.
- Calabrese, Erminia Chiara. 2013. «Al-Ghâlibûn Le Hezbollah et la mise en récit de la “société de la résistance” au Liban.» *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 134, 171-181.
- Calargé, Carla. 2017. *Liban. Mémoires fragmentées d'une guerre obsédante : L'anamnèse dans la production culturelle francophone (2000-2015)*. Brill.
- Capdevila, Luc. 2002. «L'identité masculine et les fatigues de la guerre (1914-1945).» *Vingtième siècle. Revue d'histoire* 3, 97-108.
- Collins, Patricia Hill. 1998. «It's all in the family : Intersections of gender, race, and nation.» *Hypatia* 13.3, 62-82.
- Cooke, Miriam. 2002. «Beirut reborn : The political aesthetics of auto-destruction.» *The Yale Journal of Criticism* 15.2, 393-424.
- Doeiri, Ziad, and Chrïstiane Passevant. 2004. «Guerre civile et cinéma populaire.» *L'Homme la Société* 4, 145-160.
- Dyer, Rebecca. 2010. «Representations of the Migrant Domestic Worker in Hoda Barakat's «Harith Al-Miya» and Danielle Arbid's «Maarek Hob».» *College Literature*, 11-37.
- El-Horr, Dima. 2016. *Mélancolie libanaise : le cinéma après la guerre civile*. Éditions L'Harmattan.
- Elias, Chad. 2018. *Posthumous Images : Contemporary Art and Memory Politics in Post-Civil War Lebanon*. Duke University Press.
- Foley, Helene P. 1982. «The «female intruder» reconsidered : Women in Aristophanes' Lysistrata and Ecclesiazusae.» *Classical Philology* 77.1, 1-21.

- Foucault, Michel. 2004. Cours au Collège de France 1978-1979 : *Naissance de la biopolitique*. Seuil.
- Fouladkar's, Assad. 2013. «4 Masculinity and Fatherhood Within a Lebanese Muslim Community.» *Popular Culture in the Middle East and North Africa : A Postcolonial Outlook* 46, 65.
- Gannagé, Myrna. 1999. *L'enfant, les parents et la guerre : une étude clinique au Liban*. ESF éditeur.
- Gendron, Nicolas. 2012. «À chacun (e) sa révolution/Et maintenant on va où? de Nadine Labaki, France–Liban, 2011, 98 min.» *Ciné-Bulles* 30.1, 34-35.
- Genel, Katia. 2004. «Le biopouvoir chez Foucault et Agamben.» *Methodos. Savoirs et textes* 4.
- Green, Mary Jean. 2012. «Denis Villeneuve's Incendies : from word to image.» *Quebec Studies* 54, 103-111.
- Grugeau, G. (2005). Vivre au présent/A Perfect Day de Joana Hadjithomas et Khalil Joreige, *24 images* 125, 58.
- Halbwachs, Maurice. 1997. *La mémoire collective*. Albin Michel.
- Haugbolle, Sune. 2012. «The (little) militia man : Memory and militarized masculinity in Lebanon.» *Journal of Middle East Women's Studies* 8.1, 115-139.
- Haugbolle, Sune. 2010. *War and memory in Lebanon*. Vol. 34. Cambridge University Press.
- Holt, Maria. 2010. «The unlikely terrorist : women and Islamic resistance in Lebanon and the Palestinian territories.» *Critical Studies on Terrorism* 3.3, 365-382.
- Holt, Maria. 2013. «Violence against women in the context of war : Experiences of Shi'i women and Palestinian refugee women in Lebanon.» *Violence against women* 19.3, 316-337.
- Hourani, Najib. 2008. «The Militiaman Icon : Cinema, Memory, and the Lebanese Civil Wars.» *CR : The New Centennial Review* 8.2, 287-307.
- Jarjoura, Katia. 2007. «Cinéma libanais : les enfants du chaos.» *La pensée de midi* 1, 124-133.
- Joseph, Suad. 1991. «Elite strategies for state-building : Women, family, religion and state in Iraq and Lebanon.» *Women, Islam and the State*. 176-200. Palgrave Macmillan, London.
- Joseph, Suad. 1994. «Brother/sister relationships : Connectivity, love, and power in the reproduction of patriarchy in Lebanon.» *American Ethnologist* 21.1, 50-73.
- Joseph, Suad. 2004. «Conceiving family relationships in post-war Lebanon.» *Journal of Comparative Family Studies* 35.2, 271-293.
- Joseph, Suad. 1997. «The public/private—The imagined boundary in the imagined nation/state/community : The Lebanese case.» *Feminist review* 57.1, 73-92.
- Khatib, Lina. 2011 «Lebanese Cinema and the Representation of War.» *Film in the Middle East and North Africa : Creative Dissidence*. 134.
- Khatib, Lina. 2007. «Violence and masculinity in Maroun Baghdadi's Lebanese war films.» *Critical Arts : A Journal of South-North Cultural Studies* 21.1, 68-85.
- Kokko, Anna. 2012. «Escaped from the Harem, Trapped in the Orient : An analysis of the multiple gazes in Nadine Labaki's movie Where Do We Go Now?.» *Al-Raida Journal*. 87-92.
- Kotecki, Kristine. 2010. «Articulations of presence : The explosions and rubble of Philippe Aractingi's Sous les Bombes.» *New Cinemas : Journal of Contemporary Film* 8.2 (2010), 87-101.
- Launchbury, Claire. «A Perfect Day (2004) and Here Comes the Rain (2010).» *Inert Cities*. 173.
- Lavery, David. 1990. «Functional and Dysfunctional Autobiography : "Hope and Glory" and "Distant Voices, Still Lives".» *Film Criticism* 15.1, 39-48.

- Maroun, Noha. 2020. «Du corps écran à la ville corps.» *Regards-Revue des arts du spectacle* 23.
- Mermier, Franck, et Sabrina Mervin, eds. 2012. *Leaders et partisans au Liban*. 53-70. KARTHALA Editions.
- Morag, Raya. 2009. *Defeated masculinity : Post-traumatic cinema in the aftermath of war*. No. 4. Peter Lang.
- Myers-Walls, Judith A. 2004. «Children as victims of war and terrorism.» *Journal of aggression, maltreatment & trauma* 8.1-2, 41-62.
- Nagel, Caroline. 2002. «Reconstructing space, re-creating memory : sectarian politics and urban development in post-war Beirut.» *Political geography* 21.5, 717-725.
- Nagle, John. 2020. «The biopolitics of victim construction, elision and contestation in Northern Ireland and Lebanon.» *Peacebuilding* 8.4, 402-417.
- Nikro, Norman Saadi. 2019. «Memory within and without the photographic frame : Wadad Halwani's The Last Picture... While Crossing.» *Memory Studies* 12.3, 279-293.
- Nikro, Norman Saadi. 2014. «Screening memory : violence and trauma in De Gaulle Eids Chou Sar?» 11.
- Nikro, Saadi. 2012. *The fragmenting force of memory : Self, literary style, and civil war in Lebanon*. Cambridge Scholars Publishing.
- Noirot, Julie. 2016. «Produire des images manquantes. Le projet Wonder Beirut de Joana Hadjithomas & Khalil Joreige.» *Focales*.
- Panh, Rithy. 2001. «La parole filmée. Pour vaincre la terreur.» *Communications* 71.1, 373-394.
- Pignot, Manon. 2012. *Allons enfants de la patrie. Génération Grande Guerre*. Média Diffusion.
- Ramadan, Mukarram. «The Swedish Haven : Escaping War Trauma in Josef Fares's Zozo (2005).» <https://mukarramramadan.com/2018/04/09/the-swedish-haven-escaping-war-trauma-in-josef-fares-zozo-2005/>
- Randall, Jeremy. 2020. «Affective Alternatives to Sectarianism in Maroun Baghdadi's Documentaries.» *Cinema of the Arab World*. 279-303. Palgrave Macmillan, Cham.
- Raskin, Rickard. 2007. «Ciné-Forum : Two "Marseillaise" Scenes : From Casablanca to West Beirut.» *Canadian Journal of Film Studies* 16.2, 112-118.
- Régent, Roger. 1959. «JEUNESSE DE GUERRE.» *Revue des Deux Mondes* (1829-1971), 547-552.
- Saiget, Marie. 2015. «Regrouper et séparer : la participation des femmes comme mode d'empowerment en contexte d'après-guerre.» *Participations* 2, 167-192.
- Sawalha, Aseel. 2014. «After Amnesia : Memory and War in Two Lebanese Films.» *Visual Anthropology* 27.1-2, 105-116.
- Sayegh, Ghada. «Disparition/Apparition, clôture du récit et irruption du fantastique dans Les œuvres de Lamia Joreige et Ghassn SaLhab.» <http://www.saradarcollection.com/Collection/XMLContent/10001524.pdf>
- Silverman, M. 2021. «Latency in Lebanon, or bringing things (back) to life : A Perfect Day (Joana Hadjithomas and Khalil Joreige, 2005).» *Memory Studies*.
- Singer, Peter Warren. 2006. *Children at war*. Univ. of California Press.
- Skaff, Charbel. 2015. *Les manifestations psychopathologiques chez les mères des enlevés de la guerre libanaise (1975-1990) : du complexe de Pénélope au deuil paradoxal*. Diss. Université de Strasbourg.
- Stargardt, Nicholas. 2006. «Jeux de guerre.» *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1, 61-76.
- Tait, Allison Anna. 2008. «Family Model and Mystical Body : Witnessing Gender Through Political Metaphor in the Early Modern Nation-State.» *Women's Studies Quarterly* 36.1/2, 76-91.

Tamraz, Nayla. 2014. «Le Roman contemporain libanais et la guerre : récit, histoire, mémoire.» *Contemporary French and Francophone Studies* 18.5, 462-469.

Tarraf, Zeina. 2020. «(Re) negotiating Belonging : Nostalgia and Popular Culture in Postwar Lebanon.» *Journal of Intercultural Studies* 41.3, 355-369.

Torchin, Leshu. 2014. «Mediation and Remediation : La Parole Filmée in Rithy Panh's The Missing Picture (L'image Manquante).» *Film Quarterly* 68.1, 32-41.

Van Hemert, Tess. 2011. «Searching for a feminist voice : Film festivals and negotiating the tension between expectation and intent.» *Ejournalist* 11.1, 1-13.

Videau, André. 2005. «Dans les champs de bataille. Film libanais de Daniele Arbid.» *Hommes & Migrations* 1254.1, 136-137.

White, Patricia. 2013. «Global Flows Of Women's Cinema : Nadine Labaki And Female Authorship.» 212.

Yazbek, Elie. 2012. *Regards sur le cinéma libanais (1990-2010)*. Editions L'Harmattan.

Young, Michael. 2000. «The Sneer of Memory : Lebanon's Disappeared and Postwar Culture.» *Middle East Report* 217, 42-45.

Filmographie

- Al-Manar, réal. *Al-Ghaliboun*. 2010-2012. Al-Manar .
- Alaouié Borhan, réal. *Beyrouth la rencontre*. 1981. Ciné Libre.
- Alaywan Fouad, réal. *Asfour*. 2012. Exit Film Production.
- Aractingi Philippe, réal. *Héritages*. 2013. Fantoscope Production.
- Aractingi Philippe, réal. *Sous les bombes*. 2007. Rhamsa Production.
- Arbid Danielle, réal. *Dans les champs de bataille*. 2004. Quo Vadis cinema.
- Arbid Danielle, réal. *Peur de rien*. 2015. Les Films Pelléas.
- Bagdadi Maroun, réal. *Les Petites Guerres*. 1982. Zoetrope Studios.
- Bagdadi Maroun, réal. *Murmures*. 1980. Front Row.
- Bagdadi Maroun, réal. *Tous pour la patrie*. 1979. Auto-produit.
- Beloufa Farouk, réal. *Nahla*. 1979. R.T.A.
- Boughourjian Vatche, réal. *Tramontane*. 2016. Abbout Production.
- Bourjelly Lucien, réal. *Le déjeuner*. 2017. Farah Shaher.
- Chahal Sabag Randa, réal. *Le cerf-volant*. 2003. Gimages.
- Doueiri Ziad, réal. *West Beyrouth*. 1998. 3B Productions.
- Eid De Gaulle, réal. *Chou sar?* 2009. Cinema Production Center.
- El-Horr Dima, réal. *Chaque jour est une fête*. 2009. Ciné-Sud promotion.
- Fares Josef, réal. *Zozo*. 2005. Memfis Film.
- Hadjithomas Joana et Khalil Joreige, réal. *A perfect day*. 2005. Abbout Productions.
- Hojeij Bahij, réal. *Que vienne la pluie*. 2010. Online Films.
- Kammoun Michel, réal. *Falafel*. 2006. Ciné-Sud Promotion.
- Labaki Nadine, réal. *Et maintenant on va où?* 2011. Les Films des Tournelles.
- Mai Masri et Jean Chamoun, réal. *Beyrouth la génération de la guerre*. 1988. BBC.
- Nasrallah Yousry, réal. *La Porte du Soleil*. 2004. Ognon Pictures
- Schlöndorff Volker, réal. *Le Faussaire*. 1981. Argos Films.
- Villeneuve Denis, réal. *Incendies*. 2010. Microscope.
- Zeneddine Chadi, réal. *Falling from Earth*. 2007. Neon production.

***Dans un monde
morcelé, porter
les reliques de
la continuité.
Recompositions
familiales
autour des
femmes
yéménites en
exil à Djibouti***

MORGANN BARBARA PERNOT

RÉSUMÉ

À partir du cas des femmes yéménites exilées à Djibouti, cette contribution propose une étude socio-anthropologique des recompositions familiales en temps de guerre et en contexte de migration. Celles-ci s'articulent souvent autour des femmes qui, dans leurs différents rôles (filles, sœurs, épouses, belles-filles, mères, co-mères), sont chargées de la continuité identitaire et générationnelle du groupe, dans un contexte de morcellement de l'espace et du temps. Elles portent les reliques de cette continuité quasi fossile sur leurs visages, dans leurs corps, notamment lorsqu'elles (re)produisent les générations (en arabe, une femme enceinte est *hāmīl*, porteuse), ainsi que dans ce qu'elles transmettent, tout en se montrant créatrices de nouvelles pratiques sociales et familiales.

INTRODUCTION

Au XX^e siècle, la colonisation française de Djibouti attira des migrants yéménites, notamment des commerçants de la *Huḡarīyat* (région au sud de *Tai'zz*). Parmi eux, certains s'installent définitivement tandis que d'autres enchaînent les allers-retours. Ainsi, ils naissaient, se mariaient et mouraient au Yémen et, dans l'entre-deux, se succédaient dans les quartiers commerçants de la capitale djiboutienne, où ils vendaient et vendent encore, le plus souvent au détail, toutes sortes de produits (alimentaires, de prêt-à-porter, cosmétiques, de quincaillerie, etc.). Les migrations commerçantes étaient principalement masculines, l'émigration des femmes étant alors considérée comme honteuse. La faible mobilité des femmes encourage la préservation du lien entre les émigrés et le Yémen, qui est économiquement dépendant de sa diaspora.

La guerre, qui fait rage dans ce pays depuis 2014,¹ est venue bouleverser ce schéma migratoire pourtant rodé, provoquant la migration des femmes à Djibouti et dissipant l'illusion de la nature provisoire des migrations de travail masculines, devenues exils familiaux (Sayad 1992). Dans le cas des Ta'izziens, historiquement majoritaires parmi les commerçants yéménites à Djibouti, les départs sont autant les produits de dynamiques familiales anciennes que du bouleversement engendré par la guerre. En effet, la plupart des familles rencontrées possédaient un lien antérieur avec Djibouti, où avait vécu un grand-père, un père, un oncle ou un frère. Cela peut en partie expliquer leur refus d'être qualifiés de réfugiés (*lāj'īm*), terme qui renvoie à une dépendance dite honteuse. En dépit du rôle de la guerre dans leur projet migratoire, ils préfèrent donc se présenter comme des commerçants (*tuḡḡār*), dans la lignée de leurs aïeux. Les femmes sont davantage prisonnières de l'exil (*ḡurbaṭ*), ne commerçant pas, et considèrent donc la guerre comme la principale cause de leur départ.

1 En 2014, le processus de transition politique du gouvernement d'Abderabuh Mansur Hadi, initié après la révolution de 2011 et au départ, après 35 ans au pouvoir, du président Ali Abdallah Saleh, a échoué. Les Houthis, groupe rebelle originaire du nord du pays, parviennent alors à prendre Sanaa, la capitale. Dans les mois qui suivent, ils sont rejoints par le président déchu, leur rival historique. En mars 2015, et sur la demande du président Hadi, exilé en Arabie Saoudite, une coalition d'États arabes sunnites, menée par l'Arabie Saoudite, lance une première opération militaire afin de combattre la menace que représente les Houthis, qui se revendiquent chiïtes et sont soutenus par l'Iran. Depuis, le Yémen est en guerre. Au nord, la coalition est parvenue à repousser jusqu'à Sanaa les forces rebelles qui avaient conquis en 2015 la plupart des grandes villes du pays, jusqu'à Aden, ancienne capitale du Sud-Yémen en passant par Hodeïda et Ta'izz. À Aden, des groupes séparatistes revendiquent désormais leur contrôle sur la ville et sa périphérie. Pour les civils, les conséquences de la guerre sont lourdes : la partie la plus peuplée du pays est assiégée, les combats au sol sont permanents et les zones sous le contrôle des rebelles ont été ravagées par les bombardements saoudiens. Les prix des biens de première nécessité et le chômage ont explosé, la plupart des infrastructures alimentaires et sanitaires sont en ruines, des millions de personnes se battent au quotidien pour avoir accès à de la nourriture, de l'eau potable et des soins.

Les immigrés yéménites savent néanmoins s'emparer des catégories administratives telles que celles de travailleur étranger, de réfugié, voire de ressortissant djiboutien, afin de bénéficier des avantages que présente chacune d'entre elles. Le statut de travailleur étranger est relativement simple à obtenir, bien que payant et nécessitant un garant, le plus souvent le patron du commerce. Le statut de réfugié est quant à lui délivré par le HCR à tout Yéménite pouvant attester d'une arrivée sur le territoire djiboutien après 2015 et donne droit à des aides associatives. Enfin, la nationalité djiboutienne permet, notamment pour les commerçants, d'accéder à nombre de privilèges juridiques et économiques. De nombreuses femmes bénéficient d'une carte de séjour au titre d'épouse de travailleur étranger ou de Djiboutien. D'autres possèdent le statut de réfugié, voire les deux. L'ensemble de ces statuts permet des circulations avec le Yémen, par voie aérienne lorsque l'aéroport d'Aden est ouvert et que les personnes ont les moyens de s'acquitter de billets parfois très chers, ou par voie maritime.

Force est donc de constater ici les limites de la catégorisation classique, déjà pointées au Moyen-Orient par les travaux de Mohammed Kamel Dorai (Dorai 2008). La distinction longtemps systématique entre migrations de travail et migrations forcées occulte en effet la diversité des expériences migratoires au sein de la famille, et en particulier celle des épouses de commerçants yéménites dont il est ici question. En émigrant, les femmes peuvent craindre que leur sortie du contrôle social yéménite, notamment sur leur sexualité, menace leur honneur et celui de leurs familles, d'autant que les mœurs sont, à juste titre, décrites comme plus libres à Djibouti qu'au Yémen. Stéphanie Latte-Abdallah l'éclaire ainsi : « le corps des femmes est un lieu où peuvent être mises en danger l'identité familiale, et, au-delà, celle de la communauté puis du groupe national » (Latte-Abdallah 2006). Seule l'ostentation de pratiques considérées comme authentiquement yéménites et témoignant de l'excellence morale des femmes, telles que celles de division sexuelle de l'espace et du temps (prohibition de la *halwaṭ*, présence conjointe et isolée d'hommes et de femmes pouvant contracter un mariage, voilement du visage des femmes sous le *liṭām/hunna'*), peut alors permettre la préservation de l'honneur ethnique (Barth 1969) d'un groupe qui, perdant sa terre, a déjà perdu un fondement de son identité.

Dans cet article, je propose ainsi de montrer comment les femmes sont alors chargées de préserver la continuité identitaire et générationnelle du groupe et de la famille, dans un contexte de violentes ruptures. Elles portent les reliques de cette continuité quasi fossile sur leurs visages, dans leur corps, notamment lorsqu'elles (re)produisent les générations (en arabe, une femme enceinte est *hāmil*, porteuse), ainsi que dans ce qu'elles transmettent.

Je décrirai tout d'abord le parcours migratoire de ces femmes, qui commence à la période cruciale de l'entrée dans la conjugalité après le mariage, puis dans la maternité. Puis j'analyserai en quoi le contexte de nucléarisation de la famille en migration peut

représenter une échappatoire à la patrilocalité ou un renforcement de celle-ci, dans un face-à-face avec les belles-mères, gardiennes d'un ordre familial traditionnel. Je finirai par expliquer comment, afin d'élever des enfants yéménites loin du Yémen, de l'entraide féminine et de la famille élargie, ces femmes, originaires pour la plupart des mêmes villages de la *Huḡarīyāt*, construisent des espaces d'entre-soi et deviennent les membres d'un cercle familial recomposé au sein duquel elles tissent des relations de transmission et de co-maternité et redéfinissent leurs rôles d'épouses et de mères (Moro 2002).

Cette étude se fonde sur une ethnographie de près de six mois, menée entre 2019 et 2021 chez des familles de la communauté yéménite commerçante à Djibouti.² J'ai ainsi vécu chez une famille de la communauté yéménite commerçante à Djibouti et y ai réalisé un travail d'observation et de participation. J'ai également recueilli des récits de vie. J'ai enfin suivi la grossesse de la mère de famille, à distance, depuis l'annonce aux 8 mois, puis à ses côtés jusqu'à l'accouchement, et enfin 40 jours après, jusqu'aux relevailles. J'ai d'autre part enquêté auprès de plusieurs dizaines d'autres femmes mariées, la plupart mères ou aspirant à le devenir, certaines enceintes ou venant d'accoucher, amies, voisines ou rencontrées dans les lieux de sociabilité féminine de la communauté, et lors de fêtes de relevailles ou mariages. Ces femmes appartiennent à deux générations : celle des femmes qui ont grandi dans les villages (actuelles grand-mères et belles-mères) et celle de leurs filles et belles-filles, nées en ville (aujourd'hui jeunes mariées ou mères). J'ai également côtoyé des femmes et familles originaires d'autres régions du Yémen, ainsi que des Djiboutiennes arabes, originaires du Yémen et appartenant à la communauté d'Ambouli.³ Enfin, plusieurs hommes de la famille qui m'a accueillie ont été interrogés.

MARIAGE, MIGRATION ET DÉSILLUSIONS : DÉCOUVRIR ENSEMBLE LE RÔLE D'ÉPOUSE ET LA VIE À DJIBOUTI

Le mariage et ses bouleversements, à l'heure de l'exode rural

Dans la vie d'une femme yéménite, nul jalon n'est plus attendu et redouté que le mariage. Véritable rite de passage, il fait entrer la jeune femme nubile dans l'âge adulte, celui de la conjugalité et, le plus souvent, de la maternité. La « fille de » devient avant tout « femme de » et « mère de ». L'institution du mariage n'a néanmoins pas été épargnée par les bouleversements qui agitent la société yéménite. L'exode rural, entamé dans les

2 Ces recherches ont en partie été financées par le Centre français des études éthiopiennes, IFRE 23 - Corne de l'Afrique et soutenues par l'IRICA (Institut de Recherche Indépendant de la Corne de l'Afrique).

3 Quartier situé en périphérie de Djibouti et historiquement habité par des immigrants yéménites originaires du littoral ouest (*Tihāma*), et plus particulièrement des villes portuaires de *Al-Maḥā* et *Dubāb*, venus travailler comme agriculteurs, marins ou ouvriers du bâtiment sous la colonisation.

années 1970 ou 1980 selon les régions, s'est accompagné de profondes transformations des normes : les filles de première génération nées en ville ont bénéficié d'une éducation primaire, secondaire, voire pour certaines, supérieure, ce qui était inenvisageable pour leurs mères, la plupart n'ayant pas ou peu connu les bancs de l'école. Ainsi, 'Ā'iṣa, qui doit aujourd'hui avoir entre 45 et 50 ans et a grandi au village, me confie que ni elle, ni ses sœurs, ni aucune femme de son hameau n'ont été scolarisées. Sa sœur aînée a été mariée à ses 9 ans. Elle se souvient : "Moi, je me suis mariée à 14 ans. Après... Je suis tombée enceinte directement, et Aḥmad est né. J'ai accouché d'Aḥmad et j'ai eu 15 ans en même temps".

Sa nièce, Iīmān, qui appartient à la génération suivante et a grandi à Aden, me raconte qu'après avoir obtenu son baccalauréat avec mention Très Bien, son père refuse d'emblée de l'inscrire à l'université. C'est en secret et avec l'aide d'Ā'iṣa, sa tante et future belle-mère, qu'elle passa le concours d'entrée et fut reçue. Son père, mis devant le fait accompli, l'épaula fièrement jusqu'à la fin de ses études et accepte d'attendre qu'elle soit diplômée en tant que professeure d'éducation islamique pour la marier. 'Ināya, née à Al-Turbāi, me parle quant à elle de l'arrivée en ville de son père comme d'un grand bouleversement dans ses convictions éducatives. Alors que ses grandes sœurs, nées au village, n'ont pas été scolarisées, 'Ināya, 8e de sa fratrie, reçut le soutien de son père, qui insista pour qu'elle étudie jusqu'à l'université et refusa pour elle tous les prétendants au mariage. Fāhima, enfin, est diplômée de la faculté d'Anglais. Son mariage aussi n'a eu lieu qu'après la fin de ses études, soit à ses 24 ans. On comprend ainsi que l'accès à l'éducation des filles et femmes a directement influé sur l'âge du mariage, qui a reculé de façon importante en une génération : la plupart des jeunes mariées rencontrées se sont mariées majeures et détentrices du baccalauréat. Par ailleurs, le mariage de filles mineures est aujourd'hui manifestement interdit et passible de poursuites. S'il persiste néanmoins, c'est donc officieusement. 'Ā'iṣa explique :

Se marier très jeune, comme moi, au Yémen, c'était normal. À 14 ans elles accouchent, ou même à 12. Ça, c'était avant. De nos jours, c'est fini. À 17 ans plutôt [...] En fait, y'en a encore qui se marient jeunes, mais elles ne font pas le contrat de mariage (aqd al zawaj) chez le juge (qadi). Le gouvernement n'autorise plus ces mariages. C'est pour ça que les gens ont arrêté. [...] Si quelqu'un marie sa fille mineure, il entre directement à la prison centrale! Le juge ne peut pas établir l'acte de mariage. Au Yémen, de nos jours, ceux qui veulent marier leurs filles alors qu'elles sont encore petites, ils ne vont pas faire d'acte au tribunal.

Lors d'une soirée entre femmes vingtenaires et trentenaires, nous abordons le sujet du mariage. Fait rare parmi mes interlocutrices yéménites, Ḥadiḡa, 23 ans, a été mariée à 15 ans par son père, juge coutumier (*qāḍī*). Elle était d'accord avec ce mariage, bien que n'ayant jamais rencontré son fiancé, ni même vu sa photo. «*Kunt ḡahlat*» («j'étais une enfant/une ignorante»). Elle déclare que le mariage n'était alors à ses yeux que

l'occasion de revêtir une belle robe blanche, de se faire maquiller et teinter les mains et les pieds au henné. Sa petite sœur de 15 ans vient également de se marier. La guerre a eu pour conséquence d'inverser la tendance à la croissance de l'âge au mariage : l'accès à l'éducation s'est à nouveau restreint et l'union paraît davantage une option rassurante, les prétendants bénéficiant souvent une situation économique stable, parfois meilleure que celle de la famille de la jeune femme. Le chômage a explosé : ceux qui ont les moyens de se marier (de payer la dot – très chère, bien que son prix ait diminué depuis le début de la crise – la cérémonie du mariage, le logement et de subvenir aux besoins familiaux) sont souvent ceux qui travaillent à l'étranger et, pour les habitants de la *Huḡarīyāṭ*, à Djibouti. Ḥadīḡa raconte qu'elle a accepté la demande de son prétendant, espérant pouvoir partir avec lui en ville ou à l'étranger, et échapper ainsi à un mariage avec un fermier ou agriculteur et à une vie de labeur. Si son fiancé lui était inconnu, il était proche des hommes de sa famille, appartenant à la même tribu originaire de la région de *Tai'zz*. Il s'agit donc d'un mariage relativement endogame et traditionnel, bien que le mariage véritablement préférentiel unisse deux cousins, au mieux paternels, comme celui contracté par Hana'a, ou Īmān. Le père de cette dernière disait préférer pour elle un mariage au sein de la famille pour deux raisons principales : que le mari ne soit pas, ni pour elle, ni pour lui, un inconnu, et qu'il ne l'emmène pas dans une autre ville ou un autre pays, la famille vivant à *Tai'zz*. Plus tard, le départ d'Aḥmad, époux d'Īmān, puis de la famille pour Djibouti a créé de vives tensions, Īmān prétendant qu'il était contraire à certaines clauses du contrat de mariage. Fāhima rit quant à elle de la naïveté de Ḥadīḡa. Elle n'aurait jamais accepté un tel mariage. D'ailleurs, elle avoue nous avoir auparavant menti sur sa propre histoire, son époux n'étant pas, comme elle l'affirmait, le neveu d'une amie de sa tante (un proche, en somme), mais un jeune camarade de cours d'anglais, avec qui elle avait gardé contact via un groupe WhatsApp. Fāhima s'est donc mariée « par amour », et non « par tradition », ce qui est considéré comme honteux (*'aīb*) au sein de la société yéménite. Le mariage d'amour jetterait en effet le doute sur la virginité de la mariée, capable de tout si elle se laisse guider par ses sentiments plutôt que par le code de l'honneur.

Aussitôt mariées, aussitôt émigrées

Ce qu'ont en commun les histoires de Ḥadīḡa, Hana'a et Fāhima, c'est le caractère brusque de la migration suivant le mariage. Ce n'est en effet que quelques jours seulement après les festivités qu'elles ont quitté le Yémen pour Djibouti, où commercent leurs époux. La rupture est totale : elles doivent apprendre un nouveau rôle, loin de leurs proches, mais aux côtés d'un inconnu, le tout sur une terre étrangère. À l'arrivée, le choc est rude. Beaucoup racontent être tombées malades, comme Īmān, et avoir eu peur de sortir, jusqu'à leur adaptation progressive au sein de la communauté yéménite, par des connaissances originaires de leurs villages ou de villes proches, voire des femmes de leur famille. Sans belles-sœurs pour s'entraider ni belles-mères pour leur enseigner les

rudiments de leur nouveau rôle d'épouse, elles sont seules face à des époux exigeants, qui attendent d'elles d'endosser un rôle d'épouse et de mère de substitution, la leur étant bien souvent restée au Yémen. Les hommes avouent volontiers prendre épouse pour être libérés des contraintes pratiques ou financières de la préparation des repas et du ménage de la maison qui leur incombent lorsqu'ils vivent, entre hommes, loin des femmes de leurs familles. Fāhima et Ḥadīġa se plaignent des demandes de leurs époux, qui n'hésitent pas à donner du travail supplémentaire à des femmes déjà surchargées par les tâches domestiques, rendues laborieuses par la rareté et la cherté de l'électroménager et des aides domestiques, mais surtout par la solitude des maîtresses de maison. Dans ce contexte, les espaces d'entre-soi féminin yéménite, lors des réunions de femmes à la maison, pour les célébrations (mariages, naissances...) et dans les parcs de jeux pour enfants fréquentés par les femmes de la communauté, constituent des espaces reconfortants, où la continuité sociale et culturelle vient pallier pour un temps les douloureuses ruptures causées par la migration. Une jeune mariée (*'arūsāt*) et migrante comme Fāhima y trouve un lieu d'échange précieux. Les anciennes y partagent leurs connaissances, recommandent une boutique qui vend tel et tel produit yéménite jusqu'alors introuvable à Djibouti, et leurs astuces pour adoucir le quotidien, comme préparer, pétrir puis précuire du pain, qui pourra être réchauffé le matin pour le petit-déjeuner de l'époux, donnant à celui-ci l'illusion qu'il est du jour.

DEVENIR MÈRES SANS MÈRES : EN MIGRATION, PATRILOCALITÉ ET RUPTURES EXACERBÉES

Du village à la ville yéménite : dépasser la patrilocalité, enfanter entre femmes, mater en famille

Les naissances au village telles que me les racontent les femmes qui y ont vécu ressemblent à celles décrites par Blandine Destremau dans *Femmes du Yémen* (Destremau 1990). L'accouchement se déroule à la maison, aux côtés de femmes souvent plus âgées et expérimentées, accoucheuses « par expérience » (*muwwalidāt bilḥibrāt*).

Moi : Tu m'as dit que tu avais accouché au village...

Ā'īša : Oui, à la maison. Avec ma grande sœur Zaynab, et la mère d'Alī.

Moi : Pas avec ta mère ?

Ā'īša : Ma mère était là, mais elle avait peur...

Moi : Elle ne savait pas faire ?

Ā'īša : Non, elle ne savait pas. Certaines ont le savoir (ḥikmā), d'autres, non.

À partir du troisième jour, les visites de proches, femmes de la famille ou voisines, commencent. Elles se succèdent quasi quotidiennement, entre *‘aṣr* et *mağrib* au nord du pays et entre *mağrib* et *‘iṣā* au sud et à Djibouti. L'accouchée reçoit chez elle, couchée sur un lit dressé pour l'occasion. Sa belle-mère, ou la visiteuse la plus importante ou âgée, s'assoit sur le lit, à ses côtés. Les autres s'assoient au sol, sur des coussins. Les femmes de la maisonnée leur servent à boire, voire à manger. La jeune accouchée, elle, n'est idéalement en charge d'aucune tâche domestique. Ses proches prennent soin d'elle, de sa maison, de ses enfants... Il est de coutume pour les visiteuses de lui offrir de l'argent, de la nourriture (pain frais ou beaux fruits, qui nourriront la jeune accouchée, son époux et ses enfants), ou des vêtements pour le nouveau-né.

‘Ā’iṣā : Au Yémen, quand Aḥmad est né, ma mère a fait égorger un taureau. [...] J’ai accouché à 9 h. Ils ont déjeuné, invité tous les gens, ils ont mangé le taureau.

Moi : Mais toi, tu n’as pas mangé avec eux.

‘Ā’iṣā : Moi je voyais, mais je restais couchée à l’intérieur. Les gens sont restés plusieurs jours. Trois jours après la naissance, on a fait une grande fête avec les femmes. Plein de femmes sont venues, les Aḥdām⁴ venaient avec des... «dakam, dakam» (son des tambours). Les gens dansaient, faisaient comme dans les mariages, aux trois jours. Ils mangeaient, venaient, restaient du matin au coucher du soleil (mağrib). Au troisième jour, la femme se lève à l’heure de la prière de l’aube (fağr). Les femmes lui disent «allez, lève-toi, lève-toi, sinon, le lait va partir.» Tu dois te lever à 5 h... «le lait va partir...». Après, tu dois manger du foie (kibda). On met de l’huile sur le foie, et on l’entre dans le feu. Et tu manges!

Moi : De force ? (Rires)

‘Ā’iṣā : Oui, de force ! Quand tu accouches, on te donne un verre de lait chaud, un verre de miel, et un verre de margarine (samm) locaux (baladī). On te dit bois, bois. Tous les matins, on te met du miel sur un pain. Et à 9 ou 10 h, le foie, et après... Chaque heure on vient te faire manger ! De force !

À 7 jours, les garçons sont circoncis. On organise, même pour une naissance de fille, une grande fête (*sābi‘a*) à laquelle sont conviés les voisins. Le 40^e jour (*arba‘īn*), la jeune mère effectue ses grandes ablutions. Elle fête ses relevailles avec les femmes de son entourage. À partir de ce jour, elle peut se lever et recommencer à travailler et

4 Membre d'un groupe social marginalisé en raison de leurs origines ethniques africaines et de leur ancienne condition d'esclave supposées, auxquels sont dévolues certaines tâches comme la circoncision des garçons, l'animation musicale des mariages et autres cérémonies...

à sortir, mais aussi à avoir des relations sexuelles. Ces 40 jours de repos sont permis par la cohabitation des femmes de la famille étendue, dans un contexte patrilocal, qui permettait la division du travail domestique et la mise en commun de certaines tâches, comme la préparation des repas ou le soin aux enfants.

Ā'īša : Avant, dans une seule maison, 6 ou 7 frères pouvaient vivre ensemble, dans une seule maison, deux ou trois pièces, 6 frères, 5 frères vivaient ensemble. [...] Quand je vivais chez ma mère, nous étions... Combien? Mes 5 frères, ils vivaient dans la maison tous ensemble. Et leurs enfants, aussi! Et les enfants de mes sœurs, aussi, ils venaient tous! Ils mangeaient ensemble, ils rigolaient, ils étaient heureux... De nos jours... [...] Nous, les filles, on ne restait pas à la maison. Chaque femme qui se marie s'en va. Mais ses enfants, après, ils reviennent. Moi je ne suis pas restée chez ma mère, juste un peu. Après mon mariage, je suis partie directement à Djibouti. Mais quand je revenais de Djibouti, je trouvais la maison remplie!

Les femmes des villages pouvaient ainsi concevoir, porter, mettre au monde et élever de nombreux enfants (près de 8 ou 9 enfants par femme, selon les sources statistiques, au début des années 1980 [Banque Mondiale 2022]), tout en travaillant au foyer et dans les champs, sans pour autant se servir d'un moyen de portage. L'exode rural, entamé à la fin des années 1970 (Stadnicki 2012), et le début de l'émigration de femmes avec lequel il coïncide vont peu à peu mettre fin à ce système d'entraide familiale. La guerre et la crise sociale et économique qu'elle provoque ne font que renforcer une tendance à la nucléarisation déjà profonde depuis les années 1980. Il convient tout de même de mentionner que, depuis 2014, certaines familles ont choisi de retourner aux villages, afin de fuir les combats qui font rage en ville, renouant avec la vie rurale et familiale élargie.

De la ville à Djibouti : loin des mères et des sœurs, une maternité solitaire

Dans un système patrilocal, la séparation des femmes de leur famille après le mariage pourrait sembler statistiquement normale. Beaucoup de femmes nées au village racontent pourtant s'être mariées avec des proches ou des hommes du village, et y être ainsi restées. C'est finalement l'exode rural puis l'émigration des femmes aux côtés des hommes qui ont, en deux générations, bouleversé la structure des familles yéménites, conduisant à leur nucléarisation. Īmān me raconte qu'elle n'a pas vu sa famille depuis 3 ans. Son mari lui interdit de les visiter, de peur qu'elle ne revienne plus à Djibouti ensuite. Huda n'est pas rentrée au Yémen depuis 6 ans, et ses parents n'ont jamais pu rencontrer leurs petits-enfants, ce qui la déprime. Ces deux femmes ont en commun d'avoir accouché de leurs aînés au Yémen. En ville, les femmes yéménites enceintes ont accès à des soins et, en particulier, à des soins prodigués par des femmes – paramètre décisif pour beaucoup d'entre elles, lorsqu'il s'agit de choisir de faire suivre ou non leur grossesse. Les femmes trentenaires nées en ville racontent toutes avoir accouché à la maternité ou, plus rarement, à la maison, mais

assistées par une sage-femme professionnelle. Beaucoup redoutent d'accoucher à Djibouti : les récits laissent entrevoir une grande défiance à l'égard du système de santé publique djiboutien, considéré comme peu fiable et pour lequel il n'existe pas d'alternative privée satisfaisante (« Ici, riches ou pauvres, nous sommes traités de la même façon ! »), défiance nourrie par la barrière de la langue (la langue d'usage officielle dans les hôpitaux djiboutiens est le français, celle de fait, le somali, peu de praticiens parlent couramment l'arabe). De nombreuses histoires circulent autour des deux principales maternités djiboutiennes (Dar Al Hanane et Al Rahma) : elles seraient bondées, on doit parfois y accoucher sur une chaise, quand ce n'est pas sur le sol (comme raconté par d'Īmān), les salles d'accouchement sont collectives (les parturientes sont seulement séparées par des rideaux) et, pour gagner du temps, les sages-femmes useraient quasi systématiquement de pratiques invasives telles que l'épisiotomie (expérimentée par Zaynab). Par ailleurs, la grande souplesse de normes de ségrégation de sexe dérange profondément les femmes yéménites. Elles limitent donc autant que possible le temps passé entre les murs de la maternité, que ce soit pour le suivi de grossesse, ou même pour l'accouchement. Ainsi, Īmān a signé une décharge pour rentrer chez elle juste après son accouchement, alors que la durée minimum du séjour est de 24 heures.

Mais c'est la solitude durant les périodes de fin de grossesse et de suites de couches qui effraie le plus les femmes. Lorsqu'elles le peuvent, elles préfèrent rentrer au Yémen pour accoucher entourées de leur famille, comme l'a fait Īmān pour sa seconde grossesse. La guerre a néanmoins renforcé l'herméticité des frontières yéméno-djiboutiennes, et la situation politique, économique, sociale et sanitaire du Yémen ainsi que le prix élevé des billets d'avion (lorsque l'aéroport d'Aden, le seul du pays, est ouvert), conduisent de plus en plus de femmes à rester à Djibouti. Ce fut le cas d'Īmān, durant sa dernière grossesse, mais aussi de son amie Nağla, jeune femme yéménite vivant à Djibouti et enceinte de son second enfant, qui soupire : « J'ai juste envie de sauter dans un vol vers le Yémen pour y accoucher ». La douleur de la solitude est encore plus vive pour les primipares, qui doivent véritablement apprendre à devenir mère sans le soutien de leurs mères, grand-mères, tantes, sœurs ou cousines qui leur transmettraient leur savoir et les épauleraient dans le post-partum (Moro 2002). À la suite du récit de son premier accouchement et des 40 jours de repos qui ont suivi, 'Ā'īša me confie :

'Ā'īša : Mais à Djibouti c'est plus comme ça... Même au Yémen, en fait, c'est fini, ils ne font presque plus comme avant. Avant, au Yémen, quand tu accouchais ? Yéeh ! Pendant 40 jours, on ne sortait pas ! On te tenait ! À Djibouti, maintenant, mais comme au Yémen, y'a des gens, ils te retiennent à la maison, d'autres, ils te laissent.

Moi : À la maison ?

‘Ā’iṣā : À la maison. Tu restes 40 jours, tu ne travailles pas, tu manges bien... J’ai fait pour Ahmad. Pour Bachir, je n’ai rien fait du tout. Je suis restée un peu, 8 jours, mais après je n’avais personne, je devais sortir.

[...]

Moi : Et Iīmān [sa belle-fille], elle se reposera 40 jours ?

‘Ā’iṣā : Elle restera à la maison, mais pour travailler ! Regarde, elle se lève tous les matins, elle doit tout faire. Moi, quand je veux laver ou habiller Mariām, elle me dit « Non, c’est Maman qui fait ! ». Et Amīr aussi. Il ne comprend pas. Même si maintenant, il veut bien que je l’emmène à l’école.

Hana’a, une trentaine d’années après, tient le même discours : elle a dû affronter seule sa première grossesse, son premier accouchement, et le retour à la maison après une césarienne. Mayara est exactement dans la même situation. Elles ont bien essayé de recruter une aide domestique, tout comme Iīmān et Ḥadīġa. Mais les toutes jeunes filles éthiopiennes n’ont pas le savoir-faire des mères et des proches restées au Yémen : elles ne savent souvent ni cuisiner les plats traditionnels yéménites ni faire de pain, et la plupart ne parlent pas arabe. Les applications d’appels en visioconférence (WhatsApp, Messenger, IMO) permettent tout de même d’établir un « pont par-dessus la porte » (Dufoix 2010) (expression heureuse, le bras de mer séparant Djibouti du Yémen étant dénommé Bab El-Mandeb, la Porte des lamentations). Iīmān, durant sa grossesse, discutait quotidiennement avec ses deux sœurs : l’une en Arabie-Saoudite, l’autre au Yémen. Depuis Djibouti, elle n’est cependant pas parvenue à maintenir le lien avec sa grand-mère paternelle, qui vit au village dépourvu de réseau. Une voisine, revenue du village, se plaint en effet : « quand on veut appeler à Djibouti, on court de fenêtre en fenêtre, de toit en toit, de colline en colline, et on finit par abandonner ». La grand-mère d’Iīmān raconte à qui veut l’entendre que sa petite-fille l’a oubliée, mais on comprend aussi que les limites de la technologie ont la part belle dans cette rupture familiale. Iīmān a tout de même eu la chance d’être rejointe par sa mère et sa sœur un mois avant son accouchement. Elles sont ensuite restées deux semaines post-partum, lui permettant de se reposer en réalisant les tâches domestiques quotidiennes et l’assistant lors des réceptions. En effet, il convient de servir aux convives, qui viennent de leur propre initiative sans toujours prévenir, thé, jus de fruits, et amuse-bouche, si possible faits maison. ‘Ā’iṣā s’en plaint : « Au village, les femmes venaient aider, apportant de quoi manger à la jeune accouchée et à ses proches. De nos jours, elles viennent juste pour manger, et repartent sans aider à nettoyer ». Le fait que l’heure des réceptions soit plus tardive à Djibouti contraint également les hôtesse à inviter leurs convives les plus tardives à dîner, ce qui représente un surplus de travail non négligeable pour des femmes seules.

Une véritable rupture générationnelle s'est opérée à la suite de l'exode rural et de l'accélération des migrations, entre les femmes nées et élevées au village et celles nées en ville. La transition démographique est manifeste sur deux générations : les mères d'Īmān, Ḥadīġa, 'Ināya ont respectivement eu 7, 14 et 13 enfants. Laṭīfa a également eu 14 enfants et Intiṣār, 10. Īmān et Ḥadīġa en ont 3, 'Ināya a des difficultés à tomber enceinte en raison de la maladie de son mari, Hadīl, la belle-fille de Laṭīfa, en a 2, et Ibtisām, la fille d'Intiṣār n'en a qu'un. Qu'est-ce qui explique cette véritable rupture des taux de fécondité ? Les femmes de la seconde génération m'expriment le désir d'avoir une vie différente de celle de leur mère, avec moins d'enfants. Tandis qu'Hana'a ne se dit pas prête à une nouvelle grossesse, Ḥadīġa me confie avoir décidé de se faire ligaturer les trompes après une quatrième et dernière grossesse. Īmān dit aussi ne pas vouloir plus de 4 enfants. Cet idéal de 3 ou 4 enfants, qui semble partagé, correspond à la réalité statistique de 3,7 enfants par femme en 2018 (Banque Mondiale 2022). Elles rient des femmes de leur génération qui enchaînent les grossesses, et « ne savent même plus combien elles en ont ! ». Pour planifier leurs grossesses, les femmes rencontrées utilisent dans leur grande majorité les moyens de contraception modernes que sont la pilule ou le stérilet, et la planification alimente beaucoup leurs discussions. Dans la génération de leurs mères, seules 7,5 % des femmes yéménites avaient accès à la contraception médicale (Courbage, 1995). Les autres utilisaient la méthode dite du calendrier, le retrait coïtal, l'allaitement long, ou acceptaient les grossesses successives. C'est moins le cas pour leurs filles, qui ont toutes été scolarisées, et aspirent pour certaines à trouver un emploi rémunéré. Elles se sont mariées plus tard, également. Mais on peut aussi lire dans la chute du nombre d'enfants par femme une conséquence de la nucléarisation de la famille, qui bouleverse l'ordre familial et contraint les femmes à élever leurs enfants seules, tout en effectuant au quotidien les lourdes tâches domestiques qui leur incombent. 'Ā'īša, bien qu'appartenant à la génération des villages, n'a que deux fils. Je la questionne.

Moi : Mais alors, pourquoi n'as-tu pas eu plus d'enfants ? Pourquoi n'en as-tu fait que deux ?

'Ā'īša : Quand on veut beaucoup d'enfants, il faut aussi beaucoup d'argent. Et Nabil ne voulait pas. Il ne voulait pas que nos enfants soient mal élevés [‘iāl al-sūq] [enfants du marché, des rues]. Il disait, je veux que mes enfants deviennent des gens bien, respectés... Pas 10 sans intérêt [bilā f ā'idat].

Si elle mentionne le besoin d'argent, nécessaire au recrutement d'aides à domiciles ou à l'inscription des enfants à des écoles ou activités, c'est surtout parce qu'elle est seule à Djibouti et n'a pas de famille pour l'assister dans l'éducation de ses fils. Au Yémen, les enfants de ses frères et sœurs sont élevés par leurs mères, mais aussi par leur grand-mère et par Farīda, la sœur aînée d'Ā'īša, divorcée. Les enfants d'Ā'īša n'ont pas grandi près de leur famille, ils n'ont pas connu leur grand-mère maternelle et connaissent peu leurs cousins. 'Ā'īša se plaint d'être seule aux côtés d'Īmān, qui vient d'accoucher de son 3^e enfant né vivant :

«J'ai deux fois plus de travail, je suis fatiguée». La solitude des femmes face à l'éducation de leur enfant a fait évoluer le rôle de la mère, désormais central. La construction de la figure maternelle en France a été étudiée par Elsa Dorlin, qui commente :

Théoriquement, désormais, un seul personnage est au centre de l'univers de la naissance, «la mère», laquelle occupe une fonction autrefois dévolue à plusieurs femmes différentes. [...] Les modifications survenues dans la division du travail reproductif ont permis de redéfinir les traits physiopathologiques et psychologiques de la figure de la «mère», mais aussi son rôle et ses attributions, tout autant que la personne de l'enfant : il «est une cire molle qui retient toutes les impressions qu'on lui laisse prendre»; ou encore, «il est un abrégé d'elle-même». (Dorlin 2009)

Comme l'exprime Īmān : «La mère est aujourd'hui considérée comme responsable de tout : quand mon fils ne veut pas manger, quand il ne veut pas dormir, quand il ne veut pas aller à l'école... Pour mon mari et ma belle-mère, c'est de ma faute». L'éloignement de sa mère dû à la patrilocalité et la pression exercée par sa belle-famille dans un contexte de guerre et de migration peuvent expliquer les dépressions du post-partum dont a souffert Īmān à la suite de ses accouchements. Elle a culpabilisé d'avoir perdu son premier fils, né grand prématuré, et d'avoir échoué à tisser le lien ou même à allaiter son second. Elle me confie avec douleur qu'à la naissance d'Amīr, elle ne pouvait supporter ses pleurs : «J'en arrivais à avoir envie de le frapper. Je me disais : au moins, il pleurera pour une bonne raison.» Sa détresse s'est mue en une résignation après qu'elle a compris que, malgré de brillantes études, elle devait renoncer à devenir enseignante : ses relations avec sa belle-mère ne sont pas au beau fixe, et elle n'a personne pour garder ses enfants. Il existe peu de modes de gardes à Djibouti, et il est de toute façon mal vu au sein de la communauté yéménite de confier ses enfants à des personnes étrangères à la famille au sens élargi. Pour préserver une forme de continuité identitaire yéménite, elles confient donc leurs enfants à leurs belles-mères, lorsque celles-ci vivent à Djibouti, ou bien à leurs pairs, qui jouent ainsi un rôle de co-mères au sein de la communauté.

PRÉSERVER LA CONTINUITÉ DANS UN MONDE EN RUPTURE : REDÉFINITION DES RAPPORTS DE POUVOIRS ET DES MODES DE TRANSMISSION INTERGÉNÉRATIONNELS

Échapper aux belles-mères, gardiennes d'un ordre traditionnel

La migration a pu constituer pour certaines une échappatoire à la patrilocalité. Ainsi, Ḥadiġa avait-elle fait figurer dans son contrat de mariage une clause précisant que le couple ne s'installerait pas dans le village natif de l'époux. Des démarches complexes de falsification ont donc dû être entamées pour que, malgré sa minorité, la jeune mariée puisse finalement quitter le pays sans responsable légal. Pour Fāhima, le départ a lui aussi été synonyme de heurts, puisque sa belle-mère a tenté de l'en empêcher, prenant cette migration comme un refus des traditions, voire un affront.

Il arrive néanmoins que des femmes émigrent avec leur belle-famille, ce qui peut représenter une aide précieuse ou bien une source de conflit, comme pour Īmān, qui n'a pas pu supporter de vivre chez 'Ā'īša. La maison serait en effet trop petite, ne comportant que deux chambres pour 6 personnes, 'Ā'īša se comporterait en «dictatrice», et prendrait la place de la mère auprès des enfants. Au bout de 3 ans de cohabitation orageuse, Īmān a fini par convaincre son mari de louer l'appartement jouxtant la maison familiale, ce qu'il fait à contrecœur, arguant que le modèle de la famille élargie est traditionnel chez les Yéménites, et que c'est de l'argent perdu.

Aux sources des conflits avec la belle-famille, un ordre familial patrilinéaire, assez similaire à celui étudié par Lila Abu-Lughod chez les familles bédouines d'Égypte (Abu-Lughod, 1986). Les grands-mères paternelles sont accusées d'inciter sans cesse leurs belles-filles à enfanter («*zīdī ḥabbat!*»), et de les considérer comme simples porteuses des enfants de la famille paternelle, plus ou moins capables en fonction de la rapidité et de l'issue des grossesses. Les femmes qui, comme 'Ināya ou Mayara, rencontrent des difficultés à tomber enceintes sont culpabilisées, alors même que dans la majorité des cas, ce sont les hommes qui sont porteurs de pathologies. Īmān reproche à 'Ā'īša de lui prendre ses enfants «de force», et de passer outre son éducation. L'éducation «yéménite» que donne Īmān à ses enfants, bien que fondée sur les mêmes principes que celle qu'elle a reçue par les femmes de la génération d'Ā'īša, diffère assez largement : elle souhaite se défaire de pratiques dites traditionnelles qu'elle considère sans fondements, archaïques, voire dangereuses (en vrac : le bandage de la tête des nouveau-nés qui vise à aplatir leur front, la pose d'une pièce de monnaie sur le nombril pour en accélérer la cicatrisation, la couture de cauris sur les vêtements du nouveau-né, de pochettes remplies de graines de nigelles, ou autres rituels de protection contre le mauvais œil, le huilage quotidien des cheveux des filles...). Diplômée en éducation islamique, Īmān a à cœur de transmettre à ses enfants son savoir dans le domaine religieux, les accompagnant quotidiennement dans l'apprentissage du Coran et de la tradition islamique. Elle mobilise quotidiennement sa légitimité dans le domaine religieux et ses compétences intellectuelles pour tenter de faire face aux injonctions prononcées par sa belle-mère, illettrée et n'ayant reçu qu'une éducation religieuse rudimentaire.

Les rapports de pouvoir ne se limitent toutefois pas à la relation belle-mère – belle-fille, et contaminent également les relations entre les grands-mères paternelles et maternelles, même lorsqu'elles sont sœurs, comme 'Ā'īša et Zahra, la mère d'Īmān. Cette première, qui vit à Djibouti aux côtés de ses petits-enfants, voit d'un mauvais œil les très rares séjours d'Īmān chez sa mère, bien qu'elle n'ait pu s'y rendre depuis 4 ans. Īmān est donc parvenue à convaincre sa mère de venir la soutenir à Djibouti pour l'arrivée de son 3e enfant. 'Ā'īša semble craindre que sa sœur, bien qu'elle ne connaisse que très peu

leurs petits-enfants, ne la supplante. Elle répète : « Ma sœur n'aime pas les enfants », « elle est seulement venue soutenir sa fille » et enfin « c'est moi qui irai à l'accouchement avec elle », ce qui fut effectivement le cas. 'Ā'iṣa paraît reconnaître (partiellement) à sa sœur son rôle de mère tout en lui refusant celui de grand-mère. Si la relation de Zahra avec ses petits-enfants est distendue, c'est certainement plus en raison des kilomètres qui les séparent que ses sentiments à leur égard. Cette dernière semble toutefois accepter cette situation somme toute socialement normale.

'Ā'iṣa, à Marīam, 4 ans : Pourquoi tu ne restes pas avec ta grand-mère Zahra ? Tu préfères ta grand-mère 'Ā'iṣa ? Pourquoi ? (Rires)

Moi : Parce que Zahra n'a pas de téléphone, pour jouer dessus !

'Ā'iṣa : Non, non, ce n'est pas à cause de ça ! Elle sait lire dans nos cœurs. Ce n'est pas à cause du téléphone, Morgann. Les enfants, ils comprennent.

'Ā'iṣa reproduit finalement un ordre familial qu'elle a vécu, malgré la migration :

'Ā'iṣa : Mes enfants n'ont pas connu ma mère, ils ne l'ont vue que deux fois.

Moi : Vous étiez à Djibouti...

'Ā'iṣa : Ahmad, elle l'a vu à son mariage. Et Baṣīr, elle ne l'a vu qu'une fois, elle ne le connaît pas.

Moi : Elle vivait au village ?

'Ā'iṣa : Oui, et nous, au village, quand on se rendait au Yémen, on n'y allait pas. On allait juste à Tai'zz ou à Al-Hudaydaṭ, chez la famille de Nabīl [son mari]...

Īmān témoigne de sa situation familiale et échange avec celles de ses amies qui sont confrontées aux mêmes difficultés relationnelles avec leurs belles-mères. Toutes semblent s'accorder sur le fait que ces dernières jouent un rôle de gardiennes de l'ordre traditionnel et des normes, notamment patriarcales, qu'il implique. En migration, les normes qui enserrant le corps des femmes deviennent plus contraignantes, puisqu'il s'agit de préserver la pureté de l'identité yéménite du groupe, mise en péril. À en croire Malathi de Alwis, le corps des femmes demeure en effet le lien le plus solide à la nation et au territoire d'origine, se ceignant de frontières pour préserver son identité :

La femme réfugiée est présentée comme un code secret ("cipher") pour tout ce qui a été (temporairement) perdu ainsi que pour ce qui doit être préservé pour le futur ; la pureté du déplacement a été imbriquée dans sa pureté morale. (De Alwis 2004 : 222)

Les femmes, comme par métonymie, incarnent la terre d'origine, celle du village sur laquelle se fonde l'identité du groupe. Leur corps est à préserver dans sa pureté originelle, dans sa mythique authenticité. Si les femmes des premières générations affirment agir ainsi afin de préserver la continuité générationnelle, celles de la seconde génération se croient capables d'endosser leurs rôles d'épouses et de mères autrement. Īmān finit par me donner un conseil : « Si tu résistes frontalement en permanence, tu finis par t'épuiser. Je l'ai fait, au début, mais c'est pire que tout. Aujourd'hui, j'ai lâché prise face à ma belle-mère et mon mari. Je dis oui, et je fais ce que je peux, ou ce que je veux, ensuite. »

Les co-mères, personnages centraux du monde endogamique des Yéménites de la *Huḡarīyaʿ* à Djibouti

Le conseil donné ci-dessus par Īmān s'applique tout particulièrement aux sorties chez les amies, que son mari et 'Ā'īša considèrent comme du temps perdu. Pour sortir sans braver le refus d'Aḥmad, lui faisant prendre le risque d'être selon elle « maudite par les anges », elle profite des absences de son mari pour s'habiller et habiller ses enfants en vitesse, puis dévaler les escaliers sans bruit, en prenant garde qu'Ā'īša ne l'aperçoive pas de chez elle.

Les réseaux d'homosociabilité⁵ sont une grande ressource pour les femmes rencontrées. Ils sont construits sur le modèle des réseaux de sociabilité villageois, bien que la plupart des leurs membres aient grandi en ville, à Al-Turbaʿ, *Tai'zz*, voire Aden, Ibb ou encore Sanaa dans de rares cas. Elles ont néanmoins en commun d'être majoritairement originaires des mêmes tribus de la *Huḡarīyaʿ*, en raison des logiques de migration en chaîne.⁶ Ainsi, à la suite de son accouchement, Mayara a pu bénéficier de la chambre libérée par Īmān, alors même que la maternité était bondée et que plusieurs dizaines de jeunes accouchées attendaient un lit. 'Ā'īša est ensuite restée à ses côtés, se substituant à sa famille restée au Yémen. Les femmes sont ensuite nombreuses à visiter les primipares pour les conseiller sur l'allaitement, le sommeil, l'habillement... Chacune défendant sa méthode auprès de la jeune mère. Les voisines, et en particulier celles vivant le long de l'avenue 13, dans les quartiers traditionnellement habités par les membres de la communauté yéménite commerçante, s'entraident en se confiant mutuellement leurs enfants le temps d'aller faire une course. Elles aiment également faire le pain, cuisiner, en laissant leurs petits jouer ensemble, comme elles le feraient

5 Sociabilité avec les pairs, ici femmes yéménites de la communauté commerçante originaire de la région de Ta'izz.

6 MacDonald 1964.

avec leurs belles-sœurs et cousines, au Yémen. Les femmes de la première génération, comme ‘Ā’iša ou Laṭīfa, comprennent mal ces nouvelles formes de sociabilités, qui transgressent à leurs yeux plusieurs des règles de bonne conduite qu’elles suivaient au Yémen, où lors de visites à des femmes extérieures à la famille, il convenait de venir sans enfants, et de ne pas s’attarder. La migration a depuis élargi et rendu poreuses les frontières du cercle familial, et les femmes, isolées, ne peuvent dorénavant plus compter sur leur famille proche pour garder les enfants lors de leurs sorties. Dans certains cas, le père profite de la nucléarisation de la famille pour jouer un rôle plus grand dans l’éducation de ses enfants : l’époux de Ḥadiġa, par exemple, n’hésite pas à garder ses aînés lorsqu’elle souhaite se rendre chez des amies. Les femmes de la communauté tendent également à s’entraider dans l’éducation de leurs enfants, contrant partiellement la redéfinition du rôle de mère au sein du nouveau système de division sexuelle du travail, celui de la famille nucléaire. Elles endossent un rôle de commère (ou co-mère, «mère avec» au sens de Marie-Rose Moro [Moro 2002]) qui se manifeste surtout dans la nature de la relation qui les lie aux enfants de leurs proches. Celle-ci n’est en effet pas de nature triangulaire (commère/co-mère – mère – enfant) et chaque femme est invitée à traiter directement et sans l’intermédiaire des mères avec l’ensemble des enfants. Ainsi, il n’est pas rare de voir une mère, témoin des bêtises de ses enfants, préférer laisser intervenir une autre femme, qu’elle soit son hôtesse ou non. J’ai moi-même plusieurs fois été invitée par les mères à punir voire à corriger physiquement leurs enfants qui ne m’écoutaient pas. Par ailleurs, les femmes n’hésitent pas à se confier mutuellement leurs enfants pour sortir ou aller faire des courses, souvent spontanément et sans s’être préalablement concertées.

CONCLUSION

La guerre, au Yémen comme ailleurs, provoque ainsi de profondes recompositions familiales. La dispersion des familles, déjà initiée par les changements sociaux tels que l’exode rural, est aujourd’hui précipitée par la normalisation de l’émigration des femmes et des enfants. Face à la nucléarisation de la famille en exil, les femmes doivent désormais apprendre et endosser seules les exigeants rôles d’épouse puis de mère. Mais elles profitent également de l’échappatoire à la patrilocalité et aux instances de transmission des normes dites traditionnelles qu’offre la migration pour ériger des normes différentes de celles portées par les femmes de la génération des villages.

Pour ce faire, elles puisent à la fois dans les répertoires dits traditionnels yéménites et modernes ou occidentaux, mais aussi dans un répertoire islamique, auquel leur éducation leur donne accès, s’inscrivant alors dans une modernité alternative. Comme les Égyptiennes rencontrées par Saba Mahmood, elles manifestent ainsi leur capacité d’agir en tant que femmes, épouses et mères sans contester frontalement les normes

(Mahmood 2005). En créant des espaces d'entre-soi, espaces d'entraide, de co-maternité et de transmission, elles parviennent même, malgré les ruptures auxquelles elles sont confrontées, à faire perdurer une continuité générationnelle non figée, telle que conçue par Françoise Collin :

Longtemps la transmission par les femmes, et entre femmes, a semblé fonctionner sur le mode de la répétition plutôt que sur celui de la novation : transmission de la vie, transmission de ce qui entoure et entretient la vie. [...] Les femmes n'étaient pas considérées comme des acteurs sociaux et culturels, mais plutôt comme les gardiennes d'un monde qu'elles ne constituaient pas et qu'elles ne modifiaient pas. (Collin 1993)

Bibliography:

Abu-Lughod, Lila. 1986. *Veiled sentiments. Honor and poetry in a Bedouin society*, 317. Berkeley, LA, Londres : University of California Press.

Alwis (De), Malathi. 2004. "The «Purity» of Displacement and the Reterritorialization of longing : Muslim IDPs in Northwestern Sri Lanka." Dans GILES Wenona, HYNDMAN Jennifer (dir). *Sites of Violence : Gender and Conflict Zones*, 373. London, Berkeley : University of California Press.

Barth, Fredrik. 1995. *Les groupes ethniques et leurs frontières*, 270. Dans Poutignat, Philippe, Streiff-Fenart, Jocelyne. *Théories de l'ethnicité*. Paris : PUF.

Collin, Françoise. 1993. «Histoire et mémoire ou la marque et la trace.» 6 (1) : 13–24 *Recherches féministes*.

Courbage, Youssef. 1995. «Baisse de la fécondité dans la Péninsule arabe.» 415-445. Dans *Population*, 50e année, n° 2. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/AsPDF/pop_0032-4663_1995_num_50_2_5948.pdf

DeStremau, Blandine. 1990. *Femmes du Yémen*. 302. Paris : Peuples du monde.

Doraï, Mohammed Kamel. 2008. «Du brouillage des catégories de réfugié et de demandeur d'asile à partir d'exemples moyen-orientaux.» Dans Cambrézy, Laacher, Lassailly-Jacob, Legoux (dir.) *L'asile au Sud*. 89-109. Paris : La Dispute.

Dorlin, Elsa. 2009. *La matrice de la race : Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*, 308. Paris : La Découverte.

Dufoix, Stéphane. 2010. «Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales.» Dans Dufoix, Gueramissoff, De Tinguy (dir.). *Loin des yeux près du cœur. Les États et leurs expatriés*, 15-57. Paris : Presses de Sciences Po.

Latte-Abdallah, Stéphanie. 2006. *Femmes réfugiées palestiniennes*. Paris : 244. Presses universitaires de France.

MacDonald, John S., Leatrice D. 1964. "Chain Migration, Ethnic Neighborhood Formation and Social Networks." Vol. 42, 82–97. *The Milbank Memorial Fund Quarterly*,

Mahmood, Saba. 2005. *Politics of Piety. The Islamic Revival and the Feminist Subject*, 233. Princeton University Press.

Moro, Marie Rose. 2002. *Enfants d'ici venus d'ailleurs. Naître Et Grandir En France*, 192. Paris : La Découverte.

Pernot, Morgann Barbara. 2020. *Être yéménite, le rester. Les territoires de l'entre-soi féminin chez les Yéménites à Djibouti : jeu de frontières et exercice de distinction*, 156. Mémoire de sociologie politique, sous la direction de Stéphane Lacroix. Paris : Sciences Po - Inalco.

Rouaud, Alain. 1997 «Pour une histoire des Arabes de Djibouti, 1896-1977.» 319-48. *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 37, Cahier 146. Paris : EHESS.

Sayad, Abdelmalek. 1992. *L'Immigration, ou les paradoxes de l'altérité*, 331. Louvain-la-Neuve : De Boeck Université.

Stadnicki, Roman. 2012 «Le Yémen vers la transition urbaine.», 201-24. CEFAS. *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris : Karthala.

***Marriage in
Times of War
and Political
Conflict:
The Case of Iraq***

LUCINE TAMINIAN

ABSTRACT

Based on the life histories of Iraqis living outside Iraq (Jordan, Lebanon, Yemen, Turkey, and the United States), and representing a broad spectrum of Iraqi society, this paper analyses the evolution of marriage practices in a context of prolonged violence. Since the beginning of the 1980s, Iraq has been experiencing major upheavals, including a decade-long war with Iran in the 1980s, the Gulf War of 1990–1991, the economic sanctions from 1990 to 2003, and the 2003 U.S. occupation, followed by sectarian strife and massive displacement of populations. The violence and counter-violence that broke out after the 2003 war in Iraq and escalated in 2006–2007 hardened sectarian boundaries, imposed the will of militants over their communities and strengthened the separation between confessional communities in previously mixed neighbourhoods. In this context, all aspects of public life including family affairs and marriage were politicised and became a site of socio-political conflict.

The wars and the political sectarian conflict that Iraq witnessed between 1980 and 2006 strengthened the domination of political sectarianism over all aspects of socio-cultural and political life in major cities, such as Baghdad. At the same time, tribal customary laws including, marital laws, were reinforced in tribal areas (Hasan 2019; Haddad 2017, 2014; Khoury 2010; Mako 2019; Sa`id 2019). With the bombing of a Shi`a shrine in 2006, followed by sectarian cleansing of mixed neighbourhoods in Baghdad, marriage was politicised and became a site of socio-political conflict, and women's in particular marriage became a matter of political concern for sects, rather than a personal or family affair. Exogamous marriage, which pushes one's community outward and helps to crystallise an identity that transcends sectarian boundaries, became an act of betrayal. Accordingly, many existing marriages of this nature ended in divorce. In addition, endogamous marriage, which pushes the community inward and reinforces sectarian identity, became a sign of loyalty to one's community. On the other hand, because of the collapse of the nation-state and the absence of the rule of law, tribal customary laws prevailed in tribal areas, turning forced and blood marriages into a common practice in these areas (Yaphe 2000; al-Haydary 2015).

In this paper, I will discuss the changing socio-cultural and political context of marriage practices and how marriage became a site of asserting one's overriding allegiance to one's community by presenting a brief history of these practices before and after the rise of political sectarianism and tribalism. In discussing political sectarianism, I will focus primarily on Baghdad, a city ravaged by sectarian conflict after 2006, and I will shift my focus to the southern provinces, the homeland of major tribes, when tackling forced and blood marriages.

My discussion of marriage before and after the upheavals is informed by the life histories of Iraqis living outside Iraq (Jordan, Lebanon, Yemen, Turkey, and the United States), who represent a broad spectrum of Iraqi society. These histories were collected from 2005 to 2009, within the framework of a broader research carried out for TARI's project "The Oral Histories of Iraqis living Outside Iraq." I also carried out micro-ethnographic research in two sites in Amman: a church in East Amman where a group of women meet after mass, as well as a neighbourhood where women living next to each other would meet in the afternoon to socialise and discuss issues of concern to them, such as their application of resettlement, marriage, and the latest Iraq news.¹

¹ Parts of this paper were included in a report submitted to Doha International Family Institute, and extracts from the section on forced and blood marriage were published in *State of Marriage in the Arab World*. DIFI, 2019. Acknowledgement: I am grateful to the Iraqi men and women who shared their families' histories and their personal experiences; I am also grateful to Najwa Adra, Khuzama al-Rasheed, and Nawal Zeenatiah for their support with the interviews.

MAHALLAH, KINSHIP AND MARRIAGE

The Iraqi idiom “women are *theel*” refers to the linkages that women’s marriages create. *Theel* is a creeping grass that spreads over the earth afar and takes root wherever a node touches the soil, forming a dense mat. Similarly, women’s marriage forms a network connecting families together just as *theel* that burgeons wherever it exists. However, the spread of the web of nodes is dependent on “natural” factors, whereas women’s marriage is governed by social norms and often by political and economic considerations that sanction only endogamy or both exogamy and endogamy.

In the old cities and villages of the Levant, kin groups often lived in separate quarters and married only within their group. In the city of Irbid, Jordan, where I was born and grew up, the *hamulas* (lineages) used to live in the old section of the city; each lived in their separate quarter, owned their agricultural land and wells collectively and married within their lineage to keep their property intact.² Ethnographies of Palestine 1948 describe villages as “communities where locality, kinship, marriage, economic and social organisation are all interwoven (Isotalo 2005, p. 30). Batatu (2004, pp. 18-19) describes the old *mahallahs*, the quarters of Baghdad in 1920s, as communities where classes, faiths, sects, ethnicity, kinship, locality and marriage were interlinked and where houses were attached to each other, forming a closed world.³

In her narrative of her life in Baghdad, Su`ad, a ninety-year-old woman, described *al-Haiderkhanah mahallah*, an old neighbourhood where Sunni aristocratic families of upper officials lived, as follows:⁴

I remember when we were living in al-Haiderkhanah; we never went out to the Street [to reach our relatives' houses]. We had gates inside the house, gates that connected the houses. We went from house to house through these gates. Our relatives lived next to us from both sides: left and right... My father's relatives were adjacent to us on both sides. My mother's relatives were on the opposite side. We did not go out to the Street; there was a gate on the roof and another one down in the basement.

In discussing marriage, she said “Sunnis marry Sunnis, and Shi`as marry Shi`as. Mixed marriages didn’t exist back then... It’s because all marriages were arranged.” According to Su`ad, in societies where contacts between unmarried men and women were forbidden,

2 The land and the wells were named after the *hamulas* who owned them, e.g. the land of al-Irshidat, the well of al-Tulul, etc. Al-Irshidat and al-Tulul are names of *hamulas*.

3 For a description of old Islamic cities, see Abu-Lughod, Janet, 1987.

4 From an eight-session interview with Su`ad in Beirut in June and August 2007.

marriages were arranged by women who often selected “somebody they knew,” indicating that isogamy, or marriage between social equals, was the norm. Marriage establishes a socially significant relationship between spouses’ families, which is why it is carefully arranged among high-status families to sustain the pre-existing strata and to establish, or maintain, marital alliances, thereby solidifying their political and social network of allies (Mundy 1995, pp. 172-173).

In `Aqd al-Nasarah, the neighbourhood of Christians of several denominations, exogamous marriages were often opposed by the religious community as well as by kin groups. Layla, a Chaldean woman who decided to marry an Assyrian despite her parents’ objection, opted for elopement, exposing herself to her family’s outrage and boycott:

Frankly, I eloped because my family objected to my marriage [to the Assyrian]. They said Assyrians allow divorce. Chaldeans don’t marry their daughters to Assyrians because of divorce. But they [the husband’s family] said, “It’s a lie, we don’t have divorce.” I didn’t love the boy⁵ [her future husband], but his family loved me, they realised that I was hard working, and they said, “Come to our house.” I went and they arranged a nice gathering [a marriage party] for me. My family came and filed a complaint, they wanted to put him [her husband] in jail. The judge asked me “Did they force you?” to which I replied “No, I went willingly.” I was 18 at the time. I didn’t know anything, but his mother, father and sister told me, “We like you and we want you.” I regretted it later, because my family was mad at me and they boycotted me for two years. Because they didn’t want to give me away [marry me]. They [husband’s family] sent [intermediaries] to my family to pacify them, but to no avail. They later reconciled with me.⁶

In remarking that her marriage was not based on love marriage, but rather on the fact that her husband’s family was very fond of her, which drove her to elope, Layla wanted to underline that she was a “reputable” young woman. Love marriages indicate courtship before marriage, which was socially unacceptable. A woman who dated before marriage would shame herself and dishonour her family.

Rural migration into the city, which accelerated since the establishment of the nation-state in 1921, did not change much in the demographics of residential quarters. A great number of poor Shi`as migrated to Baghdad and squatted in the vacant areas in the south-eastern parts of the city, where they lived in *sarayif*.⁷ The squatter settlements were upgraded in 1959 and in time developed into dominantly “Shi`a” cities. H. al-Sakir, a university professor

5 In Iraq, unmarried males are considered “boys” regardless of their age.

6 She was interviewed in Beirut in August, 2007.

7 Plural of *Sarifa* (singular), which is a one-roomed hut built of reeds and mats and covered with mud during winter.

and literary critic whose father migrated to al-Huriya, one of the upgraded squatter cities, discussed migrants' tendency to adhere to village social life and matrimonial choices:

Rural migrants "transport" their rural lifestyle to the city... They live next to each other in the same quarters, which are usually named after the villages they came from: the quarter of `Amara, the quarter of Nasiriya, etc. The tribes in the south cling to their customs; kin groups live next to each other and marry within their kins. My paternal and maternal aunts and uncles married mina, and so did the others.

"Mina" indicates that marriage was within the lineage and sect and often meant that the married couples were related both maternally and paternally. Al-Sakir's lineage, as other migrant lineages, constituted a sort of co-operative neighbourhood, where each family would contribute to the wedding expenses of a relative, the payment of blood money, support a relative in need of money, provide accommodation for a new migrant and help them settle down.

At the turn of the century, Iraq in general, and Baghdad more specifically, witnessed two major socio-cultural changes that impacted the status of women: women's empowerment and the change of the city's social fabric. The call for women's emancipation and for their right to higher education, gender equality and removal of the veil were voiced first in two newspapers: Layal, the first women's magazine, and al-Sahifa, a Marxist-oriented newspaper. These calls were furiously opposed by members of the clergy (al-Himyari 2019; Jarian 2017; `Umari 2017). However, due to the increasing number of girls' elementary schools and the need for qualified teachers, the Teachers' High College, established in Baghdad in 1937, became coeducational, and eight women were admitted in 1939, in addition to the simultaneous admission of five female students to the Faculty of Medicine (al-`Alaf 2019; Zaki 2005). To appease the clergy, modesty was required: Those admitted to the Teachers' High College had to wear the `abaya⁸ and sit in the first rows, whereas those admitted to the Faculty of Medicine had to wear modest clothes.

Conversely, Baghdad witnessed major structural changes as new neighbourhoods and state-sponsored housing projects for professionals of all faiths, sects or ethnicities were built at the outskirts of the city. Families from the old *mahallahs* began moving to the outskirts, leaving their houses to tenants from different ethnic and religious backgrounds. Quite often, extended families would break up; some would stay behind and continue living in the extended family's old house, while others would move and rent it out to rural migrants,

8 Black full-body shawl that leaves the face completely visible.

to families from other quarters or to businesses.⁹ Su`ad's house in al-Hayderkhana was sold to a printing press: "all of al-Hayderkhana became a centre for printing presses. This is because it is close to Mutanabbi Street."¹⁰ In addition to mixed neighbourhoods, public spaces such as co-educational colleges, movie theatres, clubs, syndicates, political parties and unions, became sites where young men and women could socialise, providing a socio-cultural context for marriages based on friendship, love and/or affiliation with the same political party or organisation rather than religion or sect.

Ali, a retired university professor with a PhD from Scotland, and Salma, his wife who has a B.A. in mathematics, were both secular political activists and members of the administrative body Teachers' Syndicate, where they got to know each other and decided to marry. Ali is Shi`a, and Salma is Sunni:

"We went to court and got married according to Sunni marriage law. My parents and hers didn't object; they were open-minded... The court has a department that handles marriage according to Sunni personal status law and another that handles marriage according to Ja`fari [Shi`a] law. You go to the court, and they ask you whether you want to get married according to Ja`fari or Sunni marriage law. I didn't care whether it's Sunni or Ja`fari law."¹¹

POLITICAL SECTARIANISM AND THE POLITICISATION OF MARRIAGE

Drawing on Anderson's concept of nation as an imagined community, Bishara (2019) argues that sectarianism is not the product of the sect; on the contrary, it is political sectarianism that reproduces the sect as an imaginary community that can be manipulated in the fight over the state at times of conflict. In his study on Shi`a identity, Sa`id argues that it is not al-Shi`a, a doctrinal as well as political expression of Imam Ali's right to the Caliphate, that made Shi`a identity possible. Shi`a identity is rather a recent, transnational imagined identity shaped by the historical narratives of *al-tashayu`* (Shi`ism) and made possible by the formation of an exclusively Shi`a party, the Da`wa Islamic Party in 1958, which emerged as a result of the nation-state's failure to form a national identity (Bishara 2019, pp. 162-174).

With the eruption of the Iraq-Iran war, Saddam felt the need for loyal religious leaders who would spread his own version of Islam, as well as the need to represent himself as

9 From a three-session interview with Hisham al-Madfa'i, a well-known urban planner. He was interviewed in Amman in June 2008. See also: Al-Thahab, Ali A. and Mohammad J. Abdelraman, 2014.

10 From an interview with Su`ad, see above. Mutanabi Street, named after the tenth-century Iraqi poet, is a historic centre of bookstores and book stalls.

11 From an interview with the couple in Irbid, Jordan, in January 2006.

a devout Muslim of Ashraf descent (Helfont, n.d.).¹² He ordered the establishment of two religious educational institutions: Saddam Institute for Imams and Sermon Givers and Saddam University for Islamic Studies; admission to both institutions was based on loyalty to the Ba'ath Party. Upon graduation, the students, the majority of whom were Sunnis, were placed in mosques and/or the Ministry of Endowment. In an attempt to avert the risk of another uprising,¹³ he launched the Faith Campaign in 1993, in which the graduates of Saddam Institute and University played an instrumental role. He also ordered the building of mosques and shrines, added the Arabic inscription "Allahu Akbar" to the Iraqi flag and made himself a family tree claiming to be a descendant of the Prophet. He also granted the Iraqi Islamic Party, an exclusively Sunni party, nominal freedoms, thus paving the way for the formation of a Sunni political identity.¹⁴

Saddam's policy towards Iraqis deemed by the state as being of Iranian origin – or, in other words, Shi'as – and whose families had been living in Iraq for a long time marked the beginning of the sectarian political tensions that later evolved into a sectarian conflict during the uprising of 1991. Under the pretext that the presence of those so-called 'Iraqis of Iranian origin' posed a threat to national security, thousands of them were deported to the Iraq-Iran border in the first months of the Iraq-Iran war, and their properties were confiscated and sold at auctions (Khoury 2013). In one of the interviews, Salam, a university professor, talked about the deportation of her maternal grandparents and the suffering of her mother:

In 1980, they [security forces] came and took my maternal grandfather who was 95 years old and my grandmother who was 90 years old. Their families had been living in Iraq since it was part of the Ottoman Empire. They were deported on the same day and thrown in a refugee camp in the desert on the Iraq-Iran border. This is because they [the Iranians] did not find their names on the list of Iraqis of Iranian origin living in Iraq; so they refused to let them in. Weeks later, an acquaintance of our family confirmed that they were of Iranian origin, and they were let in. After four years, we heard that my grandmother died in an old people's home and that my grandfather was in a hospital. It was very painful; two very old people were dropped in the desert and left in a prison. They confiscated their house, and the house and everything in it were auctioned. Their belongings were sold piece by piece. My mother watched all this; it was very painful for her, but she did not say a word. Women in our family are very strong. My father supported her.

12 Three days after Saddam's arrest, the Syndicate of Ashraf in Iraq removed his name from the Ashraf list, an action that called for a response from Darat al-Ashraf confirming his descent, see: www.daratalashraf.com.

13 The uprising started in Basra on March 1st, 1991, one day after the Gulf War ceasefire, when the demoralised soldiers of the Iraqi Army, which was composed largely of Shi'a conscripts and contained substantial anti-regime elements, revolted. The uprising spread quickly to other towns in southern Iraq, a large number of which fell in the hands of insurgents who called for a Shi'a government (Falih Abd al-Jabar 1994).

14 The Iraqi Islamic Party is a branch of the Muslim Brotherhood. It was established in 1960 and was banned shortly after its inception.

In addition to all that, a presidential decree was issued in 1981 urging Iraqi men, especially army personnel, whose wives were of so-called Iranian origin to divorce them, offering to pay the husbands who served in the army 4,000 Iraqi pounds and 2,000 to civilian husbands (Khoury 2013), so that their children are not indoctrinated and converted to Shiism by their mother or her family after the father's death. It can be argued that Saddam's decree of 1981 had the same objective as that of the 1874 Ottoman law regulating Sunni-Shi'a marriages. Concerned by "the large scale of conversion of Iraqis from Sunni to Shi'a Islam" and by the increasing number of Shi'a serving in the army, the authorities issued a law prohibiting the marriage of Ottoman women to men of Iranian origin (Kern 2007, p. 8-10).

The bombing of al-Askari Mosque in Samara, a shrine of particular religious significance for the Shia's,¹⁵ by militants in February 2006 triggered a full-blown civil conflict that induced displacement along sectarian lines. Baghdad was almost split into two sectarian cities (al-Rubay'i 2007). H. al-Sakir (see above), who lived in al-Huriya, where a number of Sunni families lived, stated the following:

The small Sunni community living in al-Huriya was expelled in response to the expulsion of Shi'as from Sunni neighbourhoods. A Sunni man who was married to a Shi'a woman was scared, so he fled leaving his wife and children behind. He came back several weeks later to spend some time with his children, and he took them out of the community. They never came back. It seems he preferred to have them raised by his family, rather than being indoctrinated by their Shi'a mother or her parents.

During the years of sectarian conflict in Baghdad (2006-2008), both the Sunni and Shi'a sectarian militias tried to change the demographic map of the mixed neighbourhoods; the sect that constituted the majority in a neighbourhood would expel families or members of the other sect (al-Khalidi and Tanner 2006). In homogenous neighbourhoods, women in cross-sectarian marriages became the markers of sectarian boundaries and identities and often faced the risk of divorce (al-Hashimi 2010). Threatening letters were usually left at these women's door urging them to leave within three days or they would be killed. Generally, they chose to leave and live with their parents, who would pressure them to get a divorce, which they often did. Women in cross-sectarian marriages who lived with their husband's family were exposed to domestic abuse and violence from their in-laws for being from the other sect. Quite often, the marriage would end in divorce, and the children would be taken by the husband's family who feared their "indoctrination" by their mother or her family (al-Rubay'i 2007).¹⁶

15 Samara is a predominantly Sunni city; the management and protection of the shrine falls under the Sunni Endowment that caters for the needs of Sunni mosques and religious establishments throughout Iraq.

16 In her article, al-Ali gives a thorough account of the impact of wars, sanctions and occupations on

With the spread of the highly charged sectarian discourse all over Arab countries and Muslim communities in the diaspora after the execution of Saddam by hanging on the first day of Eid al-Adha,¹⁷ the marriage of a Shi`a-Sunni couple living outside Iraq came under pressure and ended in divorce:

A Shi`a-Sunni couple fled to Jordan, registered with the UNHCR as refugees and applied for resettlement, a process that often takes a year or two. Meanwhile, the husband got a job at a university in Amman. When the family was notified that their application was approved and they had to leave for the Netherlands within a few months, the husband was not able to join his family before the end of the academic year. The wife left with her two daughters with the understanding that her husband would follow at the end of the academic year. Just as he was getting ready to leave, he received a telephone call from his wife saying that the mosque sheikh there told her that Shi`as are kuffar, or infidels, and the marriage of a Muslim woman to an infidel is void, so she had to divorce him; which she did.¹⁸

Women bore all the misfortunes of wars. Upon asking a street vendor about her willingness to be interviewed, she said “They fight and get killed, and we are widowed and suffer. I have nothing more to say in the interview.” Millions of women were widowed and became the heads of large households, and a large number were displaced or killed. According to the records of the Ministry of Women’s Affairs, there were more than four million widows in Iraq and 300,000 in Baghdad, which for this reason was named the “City of Widows” (Zankana 2009; Shabkat Annaba’ 2018). Thousands of widows who became the breadwinners of their households fled to Jordan, and the poor among them became street vendors or domestic workers. Single women of marriageable age often chose celibacy for fear of widowhood. A single, forty-year-old woman that I met at church chose celibacy to avoid the scourges of war and the miseries her married sister and friend went through.

My sister’s husband was called up a month after their marriage. He was captured and jailed in Iran for twelve years. He was sick and miserable all the time. My friend was widowed and had to care of two kids. Marriage is meaningless in such cases. They were miserable; I am better off being a single woman.¹⁹

women; she argues that women are “the biggest losers in the current and future political and social map of Iraq.” (2005, p. 739).

17 Eid al-Adha is the feast of sacrifice that commemorates Abraham’s willingness to sacrifice his son in obedience to God.

18 From an interview with the couple in Amman in September 2009 before the wife left and with the husband after the wife’s departure.

19 From my field notes; she did not want to be interviewed. Many women used to get together before mass to exchange news on their application for resettlement, marriage, the political conflict in Iraq, etc.

I spent some time with three families living next to each other whose main concern was to be resettled in Europe or the U.S. When the resettlement application of one of the families was turned down, they opted for finding their 25-year-old daughter an eligible husband: “He is a friend of my cousin who lives in California; actually, he’s the cousin of my brother-in-law. He discussed the matter with him [the prospective husband], and he agreed. He’s single and Iraqi.” To get to know her to-be groom, the daughter was allowed to communicate with him via the Internet. “He talked to me, and I agreed. I haven’t met him, but we now communicate through the Internet. He sent me his photo, and I sent him mine. I know what he looks like.” Her sister smiled approvingly, “Hopefully, she will get her citizenship and manage to take us there too.” Young women’s arranged transnational marriages are seen as the last straw for the whole family.

TRIBALISM AND THE REVIVAL OF FORCED MARRIAGES

The tribal jurisdiction over tribal areas in Iraq has always been connected to tribe-state power relations and the state’s policy of manipulating tribes for its own political interests. The British mandate authorities recognised the tribes and their laws of dispute resolution to maintain order in their territories. The existing tribal customary law was codified and applied in cases pertaining to tribal conflict and marriage. At the same time, parallel criminal and civil dispute laws were issued to be applied in urban areas (Batatu 2004, p. 93; al-Joubouri 2019, p. 8).

After the 1958 Revolution, the tribal legal authority began to wane as tribal marital laws were abolished and a new Personal Status Law of 1959 was issued. The law set the minimum age for marriage at 18 years for both males and females, invalidated marriage without the woman’s or the man’s consent, criminalised forced marriages and imposed a penalty of imprisonment for three years on those who breached the provisions of forced marriages.²⁰

With the weakening of the state and the deterioration of the economy after 1991, Saddam co-opted the tribes to gain their support, incorporating them into politics by naming the Ba’ith Party “the tribe of all tribes” and himself “Shaykh al-Mashaykh,” the chief of all tribal chiefs. Saddam built himself tribal guesthouses in tribal areas where he would meet with tribes, listen to their grievances and solve their problems (Yaphi 2000).²¹

20 Law No. 188 of 1959 on Personal Status Law and its amendments, https://www.peacewomen.org/sites/default/files/lawref_iraqpersonalstatuslaw1959.

21 Dawod (2015) defines tribes as a “cultural and social reality that sometimes emerges politically when needed by the state or when co-opted by the state.”

Likewise, in 2006 the US forces mobilised the Sunni tribes against the insurgency in al-Anbar Province. However, tribes living in areas controlled by the insurgents pledged allegiance to them and became their social incubator (Fawaz 2016, pp. 47-50; Tahir 2014). With the end of the insurgency, the tribes' political role diminished, but they still play an active role in administering tribal customary laws, including marital laws pertaining to forced marriages: *nahwa* and *fasliya* marriages.

***Nahwa* Marriage**

Nahwa (prohibition) refers to a man's right to prevent his female paternal cousin's marriage to a man other than one of her paternal cousins, which include all male members of her patrilineal lineage. However, a woman can marry a man other than one of her cousins if the latter relinquish their rights. If they do not and she still wants to marry the other man, she may opt for elopement, an act that disgraces her family and tribe, in which case both she and her husband would be killed (Salah 2017, p. 311; Abed 2019).

The right to block the marriage of a woman by her male cousin was also common among the tribes in the Levant villages, a right reflected in the saying "*Ibn al'am binazil bint al'am `an al-faras*," which literally means "the first cousin can force his cousin to dismount the horse on her way to the house of her to-be-husband" – in other words, before the consummation of marriage. However, not all paternal cousins' marriages are forced marriages. They are quite common among tribes where lineages and locality are interwoven (Abu Lughod 1986, p. 50). In this case, a woman may have the chance to build intimacy over time with one of her paternal cousins and choose to marry him.

In her ethnographic study of a tribal village in Southern Iraq, Fernea argues that tribes often take pride in forbidding their women marrying outside the kin group or the larger circle of the tribe, and women, who usually internalise the tribal ethos, often comply with this rule. A young woman justified *nahwa* tribal law by claiming that it maintains tribal purity: "It is like the British Royal Family... They do not sully their bloodlines. Why? Because they are proud of their lineage. That is the way we feel." (Fernea 1989, p. 252).

Currently, young tribal educated women may take pride in their lineages, yet they resist being forced to marry their paternal cousins. In case they are not supported by their families, they may opt for suicide rather than eloping and getting killed to cleanse the tribe's honour. This was the case of Maryam, a 22-year-old university student, was engaged to a young man from another tribe. In accordance with the tribal laws of *nahwa*, her cousin, an illiterate man who is married and has children, claimed his right. Upon her refusal, he threatened to force her into marriage. Her family refused to support her; she was hopeless and chose to commit suicide rather than marry her cousin and lead a miserable life (al-Mada 2014).

Often a rivalry erupts between paternal cousins over who has the right to marry a female cousin of theirs; the rivalry might end with one of them killing the other. A young university student wanted to marry one of his paternal cousins, but a dispute arose between him and a cousin of hers who claimed it was his right as first cousin to marry her. One of the cousins ended up fatally shooting the other (ʿEid 2019). Concerned about the use of arms to preclude the marriage of a woman to a man other than her cousin, the Supreme Judicial Council in Iraq issued a statement warning that “*nahwa* has taken a dangerous turn, as it is no longer limited to threats, but arms are often used as well.” The Council warned that the use of force was no longer limited to rural and tribal areas, but it spread to other governorates of Iraq (Abed al-Wahad 2014).

***Fasliya* Marriage**

Blood feuds among tribes are usually triggered by honour-related issues and/or historic intertribal animosity that may involve cycles of retaliatory killings until retributions are made through a tribal mechanism known as “*fasl*,” which refers to the amount of blood money to be paid. In case the murderer’s tribe cannot pay the amount agreed upon, they have to provide for the marriage of a woman to a man from the victim’s tribe; the number of women to be offered depends on the amount to be paid.

Fasliya marriage was common among the tribes of central and southern governorates long before it was legalised by the British colonial administration through the issuance of the 1916 Tribal Court Law, under which British inspectors could preside over sessions.²² According to this law, in cases where there were not enough women of marriageable age, women would “be paid in instalments in the form of blood money, the young ones at intervals as they reach the age of majority.” In 1930, the British administration inspector of ʿAmarah (southern province) reported that 125 women were offered in *fasliya* marriage to settle 62 tribal cases (Batatu 2004, pp. 145-46).

Thesiger, a British explorer who lived in the marshes of southern Iraq for almost seven years (1951-1957) documented the rules of blood payment in the marshes. The victim’s family usually decides whether payment should be reckoned in women or whether they should accept money. In case they chose to be paid in women, they specify the number of women to be paid. Accordingly, the first woman to be paid has to be a

22 The British colonial administration was first opposed to blood marriage and often vetoed the tribal ruling in such cases, a matter which caused turmoil among the tribes. To avoid their uprising, the administration legalised it and ruled in cases of blood feuds (Joubouri 2019, p. 8).

virgin of marriageable age and has to come from the murderer's family, or, in case he did not have a daughter or a sister, from his nearest relatives (Salah 2017, 1965, p. 73).

A *fasliya* woman is usually stripped of all her rights, including the right to file for divorce, and is not allowed to see her family unless she gives birth to a son to compensate for the murdered man. She carries the stigma of *fasliya* all her life, and so do her children. In tribal society, women symbolise their tribes' honour, and it is the tribes' duty to protect them. Failure to protect women brings shame upon the tribe, and thus a *fasliya* woman is generally abused and humiliated to disgrace her tribe for failure to protect her.

As forced marriages became more and more prevalent in tribal areas, many parties called for putting an end to this phenomenon. Iraqi legal experts called for ending the observance of forced marriage as it violates Islamic jurisprudence laws that consider marriage to be "a consensual arrangement, requiring both parties to have the freedom and capacity to consent" and that grant women the right to accept or reject a marriage proposal.²³ Forced marriage also violates the Personal Status Law of 1959, which states that relatives cannot force women to marry without their consent (Abbas et. al. 2016).²⁴ On the other hand, Iraqi notables and elites urged tribes to sign a tribal code of honour criminalising *fasliya*, and a jurist and legal expert called for considering *fasliya* marriage an act of human trafficking punishable by life imprisonment in accordance with the provisions of Article 6 of the Anti-human Trafficking Law (Asi and Hikmat 2018). In response to these appeals, the tribal laws of forced marriage were abolished. However, due to the fragility of the state, tribal laws are still enforced, and tribal courts continue to function in areas where tribes have considerable political authority.

CONCLUSION: POLITICISATION OF MARRIAGE, COMMODITISATION OF WOMEN

Literature on marriage during times of sectarian conflict shows that exogamous marriage is seen as "marrying one's enemy." A study on marriage in Northern Ireland, which witnessed a decades-long sectarian conflict, showed that exogamous marriage was considered a breach of the boundaries that separate the Catholic and the Protestant

23 Jurists from all four schools agree that "a mature virgin's consent is required besides her father's to marry her off." (Ali 2003).

24 The 1959 Personal Status Law states that the relatives do not have the right to coerce any person, male or female, to marry without his/her consent, and (in case they do) the forced marriage contract is void if the marriage is not consummated, and none of the relatives has the right to prevent those who are 18 years of age or more from getting married. If forced to marry, a woman can sue the man who forced her to marry, and he can be sentenced to up to three years in prison.

neighbourhoods. A man who opted for exogamous marriage would disgrace himself and his family and was often considered a traitor and therefore expelled from his neighbourhood or sometimes even assassinated (Donnan 2000).

Likewise, as political sectarianism prevailed in Baghdad after the events of 2006, and as each sect defined its own social space through affinal ties that provided an expanded social network and generated codes of obligations, reciprocity and social intermingling, Sunni-Shi`a marriages constituted a breach of sectarian boundaries. Women in cross-sect marriages became markers and guardians of their sect boundaries, which is why they were forced to divorce, and their children were taken by their in-laws to protect them from being indoctrinated by their mother and/or her family.

Blood marriages where women are married off to members of a murdered family to settle blood feuds commoditise women. Kopytoff (1986, pp. 64-65) argues that people can be and have been commoditised by the widespread institutions of slavery. Slaves are sold, stripped of their previous social identity and become objects and exchangeable commodities. Likewise, the tribal mechanism of arbitration to settle blood feuds commoditises a woman given in marriage to settle blood feuds. Like a slave, she gets a new social identity, *fasliya*; but, unlike the slave who is usually re-humanised and takes on a new social identity, the woman is forced to carry the stigma of *fasliya* all her life. A commodity is a thing that has a use value and can be exchanged for a counterpart of equivalent use value. The use value of a *fasliya* woman is her reproductive capacity and the possibility of her giving birth to the maximum number of boys to compensate for the victim's family and lineage for their murdered son. The use value of the victim's family is their relinquishment of their right to kill the murderer. Indeed, a fifty-year-old *fasliya* woman who was given in marriage twenty five years ago endured unimaginable mistreatment. Whenever she complained to her parents, they would tell her, "Be patient, you are *fasliya*..." She described her situation as follows: "My life was hell... I was beaten and insulted... as if I murdered their son... I was given away as gift... so that my brother, the murderer, could continue to breathe." (al-Janabi 2020).

Bibliography:

Arabic

Abbas, Bakir A., Ahmad F. Husein, Abedel-Basit A. Abbas, "al-A`raf al-Ashaeriya wa al-Qawaneen al-Iraqiya." *Dafatir al-Siyasa wa al-Qanon*, No. 11, 2016.

Abed, Ahmad, "al-Nahwa al-Ashaeriya ... Jarimat Qatil Shae`a fi Iraq." <https://www.alaraby.co.uk>, Nov. 11th, 2020.

Abed, al-Wahad, "al-Nahwa al-Ashaeriya Sijn al-Mar'a Mada al-Haya." <http://sunniaffairs.gov.iq/ar/> Sept. 9th, 2014.

Ahmad, M. Jamil. "al-Taghur al-Bina'i lil-Ashira li-Marhalat ma ba`da Da`ish: Dirasa Anthropologia fi Madinat Baghdad." *Al-ulum al-Insaniya wa al-Ijtima`ya*, vol 47 (20, 2020).

Al`Alaf, Ibrahim Dalal, "Tarikh Dar al-Mu`alimeen al-ulya fi Baghdad: 1923-1958." *al-Kardinya: A Cultural Magazine*, 2019.

`Asi, Rayya and Iman Hikmat, "al-fasil al-ashari... Araf Aqwa mn al-Qanun" *al-Shabkat al-Iraqiya*, <https://magazine.imn.iq/> April 17th, 2018.

Bishara, Azmi, "al-Ta`ifa, al-Ta`ifya, al-Tawa`if al-Mutakhayla. The Arab Center for Research and Policy Studies, 2019.

Darat al-Sada Al-Ashraf, "Nasab al-Sharif al-Shahid al-Batal Saddam Husein al-Majid Tayaba Allahu Tharahu" alashraf.ahlamonda.net, N.D.

`Eid, Ahmad, "al-Nahwa al-asha`riya Jarimat Qatil Sha`e`a fir al-Iraq." <https://www.alaraby.co.uk/>, 2019.

Fawaz, A. Abedel-Hafidh, "al-Tawdhif al-Siyasi lil-Qabila fi al-Iraq: mn al-Malakiy ala ma ba`d Saddam" *al-Mushtakbal al-Arabi*, Vol. 39, No. 450, 2016.

Hasan, Harith, "al-Hawiya al-Shi`iya al-fawq Wataniya wa al-Dawla al-Wataniya fi al-Iraq." Sa`ed (ed.), *al-Shi`a al-Arab: al-Hawiya wa al-Muwatanah*, Arab Center for Research and Policy Studies, 2019.

al-Haydari, Ibrahim, Hal hya Dawlat "Asha`ir am Dawlat Mua`satat." *al-Hiwar al-Mutamadin*, 4836. www.albadeeliraq.com, 2015.

Al-Himiyari, A. Khamis, "Tatawur al-Ta`lim fi al-Iraq wa Atharuhu `al al-Hayat al `Ijtima`ya: 1912-1958." *Majalat Kuliyat al-ulum al-`jtima`ya al-`asasiya*, vol. 43, 2019.

al-Janabi, Omar, "Zawaj al-Fasliya: `urf `Ashari fi al-Iraq Dahiyatuhu al-Mar'a" <https://www.dw.com/ar/> 29. December, 2020.

Jirian, Z. Hashim, "Awal Nadi Nisawi fi al-Iraq ma` ma`rkit al-Sufur." *almadasupplements*, December, 2012.

al-Joubouri A. and al-Hadi. "Nidham Da`awi al-Asha`ir fi al-Araq lisant 1916: Dirasa Tarikhiya Watha`qiya fi Hash`aruhu wa Tadawruhu." *Northern Europe Academy for Science and Research*, Vol. 1, No. 3, 2019.

al-Mada, "Al-Nahwa Jarima Yunafdha Ibn al-Am ma` Sibq al-Israr." <https://almadapaper.net/view.php?cat=104438>, April, 4th, 2014.

Al-Musawi, Nasir `Omran, "al-Maqif al-Qanuni mn al-Araf al-Asha`riya: Dhahirat al-Fasliyya aw al-Zawaj bil-Ekrah." *Mawqi`al-Hiwar al-Mutamadin*, n.d.

Al-Rubay`i, Fadil, "Ma`rakat Baghdad Bada`at mn Shari` Haifa." <https://www.alhazeera.net/opinions/2007/2/4>.

Sa`id, Haideer, "Hafriya fi Ma`na al-Hawiya al-Iraqiya." Sa`ed (ed.), *al-Shi`a al-Arab: al-Hawiya wa al-Muwatanah*, Arab Center for Research and Policy Studies, 2019.

Salah, Afrah T. "al-Tha'ir al-'Asha'ri fi al-Iraq wa al-Diyya fi al-Nisa' (al-Fasliyya)" *Journal of International Studies*, 2017, Vol. 70.

Shabkat Annaba' al-ma'lumatiya fi al-Iraq, "Bil-arqam ta'araf 'ala 'adad al'aramil wa al-mutalqat fi al-Iraq." www.annabaa.org, 2018.

Tahir, Qahtan Husein, "Dawr al-'Ashira fi Tashkil al-Dawla al-'Iraqiya al-Haditha" Markiz al-Dirasat al-Istratiyya, <http://mcsr.net/news13>, February, 24, 2014.

Umari, Khayri, "Min Ayam Baghdad al-Madwiya": Nadi al-Nahda al-Nisa'y fi al-'shrinat." *Malahiqa Jaridat al-Mada al-Yawmiya*, <https://almadasupplements.com>, 2017.

Zaki, Sanha Ameen, *Mudakarat Dabiba 'Iraqiya*, Dar al-Hikma, 2005.

Zankana, Haifat, *Madinat al-'Aramil: al-Mar'a al-Iraqiya fi Masirat al-Tahrir*. Markiz Dirasat al-Wihida al-'Arabiya, 2009.

English

Abed al-Jabbar, "Why the Intifada Failed," in Hazelton (ed.) *Iraq since the Gulf War: Prospects for Democracy*. Zed Books, 1994.

Abu-Lughod, Janet, "Islamic City: Historic Myth, Islamic Essence and Contemporary Relevance." *International Journal of Middle Eastern Studies*, 1987.

Abu-Lughod, Lila, *Veiled Sentiment: Honor and Poetry in a Bedouin Society*. University of California Press, 1986.

Al-Ali, Nadje, "Reconstructing Gender: Women between Dictatorship, War, Sanctions and Occupation." *Third World Quarterly*, vol. nos. 4 and 5.

Ali, Kecia, "Muslim Sexual Ethics: Consent and Forced Marriage." Brandeis University, <https://www.brandeis.edu/projects/fse/muslim/consent.html>, 2003.

Batatu, Hanna, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movement in Iraq*, SAQI, 2004.

Dawod, Hashim, "The Sunni Tribes in Iraq: Between Local Power; the International Coalition and the Islamic State." NOREF, <https://reliefweb.int>. 2015.

Donnan, Hastings, "Private Acts and Public Violence: Interfaith Marriages in Northern Ireland." *Bulletin of the Royal Institute for Inter-Faith Studies*, Vol. No. 2 Amman, 2000.

Fernea, E. Warnock, *Guests of the Sheikh: An Ethnography of an Iraqi Village*, Anchor books, New York, 1989.

Haddad, Fanar, "Sectarian Relations Before "Sectarianization: in Pre-2003 Iraq." Hashemi Nader and Danny Pošte (eds.) *Sectarianization: Mapping the New Politics of the Middle East*, London: New York: Oxford University Press, 2017.

Haddad, Fanar, "A Sectarian Awakening: Reinventing Sunni Identity in Iraq after 2003." *Current Trends in Islamist Ideology*, Vol. 17, 2014.

Helfont, Samuel. War, Bureaucracy and Controlling Religion in Saddam's Iraq. *POMEPS Studies 35: Religion, Violence, and the State in Iraq*, POMEPS Blog.

Isotalo, Riina, *Many Routes to Palestine: The Palestinian Return, Forged Transnationalism and Gender*, Institute of Development Studies, University of Helsinki, 2005.

Ker, Karen M. "Rethinking Ottoman Frontiers Policy: Marriage and Citizenship in the Province of Iraq." *Arab Studies Journal*, vol. 5 (1), 2007.

al-Khalidi, Ashraf & Tanner, Victor. *Sectarian Violence Radical Group Drive Internal Displacement in Iraq*, University of Bern, 2006.

Khoury, D. Rizk, *Iraq in Wartime*, Cambridge University Press, 2013.

Khoury, D. Rizk, "The Security State and the Practices and Rhetoric of Secularism in Iraq." *The International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, Vol. 3, 2010.

Kopytoff, Igor, "The Cultural Biography of Things: Commoditization as a Process." In A. Appadurai, *The Social Life of things: Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge University Press, 2000.

al-Hashimi, Hameedi, «The Iraqi identity: Fragmentation or exploring sub-identities.» Paper submitted to the 2010 Exeter Gulf Studies Conference (The 21st-Century Gulf: The Challenge of Identity), Institute of Arab & Islamic Studies, Exeter University. 30 June-3 July 2010.

Mako, Shamiran "Institutionalising, Exclusion, De-Ba`thification in post-2003 Iraq." *POMEPS Studies 35: Religion, Violence, and the State in Iraq*. 2019.

Mundy, Martha, *Domestic Government: Kinship, Community and Polity in North Yemen*, I.B. Taurus, London, New York, 1995.

Al-Thahab, Ali A. and Mohammad J. Abdelraman, *Changing Socio-Spatial System of Urban Living in Twentieth Century of Iraq*, Archnet, IJAR, 201.

Theisiger, Wilfred, *The Marsh Arabs*, Penguin Books, 1964.

Yaphi, Judith, "Tribalism in Iraq, the Old and the New." V11 (3). 2000.

Zangana, Haifa, *City of Widows: An Iraqi Woman's Account of War and Resistance*. Penguin Random House, 2009.

*Une approche
holistique et
intersectionnelle
de la question
féminine
en contexte
de guerre.
L'action de
Women Now for
Developpement,
organisation
féministe syrienne*

VALENTINA NAPOLITANO

Fondée en 2012 à l'initiative de l'écrivaine syrienne Samar Yazbek¹, *Women Now for Development (WND)*² est une organisation non gouvernementale qui réunit aujourd'hui plus de cent femmes syriennes (employées et volontaires) en Syrie et en exil. Elle a pour but de protéger les femmes, de promouvoir leur émancipation et leur participation politique, ainsi que de produire un savoir sur et pour les femmes. Leurs voix demeurent peu entendues dans le contexte du conflit qui ravage la Syrie depuis le soulèvement populaire de mars 2011 contre le régime de Bachar al-Assad et sa sanglante répression (Yassin-Kassab & Al-Shami 2016).

Structurée autour de plusieurs centres à l'intérieur de la Syrie, dans les pays d'accueil des réfugiés (Liban et Turquie), ainsi que de ses membres résidants dans différents pays du Moyen-Orient et d'Europe, WND mène des actions dans de multiples domaines : le soutien psychologique, l'éducation, la formation professionnelle, la protection et la préservation des droits des femmes, la justice, la documentation et la recherche. Elle vise ainsi à promouvoir leur participation à la vie sociale, économique et politique, à travers des actions d'*empowerment (autonomisation)*, mais également à travers la prise en charge de leurs besoins quotidiens concrets. Conjuguant questions sociales et politiques, WND adopte une vision holistique de la question des femmes. L'organisation souhaite rompre avec l'approche féministe élitiste encouragée par le régime syrien³. Dans le passé, ce dernier avait prôné une politique promouvant la participation des femmes dans la sphère publique. Néanmoins, ce «féminisme d'État» n'a fait que creuser davantage les divisions sociales entre d'une part les femmes issues de l'élite ou de familles proches du pouvoir ayant accès à des postes à responsabilités, et d'autre part les femmes des classes moyennes et défavorisées, marginalisées et soumises par un système de domination et d'oppression patriarcale qui s'est de fait retrouvé renforcé (Abu Assab 2017, Alabdeh 2017). Par ailleurs, si des mouvements féministes de gauche étaient actifs en Syrie avant 2011, il s'agissait néanmoins de mouvements déconnectés de la société et qui subissaient une répression systématique de la part du régime (Alabdeh & Daher, à paraître). C'est dans ce contexte spécifique que WND prône une approche intersectionnelle visant à prendre en compte la superposition et l'interaction de multiples formes de domination liées aux différences de classe, de genre, de religion et d'ethnicité à une échelle locale, nationale et internationale (WND 2019).

1 Née en 1970 à Jebleh, en Syrie. Parmi ses derniers ouvrages : *Dix-neuf femmes, les Syriennes racontent*, Paris, Stock, 2019 ; *Feux croisés, journal de la révolution syrienne*, Paris, Buchet/Chastel, 2012.

2 Voir la page web de l'organisation : <https://women-now.org>

3 Entretien avec N. S., la trentaine, résidant actuellement en Allemagne et responsable du volet recherche.

De par ses actions et la réflexion théorique qu'elle mène, WND inscrit la question féministe au cœur du conflit syrien. Elle révèle et participe aux changements sociétaux profonds que connaît la Syrie depuis 2011. La production littéraire et scientifique qui couvre les années de la révolution et du conflit illustre parfaitement le rôle joué par les femmes dans les mobilisations pacifiques, l'action humanitaire et la diffusion des informations (Alabdeh 2017, Yazbek 2019, Al-Natour 2020, Aubin-Boltanski & Boëx 2021). Elle souligne par ailleurs la manière dont celles-ci ont acquis de nouveaux rôles (économiques, sociaux et politiques) qui, dans certains cas, les ont conduites à remettre en cause les formes de domination, notamment la domination masculine (Al-Khalili à paraître), mais dans d'autres cas les ont encouragées à préserver des équilibres familiaux souvent fondés sur des rapports inégalitaires et des formes de subordination (Napolitano, à paraître). Plus généralement, le conflit a été le déclencheur de nouvelles conceptions du genre (Freedman & al. 2017).

Mener une réflexion sur la question des femmes en contexte de conflit est en outre primordial face à la monopolisation des débats publics par les acteurs humanitaires qui considèrent les femmes comme une cible privilégiée de leurs actions. Ces derniers véhiculent une vision binaire de la femme syrienne, les présentant soit comme des victimes vulnérables, soit comme étant *empowered* grâce aux programmes humanitaires dont elles bénéficient. Cette vision ne tient que rarement, voire en aucun cas, compte des caractéristiques sociales, du vécu et des représentations de ces femmes, et se trouve souvent associée à des prescriptions morales (Shanneik 2021). C'est dans ce contexte que WND souhaite réhabiliter la voix des femmes syriennes et répondre à leurs besoins, action rendue possible grâce au vécu commun qui rapproche les membres et les bénéficiaires.

Cet article reconstruit l'histoire et la transformation de WND à partir de la trajectoire et des récits d'une partie de ses membres. Il se fonde sur des entretiens menés avec trois membres de l'organisation ainsi que sur les rapports et publications diffusés sur la page web de l'organisation. Il illustre la manière dont le conflit syrien représente une période d'immense bouleversement et de souffrance ayant affecté les femmes, tout en alimentant une réflexion intense sur leur rôle actuel et futur dans la vie sociale et politique de la Syrie de demain.

Je décris dans un premier temps la formation de WND, de la rencontre de plusieurs trajectoires individuelles et dans le but de créer des réseaux de femmes dépassant les clivages géographiques, sociaux et religieux. Je me penche dans un deuxième temps sur la manière dont les activités de WND ont évolué en fonction à la fois des besoins, de la faisabilité, des évolutions politiques et du cumul d'expérience de ses membres. J'éclaircis ensuite la démarche scientifique et réflexive adoptée par WND, et l'approche holistique et intersectionnelle de la question des femmes. Je termine en décrivant les défis auxquels l'organisation a été confrontée en raison de la guerre, des destructions et des déplacements forcés de ses membres.

DE LA RENCONTRE DE TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES À LA MISE EN RÉSEAUX

La création de WND intervient aux prémices du soulèvement syrien en 2012, alors que la société syrienne connaît une effervescence de la vie associative après plusieurs décennies d'interdiction. Sous le régime Assad, les seules organisations collectives autorisées étaient celles liées au parti Baath. Bien que dans les années 2000 l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad s'accompagne de l'émergence d'un certain nombre d'associations et d'organisations caritatives, celles-ci restent fortement encadrées par le régime (Ruiz de Elvira 2010). L'idée de créer WND naît à l'issue de plusieurs visites de Samar Yazbek qui, depuis son exil en France, se rend dans la région d'Idlib, passée à l'époque sous le contrôle de l'opposition syrienne. C'est à cette occasion que l'écrivaine mesure l'écart entre son vécu de femme éduquée issue de la classe moyenne et celui des femmes qu'elle rencontre dans cette région. Elle décide alors de créer des centres au sein desquels les femmes peuvent se sentir en sécurité, partager leurs expériences et nouer des réseaux de soutien. L'écrivaine se rapproche alors de l'avocate et militante pour la défense des droits de l'homme Razan Zaitouneh⁴, qui à l'époque résidait dans la Ghouta, à l'est de Damas. Samar explique que l'un des objectifs de l'organisation est de favoriser les échanges et de créer des réseaux entre femmes qui dépassent les clivages géographiques, de classe et religion. « Celle-ci serait une manière de créer une Syrie plus proche », comme elle l'écrit dans la page d'introduction de WND⁵.

Les premiers centres de WND sont établis dans la Ghouta en 2013 et à Idlib en 2014, avec la contribution d'autres femmes se trouvant en Syrie ou en exil et qui adhèrent aux principes portés par le projet. Loubna se trouve à l'époque dans la ville d'Harašta⁶, au nord-est de Damas, où elle a grandi. Étudiante en graphisme, vers la trentaine, elle est obligée d'arrêter ses études en raison du début de la révolution. Elle est en effet recherchée par les services de sécurité en raison de sa participation aux manifestations. Elle décrit le contexte dans lequel sont nés les premiers centres pour les femmes.

« À la fin de 2012 et au début de 2013, les contours de la société civile ont commencé à prendre forme dans la Ghouta. Bien sûr, les activités non organisées avaient déjà débuté auparavant. Nous avons commencé à entendre parler d'organisations auparavant inconnues en Syrie. Lorsque les affrontements ont commencé à Harašta, je suis restée dans les régions qui avaient échappé au contrôle du régime.

4 Née en 1977, elle milite pour la défense des droits de l'homme depuis les années 2000, ce qui lui vaut l'interdiction de quitter le territoire syrien. En 2011, elle fonde le *Centre de documentation des violations en Syrie*, afin de documenter les violations commises par le régime syrien.

5 Extrait issu d'un texte écrit par Samar Yazbek et présentant l'origine du projet WND. Voir la page web : <https://women-now.org/in-the-ninth-year-for-women-now/>

6 Elle trouve refuge d'abord en Turquie en 2014, puis en France en 2021. Entretien réalisé en juin 2022.

C'est à ce moment-là que j'ai connu Razan. Je souhaitais travailler avec des femmes et à cette époque Razan effectuait ce travail de mise en réseaux des femmes sur le terrain et avec les organisations (...). Elle m'avait mentionné une organisation désireuse d'apporter son soutien aux femmes et m'avait invitée à rédiger une proposition pour la création d'un centre, ce qui pour moi était inédit. Je lui ai transmis quelques lignes et deux mois plus tard, elle m'a informée que notre proposition avait été acceptée et que nous pouvions commencer. Nous avons alors ouvert un centre dans la ville d'Harašta. En parallèle, un centre voyait le jour à Douma. Je ne l'ai découvert que tardivement, car il n'y avait aucun moyen de communication entre les deux villes.»

Bien que Loubna n'ait aucune d'expérience du travail associatif, elle décide de s'impliquer dans la création d'un centre pour les femmes, car à l'instar de Samar, elle découvre les frontières sociales qui la séparent des femmes de la ville où elle a grandi. Elle mesure les injustices auxquelles elles sont confrontées et qu'elle-même commence à endurer face à l'emprise que les groupes de l'opposition armée cherchent à imposer sur la ville d'Harašta. Celle-ci, avec la région de la Ghouta orientale, fait l'objet d'un siège impitoyable de la part de l'armée syrienne⁷, à partir de novembre 2012.

«J'ai toujours vécu dans la campagne d'Harašta, mais je ne me suis jamais mêlée aux femmes d'Harašta. Ce n'est qu'au cours de la révolution que j'ai rencontré des femmes de ma région pour la première fois. C'est à ce moment que j'ai découvert des situations d'injustice et d'ignorance inimaginables. La situation des femmes est tragique à tout point de vue. Lorsque le siège a commencé à se durcir, les classes moyennes ont quitté la Ghouta en passant par l'Est. Seuls les activistes et les plus démunis sont restés sur place. Les femmes étaient issues de la région et les problèmes qu'elles vivaient, je ne pouvais même pas les imaginer personnellement, en tant que fille de la ville d'Harašta, qui disposait d'un travail, qui sortait et qui était issue d'une famille ouverte. Les groupes armés voulaient m'imposer des tenues vestimentaires. Ils ont commencé à empiéter sur les acquis obtenus par les femmes au début de la révolution, la situation était terrible. J'ai senti qu'il fallait absolument réagir, j'ai cherché et j'ai rencontré Razan (...).»

Le récit de Loubna illustre parfaitement le fait que la révolution syrienne constitue une période de dépassement des frontières sociales, et permet la rencontre entre Syriennes et Syriens issus de milieux sociaux différents. On comprend en outre que la révolution représente un moment de libération et de participation des femmes. Ces acquis sont compromis par les groupes armés qui cherchent à réimposer un contrôle sur les pratiques et les corps des femmes.

Non seulement WND mobilise des activistes présentes en Syrie, mais l'organisation suscite aussi la participation de femmes en exil et soucieuses de jouer un rôle dans le processus de changement à l'œuvre dans leur pays. Maria a 31 ans et termine une thèse en biologie en France lorsque la révolution débute en mars 2011. Active dans les cercles d'action non

7 Stratégie consistant à bloquer la circulation d'hommes et des denrées alimentaires dans les quartiers et villes passées sous contrôle de l'opposition syrienne.

violente⁸ à Damas et dans le mouvement féministe islamique en France (Latte-Abdallah 2010), elle décide de se rendre en 2012 à Damas, avant d'être contrainte au départ pour des raisons sécuritaires, et de se rendre à Idleb en 2013 pour apporter sa contribution à la révolution. Elle participe alors à la création d'un réseau de protection des enfants connu comme le Réseau des gardiens de l'enfance (*Shabake al-Horrás*). De retour en France, Maria rencontre Samar qui lui parle de son projet et qu'elle décide de rejoindre en 2013.

En 2012 WND organise en premier lieu des campagnes de soutien de microprojets entrepreneuriaux pourvoyeurs de revenus pour des femmes seules. Des actions de soutien psychologique et scolaire sont mises en place pour les enfants. Les deux premiers centres sont créés à Harašta et à Douma, dans la Ghouta. D'autres se rajoutent dans la région d'Idlib et dans la Békaa au Liban. Au fil du temps, l'organisation s'étend territorialement pour atteindre le pic de son activité en 2016, avec six centres et deux cybercafés dans la Ghouta et à Kafr Batna près de Damas, à Idleb, Maarrat al-Noman et Sarakeb, dans le nord du pays, ainsi qu'au Liban et en Turquie. Cette extension territoriale vise à créer des liens entre les femmes syriennes évoluant dans des réalités sociales et politiques différentes, tout en s'adaptant aux changements sur le terrain du conflit et notamment aux déplacements forcés de ses membres et de la population syrienne de manière plus générale⁹. Les réseaux de femmes que WND souhaite former commencent à gagner en visibilité lors des premières campagnes de soutien organisées pendant le siège de Dariya, près de Damas. C'est alors que les membres du centre de WND sont confrontés au durcissement du siège et à des conditions de vie inhumaines, ce qui suscite un mouvement de solidarité (Alabdeh 2017).

«Lorsqu'ils ont détruit le centre de Dariya, nous avons organisé la première campagne de soutien des femmes des Dariya, raconte Maria. On peut dire que c'est à ce moment-là que l'idée centrale de WND commence à prendre forme : le soutien entre femmes. À cette époque, tous les autres centres ont commencé à soutenir les femmes assiégées de Dariya et à porter des pancartes, puis nous avons commencé à mener des entretiens. C'est à ce moment que s'est structurée la Syrian Campaign. Je considère ce moment comme la première vraie campagne de soutien des femmes. C'est ici que nous avons découvert la nouvelle force de WND.»

Alors que WND se structure, les centres des femmes deviennent de lieu de rencontre et de mises en réseau avec d'autres initiatives, comme la *Syrian Campaign*,¹⁰ organisation de

8 En arabe *Halqât la-'anf*, il s'agit d'un collectif de réflexion qui existait avant le début de la révolution syrienne, notamment dans la ville de Dariya, près de Damas.

9 Selon les données publiées en janvier 2022 par le HCR, le conflit syrien a provoqué le déplacement interne de près de 6,7 millions de personnes et contraint 5,5 autres millions à trouver refuge dans les pays voisins (Turquie, Liban, Jordanie, Irak et Égypte).

10 Réseau d'activistes pour la défense des droits de l'homme fondée en 2014. Voir la page web :

défense de droits de l'homme qui soutient les mobilisations des femmes de Dariya¹¹, ainsi que le groupe *Family for freedom*¹², qui se structure plus tard à l'issue d'un projet de collecte d'histoire de familles de disparus. WND parvient donc à poursuivre son effort de mise en réseau des Syriennes et Syriens. Les actions proposées et les modes opératoires de l'organisation évoluent dans le temps et au fil de l'expérience acquise.

CHANGER PAR LE BAS, CHANGER SOI-MÊME

WND se caractérise par un mode opératoire qui débute avec l'identification des besoins des femmes, par le biais d'entretiens menés par ses membres dans les localités d'implantation. Ce sont les participantes mêmes qui, avec les membres de l'organisation, définissent les sujets qui les préoccupent. Maria rappelle avec fierté que l'organisation ne se plie pas aux demandes des bailleurs de fonds, mais que les projets sont élaborés en fonction des exigences locales :

«Jamais une organisation ne nous a imposé un programme donné. Dans chaque centre, nous avons monté des projets adaptés aux exigences locales. WND a répondu aux besoins des femmes et a dessiné les programmes en fonction de ces dernières. Nous ne sommes pas venus avec des projets préconstruits, mais nous les avons construits avec les gens, ça, c'est très important car notre travail souhaite transmettre la vision des personnes avec qui on travaille.»

WND se distingue par la proximité qu'elle partage avec les bénéficiaires de ses actions. Elle travaille avec ces dernières dans une approche de co-construction des projets couvrant des domaines variés (travail, éducation, santé). Ceux-ci ont évolué en fonction du temps et de l'évolution des besoins liés au conflit, mais aussi de l'expérience acquise tout au long du travail. L'organisation témoigne donc d'une posture critique et réflexive vis-à-vis du travail qu'elle mène, qui lui permet de se transformer dans le temps.

«Samar avait au départ des ambitions importantes, raconte Loubna, mais on n'imaginait pas les difficultés du travail. Nous nous sommes orientés vers des choses beaucoup plus simples. Jour après jour, de nouvelles exigences émergent... Ce que nous sommes aujourd'hui ne ressemble en rien à ce que nous étions quand nous avons commencé. Nous avons débuté avec des actions de sensibilisation au travail de la société civile. Nous avons commencé de manière simple, parfois sans méthodologie, de manière émotionnelle, à partir des besoins concrets dont nous parlaient les gens. Nous avons instauré des formations, des cours d'alphabétisation, puis les femmes ont souhaité en savoir plus sur l'éducation de leurs enfants, ou encore sur des questions comme le harcèlement sexuel. Ensuite, la situation sur le

<https://thesyriacampaign.org>

11 <https://diary.thesyriacampaign.org/syrian-women-protest-sieges/>

12 Organisation qui réunit des épouses de disparus, qui travaillent pour la documentation des exactions commises à l'encontre de leurs proches et invoquent la libération des prisonniers. Voir la page web : <https://syrianfamilies.org/en/>

terrain a commencé à s'imposer à nous. Nous avons suivi minute après minute toutes les évolutions sociales, économiques et politiques. Lors du siège de la Ghouta, nous avons entamé des campagnes d'empowerment économique. Nous accordons de petites subventions aux femmes pour créer leurs petits projets et générer des revenus. À partir de 2015, nous avons commencé à réfléchir à la question du renforcement des capacités politiques (tamkîn siyâsî). Nous avons acquis de l'expérience, de la sensibilité, nous avons grandi au sein de l'organisation. Moi, je ne suis plus celle que j'étais avant. Je peux dire que je suis féministe, et je le suis devenue au sein de WND. Avant j'étais une femme soucieuse des droits, sans en connaître la véritable signification. Maintenant, je suis devenue féministe, et je défends les droits des femmes au sein de cette organisation.»

Les activités de WND évoluent pour répondre à des besoins qui varient dans le temps et en fonction de l'expérience acquise sur le terrain, en incluant des projets de soutien, des activités de formation, d'éducation, de création de revenus et de renforcement des capacités politiques. En même temps, l'action au sein de l'organisation contribue au changement personnel de ses membres. C'est au sein de WND que Loubna découvre son engagement féministe, à partir de son expérience directe de travail avec les femmes. Maria mentionne également la manière dont la révolution d'abord, puis le travail au sein de WND l'ont transformée. Elle évoque même une vie «avant et après la révolution» qui illustre la rupture biographique dont cette expérience était porteuse.

«Nous avons essayé de construire une réflexion sur le changement de nous-mêmes. L'aspect positif était que nous étions issus de contextes différents, et que nous n'avions jamais travaillé dans le domaine du développement ou des études de genre. Ces secteurs n'existaient même pas avant la révolution, nous y sommes intéressés en tant qu'activistes afin de résoudre des problèmes de manière collective (...)

Le travail entrepris au sein de WND engendre donc un processus d'apprentissage et de cumul des expériences qui, non seulement nourrit les modes d'action adoptés, mais engendre en outre un travail de réflexion théorique et de production d'un savoir féminin qui débouche dès 2019 sur la création au sein de WND d'un volet spécifiquement consacré à la recherche.

ENTRE TERRAIN ET RÉFLEXION THÉORIQUE : LA PRODUCTION D'UN SAVOIR FÉMINISTE PARTAGÉ

Au fil des ans, les femmes de WND ont accumulé un savoir qu'elles considèrent important de conserver et partager. N. S, diplômée en Études de genre et résidente en Allemagne, rejoint l'association fin 2019 en tant que chercheuse indépendante puis en tant que directrice des activités de recherche. Pour elle, il existe un véritable besoin de relayer les témoignages et les récits des femmes encore trop absents des débats publics en Syrie et à l'international. L'objectif est également de générer un savoir destiné non seulement à un public académique et expert, mais aussi, et surtout aux femmes elles-mêmes. C'est pour cette raison que les publications sont produites à la fois en anglais et en arabe, et dans un langage accessible à un large public. L'idée de prendre du recul sur les activités de WND

et d'entamer un travail de réflexion et de recherche à partir de connaissances cumulées sur le terrain émerge dans un contexte où les débats publics ont commencé à cibler la question de la justice, notamment à la suite de la reprise en 2016 par le régime syrien d'une partie importante des territoires qui avait échappé à son contrôle.

« Avec le début du travail sur la justice et la réconciliation en Syrie, nous avons commencé à nous intéresser à des questions en lien avec la justice de genre. Nous avons commencé à travailler sur la question à partir de l'expérience des femmes dans les centres et au sein de Family for freedom. En 2017, nous avons organisé des ateliers sur la signification de la justice de genre. C'est à ce moment que nous avons commencé à publier des rapports. Nous avons commencé à travailler sur la justice de genre en Syrie et nous avons décidé de créer une composante de recherche capable de diffuser la production d'un savoir féminin tout en archivant et documentant les événements, depuis le point de vue des personnes concernées. (...)»

On constate donc que les actions de WND évoluent aussi en fonction des tendances qui s'affirment dans les débats publics, et ce dans le but de produire un contre-récit. Ces débats font l'objet d'une approche critique des concepts qu'ils véhiculent, tel celui de «soutenabilité» ou encore de «renforcement des capacités» pour débattre de leur pertinence dans le contexte syrien. Cela permet d'entamer une réflexion théorique à laquelle WND souhaite contribuer dans la perspective de générer de la connaissance, mais aussi de pouvoir en faire bénéficier la société syrienne elle-même. La réflexion théorique menée par WND est en effet envisagée directement en lien avec ses retombées directes sur le terrain.

« Nous sommes en train de développer notre cadre théorique, raconte Maria. En ce qui concerne la protection, nous sommes en train de présenter des projets sur le soutien psychologique et la gestion de soi. Nous tâchons de fournir des aides juridiques dans la mesure du possible. Cependant, toutes les questions auxquelles nous réfléchissons sont mises au défi par la guerre. Le concept de soutenabilité (istidâme), le concept de renforcement des capacités (tamkên). Lorsqu'on aide des femmes et que l'on crée des activités pour ensuite les voir détruites, c'est compliqué! On réfléchit à la question des libertés et des droits des femmes, de leur accès aux ressources, notamment économiques, mais pas seulement. Nous avons commencé à travailler sur la justice et nous avons compris que la justice ne consiste pas uniquement à rendre des comptes. Auparavant, j'étais convaincue que la première chose à faire était de juger Bachar al Assad. J'ai ensuite compris que la justice était bien plus compliquée, notamment pour les femmes. La manière dont une femme prisonnière envisage la justice diffère de celle d'un homme, car elle est confrontée à une injustice considérable de la part de la société. Celle-ci existait bien avant la révolution et se trouve même ancrée au niveau juridique. »

La production d'un savoir sur les femmes doit donc faire preuve d'utilité pour les femmes elles-mêmes et aider à la progression des projets dans les domaines où elles subissent des injustices. Dans un article consacré à l'éthique de recherche dans le contexte du conflit syrien, WND propose non seulement de bouleverser les rapports de pouvoirs inégalitaires existant entre chercheurs et enquêtés, mais aussi d'envisager la recherche comme une véritable stratégie de survie pour les femmes qui la pratiquent. «En produisant des récits

alternatifs fondés sur les réalités vécues par des femmes marginalisées, entre autres, et en défiant la propagande du régime syrien et des autres parties en guerre, la production d'un savoir devient une partie intrinsèque de la lutte contre l'oubli et pour la survie des chercheurs eux-mêmes» (Nisren & al 2022, p. 10). Cette démarche scientifique renvoie aussi à l'approche plus générale de la question féminine telle qu'elle est envisagée par WND.

UNE APPROCHE HOLISTIQUE ET INTERSECTIONNELLE DE LA QUESTION FÉMININE

S'intéresser à la question des femmes dans le contexte syrien implique une prise en compte des différentes dimensions de leurs vies. Cela signifie concrètement de travailler parallèlement à la considération de leurs besoins économiques, sanitaires, psychologiques, tout en promouvant leur formation intellectuelle, professionnelle et politique, dans une démarche qui se veut compréhensive et participative. Les membres de WND participent elles-mêmes à ce processus d'apprentissage, comme précédemment mentionné. Maria évoque clairement cette approche globale de la question des femmes :

“WND a commencé avec l'idée de constituer une organisation guide, au sein de laquelle les femmes locales sont les guides, mais également une organisation de soutien. Aujourd'hui, il existe effectivement des notions que nous avons apprises au sein de l'organisation, nous nous sommes développées nous-même. Nous sommes également marginalisées et nous n'avons pas la prétention de former d'autres femmes. Nous venons avec des principes de renforcement des capacités (tamkîn) compris de manière holistique et non partielle (...) Nous avons des entrées pour les projets : celle de la protection, du renforcement des capacités économiques et politiques, mais chaque centre voyait la manière de réaliser ces objectifs, même si cela n'était pas simultané.”

Cette démarche autour de laquelle se structure l'action de WND se conjugue aussi avec une approche théorique inspirée des théories intersectionnelles du genre (Crenshaw 2021). Ces dernières permettent d'envisager l'expérience des femmes en prenant en compte leur insertion dans une forme de dominations multiples liées au genre, à la classe, à la religion et à l'ethnie (WND 2019, p. 6). Cela implique en outre l'adoption d'une temporalité longue visant à étudier la condition des femmes dans la guerre syrienne dans une continuité avec les formes d'injustice et de domination antécédentes (S. H. & al. 2022, p. 5), tout en prenant en compte l'interaction des échelles locales, nationales et internationales. Cependant, en dépit de cette approche globale et inclusive de la question des femmes, WND est confrontée à plusieurs obstacles liés au contexte spécifique de la guerre.

LES DÉFIS LIÉS À UN CONTEXTE DE GUERRE ET DE DÉPLACEMENT

Alors que la révolution syrienne confère un élan unique à la structuration des formes d'action collective aussi bien à l'intérieur qu'hors de la Syrie, la violence du conflit et les déplacements de la population présentent un véritable défi à la poursuite de ses actions

dans la durée. Très tôt WND est touchée par les violences qui s'abattent sur la région de la Ghouta : le siège, puis les bombardements et l'enlèvement de plusieurs activistes. Razan Zaitouneh est enlevée en décembre 2013, avec un groupe d'activistes, parmi lesquels son conjoint Wael Hamada, Samira al-Khalil et Nazem al-Hamadi, dont on ignore le sort jusqu'à présent, et qui auraient très probablement été enlevés par le groupe armé Jaich al-Islam. Cet épisode constitue un coup dur pour WND et pour la société civile syrienne en général.

Les bombardements provoquent la destruction de plusieurs centres, celui de Dariya en 2016, et le cybercafé de Deraa, puis en 2019, les centres de Maarat al-Noman et Saraqeb. En 2021, plus aucun des centres originaux créés par WND en Syrie ne subsiste. L'action de l'organisation a dû se redéployer autour de réseaux de femmes des régions du Nord, mais sans présence d'un établissement. La poursuite des violences en Syrie pose la question de la durabilité des actions menées par WND, ce qu'évoquait aussi précédemment Maria concernant l'impossibilité de mettre en place des projets d'autonomisation économique des femmes sur le long terme. À cela s'ajoute un autre défi qui est celui de la fragmentation des territoires d'actions entre un intérieur de la Syrie soumis aux contrôles de pouvoirs différents et les pays voisins qui ont accueilli les réfugiés. WND est confronté à des cadres juridiques, sociaux et politiques fort disparates avec lesquels il faut composer, mais qui risquent de fragmenter son action.

CONCLUSION

En reconstruisant le parcours de WND, cet article illustre la vitalité ainsi que la capacité d'adaptation de la société civile syrienne issue du soulèvement de 2011. Elle prouve en outre la prise de conscience et l'émergence de nouvelles réflexions autour des formes de dominations et d'inégalités multiples qui traversent la société syrienne et qui affectent les femmes. À une plus vaste échelle, WND adhère et contribue aux débats et aux luttes entamés par les mouvements féministes décoloniaux qui font le lien « entre la dimension symbolique, construite et culturelle des rapports de genre, et leur dimension économique et politique, au niveau domestique local et global » (Verschuur & Destremau 2012, p. 10). Dans le contexte du conflit syrien, WND souhaite, en redonnant une voix aux femmes, se démarquer à la fois d'un féminisme élitiste associé au régime Assad, mais aussi d'une pensée féministe hégémonique dont l'approche binaire et moralisatrice de la place et du rôle des femmes est portée par les acteurs humanitaires. Le combat qu'elle mène dépasse en outre la seule question féminine, car il touche aux formes de domination et d'inégalité de genre, de classe et de religion qui traversent la société syrienne dans son ensemble, permettant de cette manière de mesurer l'ampleur des changements sociétaux à l'œuvre depuis le début de la révolution et de la guerre.

Bibliography:

Abu-Assab, N; Destabilising gender dynamics : Syria post-2011, in Freedman, J., Kivilcim, Z., & N. O. Baklacioglu (eds) 2017. *A Gendered Approach to the Syrian Refugee Crisis* (London, New York, Routledge), p. 989-916.

AlAbdeh, M. 2017. «Lessons from Syria on women's empowerment during conflict.» *Open Democracy*, en ligne :

<https://www.opendemocracy.net/en/5050/lessons-from-syria-on-womens-empowerment-during-conflict/>

AlAbdeh, M.; J. Daher (à paraître). «L'engagement des Syriennes à l'épreuve : rapports sociaux de sexe et formes multiples de répression dans le processus révolutionnaire.» Dans Abir Krefa, Sarah Barrière (dir) *Le genre en révolution*, PUF.

Al-Khalili, Charlotte. (à paraître). «Women in Revolution: Women's Revolution? Social Changes among Displaced Syrian Women in Gaziantep, Turkey.» Dans Ababsa, Myria; Napolitano, Valentina (dir.) *La société syrienne dans la révolution et la guerre*, Paris/Beyrouth, Éditions de l'Ifpo.

Al-Natour, Manal. «Strategies of Nonviolent Resistance: Syrian Women Subverting Dominant Paradigms.» Dans *Women Rising: In and Beyond the Arab Spring*, edited by Rita Stephan and Mounira M. Charrad, NYU Press, 2020, pp. 330–38.

Aubin-Boltanski, Emma; Cécile Boëx. 2021. «Les femmes prennent la parole. Déclarations filmées et sit-in à domicile.» Dans C. Boëx et A. Devictor, *Syrie une nouvelle ère des images*. De la révolte au conflit transnational, CNRS Editions, p. 87-103.

Crenshaw, Kimberlé. 2021. «Sortir des marges l'intersection de la race et du sexe. Une critique féministe Noire de la doctrine antidiscriminatoire, de la théorie féministe et de la lutte antiraciste.» *Dans Cahiers du Genre*, vol. 70, no. 1, p. 21-49.

Freedman, J., Kivilcim, Z., & N. O. Baklacioglu (dir.). 2017. *A Gendered Approach to the Syrian Refugee Crisis*, London, New York, Routledge.

Napolitano, Valentina. (à paraître). «Recompositions et tensions de genre parmi les Syriens en Jordanie : à l'intersection des contraintes institutionnelles, des représentations et des vécus.» Dans Ababsa, Myriam; Napolitano, Valentina (dir.) *La société syrienne dans la révolution et la guerre*, Paris/Beyrouth, Éditions de l'Ifpo.

Shanneik Yafa. 2021. «Displacement, humanitarian interventions and gender rights in the Middle East: Syrian refugees in Jordan as a case study.» Dans *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 47, n° 15, p. 3329-3344.

S. H. Nisren; Helmut Krieger, Adriana Qubaiova, Klaudia Wieser. 2022. «A Holistic Approach to Survival: Transforming Research Strategies in Contexts of War and Conflict Zones.» *KnowWar et Women Now for Development*, en ligne : <https://women-now.org/a-holistic-approach-to-survival/>

Verschuur, Christine, et Blandine DeStremau 2012. «Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds.» Dans *Revue Tiers Monde*, vol. 209, no. 1, p. 7-18.

Women Now for Development. 2019. «Gender justice and Feminist Knowledge Production in Syria.» Mai 2019, en ligne : <https://women-now.org/gender-justice-and-feminist-knowledge-production-in-syria/>

Yassin-Kassab Robin, Leila Al-Shami 2016. *Burning Country: Syrians in Revolution and War*, London: Pluto Press.

Yazbek Samar. 2012. *Feux croisés, journal de la révolution syrienne*, Paris, Buchet/Caïstel.

— (2019) *Dix-neuf femmes, les Syriennes racontent*, Paris, Stock.

***Transformations
familiales et
de genre à Gaza.
Témoignages
recueillis par
une humanitaire
(2000-2020)***

ELENA QLEIBO

La présente contribution restitue les témoignages de femmes et d'hommes de la bande de Gaza. Les récits ont été collectés entre 2006 et 2020 dans le cadre d'une mission humanitaire, qui m'a permis de nouer des relations solides et durables avec ces familles et d'observer les impacts des guerres répétées et des attaques imprévisibles durant les années 2000 et lors de la deuxième Intifada de 2002, ainsi que ceux de la fermeture de frontières instaurée depuis 2006. Les témoignages que je restitue ici ont été récoltés auprès de deux types d'acteurs : des familles issues de la classe moyenne travaillant pour des ONG internationales et locales, ainsi que pour l'Autorité palestinienne, et des travailleurs qui, du fait de la fermeture des frontières avec Israël, empêchant le mouvement de personnes et les échanges commerciaux, vont perdre leur travail. Leurs témoignages éclairent les changements de rôles et les reconfigurations des solidarités à l'échelle de la parenté, et permettent d'apprécier la manière dont ces changements sont vécus et perçus par les acteurs.

AU RYTHME DES GUERRES : LA MISE SOUS DÉPENDANCE PROGRESSIVE DE L'ÉCONOMIE GAZIOTE (1967 -AUJOURD'HUI)

En 1967, la défaite de la coalition arabe constituée par l'Égypte, la Jordanie et la Syrie dans la «Guerre des six jours» contre Israël se soude par l'occupation militaire de la bande de Gaza. L'occupation provoque une vague de migrations vers la Jordanie, connue sous le nom de *Naksa* («le revers»). L'économie de Gaza, jusque-là structurellement dépendante de celle égyptienne, est ainsi rapidement assujettie à celle d'Israël. Cette dynamique détruit les piliers de l'économie palestinienne principalement fondée sur la petite industrie et l'agriculture¹. Nombre d'hommes adultes et de jeunes abandonnent le travail agricole, le délaissant aux femmes, aux aînés et aux enfants, pour se rendre en Israël qui, à cette époque, est demandeur de main-d'œuvre à bas coût. L'afflux financier provenant des travailleurs gaziotes en Israël est principalement investi dans des dépenses familiales² telles que la construction d'une maison, l'électroménager, le mobilier. À partir des années 1970, des milliers d'ouvriers gaziotes travaillent pour ou en Israël. Des centaines d'ateliers de couture voient le jour pour satisfaire les besoins de la mode et du prêt-à-porter vendus dans les boutiques de Tel-Aviv. Les produits d'Israël et de la Cisjordanie occupée entrent à Gaza sans restriction, avec un impact économique qui sera perçu jusque dans les années 2000.

La dépendance de l'économie gaziote de celle israélienne s'accroît progressivement jusqu'à devenir totale, même si le développement des ateliers aurait pu produire un secteur économique viable. Entre 2005 et 2006, Israël décide de fermer la frontière avec

1 ROY, Sara. 2004. *The Gaza Strip, the political economy of de-development*, Washington (DC), Institute of Palestine Studies, 1re éd. 1995, 65-70.

2 BENDELAC, Jacques. 1999. *L'Économie palestinienne, de la dépendance à l'autonomie*, Paris, L'Harmattan, 17-22.

Gaza en instituant un blocus³ aux multiples impacts socio-économiques. Le marché de la production gaziote s'interrompt, les ateliers disparaissent progressivement et avec eux, l'économie qui pivote autour.

Dans cette conjoncture, les frictions entre Israël et les Gaziotes s'accroissent progressivement. S'en suivent trois guerres dévastatrices en 2008, 2012 et 2014, avec un bilan accablant en termes de victimes et de destruction d'infrastructures dans la bande de Gaza. Les chars israéliens dévastent de nombreuses cultures et habitations au rythme d'incursions précipitant dans la pauvreté des milliers d'agriculteurs⁴. Avec la guerre de 2014, un demi-million de personnes est forcé de se déplacer⁵. Dans l'ensemble, les guerres répétées exercent un impact sur l'ensemble de la société gaziote et sur les infrastructures. Les centres de santé, les écoles, les conduites d'eau et le système d'assainissement sont fortement endommagés et peinent à être reconstruits⁶.

Dans ce contexte de destruction et de pénurie d'emploi et de ressources, l'aide humanitaire demeure la seule source de nourriture et de travail à court terme. Dépendant des aides, les familles pourvoient à leurs besoins grâce à un système de crédits entre particuliers. Ce sont les femmes qui, la plupart de temps, échelonnent les paiements hebdomadaires ou mensuels auprès des petits commerces de denrées essentielles, dans une dynamique qui prolonge la dette contractée, sans que cette dernière ne soit jamais soldée. Cette situation économique s'est davantage dégradée avec l'interruption du versement des fonds humanitaires en provenance des États-Unis sous la présidence de Donald Trump. À partir de 2018, les États-Unis ont déclaré l'arrêt des fonds destinés à l'UNRWA soutenant en même temps le plan israélien d'annexion de larges tranches de la Cisjordanie.

Le 10 mai 2021, de nouvelles attaques israéliennes ont eu lieu, en réponse au lancement de roquettes artisanales depuis Gaza. Les forces israéliennes ont riposté avec des bombardements incessants ciblant des résidences, des terres agricoles et des infrastructures vitales comme les réseaux d'eau et d'électricité. Plusieurs hôpitaux et infrastructures sanitaires, ainsi que le bureau de l'orphelinat « Al Amal » ont été détruits, tandis que des dizaines de civils, hommes, femmes et enfants, ont trouvé la mort. Les organisations

3 Avec ce terme, je me réfère à la fermeture des frontières avec Israël qui empêche le mouvement de personnes et les échanges commerciaux.

4 L'économie de Gaza est durement frappée. Le travail agricole souffre particulièrement de la destruction des infrastructures et des meilleures terres pour la production agricole près des frontières.

5 Donnée publiée par l'UNRWA, voir la page web : <https://www.unrwa.org/2014-gaza-conflict>

6 *Report of the Independent Commission of Inquiry on the 2014 Gaza Conflict - A/HRC/29/52; Report of the detailed findings of the Commission of Inquiry on the 2014 Gaza Conflict A/HRC/29/CRP.4.*

des droits de l'homme telles que Al Mezan⁷ et OCHA⁸ dénoncent des violences de part et d'autre, bien que la réponse israélienne soit démesurée au regard de la faible portée des attaques palestiniennes.

RECOMPOSITIONS FAMILIALES ET DE GENRE

C'est dans ce contexte dramatique qu'entre 2006 et 2020 j'ai récolté des témoignages de familles gaziotes, afin d'explorer la manière dont ces transformations économiques et sociopolitiques majeures ont pesé sur les structures familiales et les relations de genre. La plupart des foyers visités sont issus de familles élargies du côté paternel de la lignée. L'observation indique que la vie de la famille nucléaire est imbriquée dans la famille élargie. Par exemple, la perte, ou l'absence d'emploi au sein d'une famille nucléaire affecte tous les membres de la famille élargie. Trois générations, incluant les grands-parents, les enfants mariés et leurs enfants, vivent sous le même toit ou dans des appartements voisins. Pour faire face au manque et à la perte d'emploi ou aux faibles revenus procurés par un travail intermittent, les familles mettent en place une économie partagée des dépenses afin d'assurer l'accès aux ressources essentielles pour tous les membres. Dans ce contexte, la famille élargie constitue une source de protection essentielle, ses membres conservant des liens forts de responsabilités et de devoirs réciproques. Le rôle de la famille élargie s'est renforcé avec la détérioration de la situation économique et face à l'impossibilité pour les familles nucléaires de maintenir leur autonomie.

Après trois conflits consécutifs, les mécanismes de survie que l'on pensait transitoires se sont pérennisés. Les familles épuisent leur épargne face à l'endettement croissant. Chacun mobilise différentes stratégies. Le plus souvent, les femmes prennent en charge la famille en contractant plusieurs crédits pour subvenir aux besoins vitaux⁹. Ainsi, l'endettement se généralise. En l'absence d'un travail stable et bien rémunéré, l'importance du rôle des femmes et des enfants aînés en âge de travailler est déterminante dans la gestion de l'économie quotidienne. Néanmoins, ces formes d'adaptation remettent en cause un rôle traditionnellement dévolu à l'homme, pourvoyeur de ressources. Dans ce contexte, il est essentiel de protéger son image et sa dignité. Les témoignages ici collectés saisissent les formes d'adaptation à cette nouvelle situation mises en place par chaque membre de la

7 <https://www.mezan.org/en/post/23981>

8 <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-bulletin-november-2021>

9 Le système de crédit consiste à contracter des dettes dans différents commerces de quartier comme l'alimentation générale, le marchand de fruits et légumes ou la pharmacie. Le montant accordé dépend de la réputation de la famille. Les dettes ne sont jamais remboursées totalement.

famille. Tandis que la plupart des hommes vivent mal ces mutations de rôles, la mère-épouse change de statut en contribuant directement à l'amélioration des conditions de vie du foyer. Cependant, elle cherche à préserver l'honneur de son époux et l'image de sa famille. Certaines sont tiraillées par leur désir de liberté, qui reste conditionné par la protection de leur famille. D'autres refusent ce changement qu'elles vivent comme une transformation imposée par la détérioration du contexte économique et sociopolitique, et expriment leur désir de conserver le rôle traditionnel d'épouse et de mère, dans un soutien sans faille à la structure patriarcale.

TÉMOIGNAGES

Amr et Naela, le déclassement d'une famille de la classe moyenne

En 2000, je rencontre Amr, 24 ans, infirmier urgentiste en Israël. En 1997, il s'est marié avec Naela alors âgée de 17 ans. Nous échangeons de manière ponctuelle au fil des ans. En 2013, il me décrit comment leur couple s'est formé :

«Naela était très jeune, elle avait 17 ans au moment de notre mariage. Elle venait d'obtenir son bac à Jeddah dans un foyer où, surtout en Arabie saoudite, elle était très encadrée et choyée. Sa vie à Gaza n'aurait pas été différente de sa vie en Arabie Saoudite si les bouleversements de la deuxième intifada ne s'étaient pas produits. N'étant pas habituée aux tirs et aux explosions, nous avons décidé qu'elle irait visiter ses parents à Jeddah. La faire sortir avec une tante par Rafah fut difficile, elle est restée hors Gaza pendant plus de six mois, du fait de la fermeture du passage. Après son retour et un traitement de fertilité, nous avons réussi à concevoir trois enfants. Avec la perte de mon travail, nous avons utilisé toute notre épargne et une partie de celle de mes parents. Après trois guerres, l'aide de la famille n'était plus suffisante pour nous tous, car mes deux frères aînés avaient comme moi perdu leur travail : l'un dans le secteur privé gérait un projet de construction annulé en raison du blocus et du boycott du Hamas par la communauté internationale; l'autre, du fait de la réduction des fonds de son ONG internationale. La situation économique s'est détériorée et, déjà en 2012, nos finances et celles du foyer ne permettaient plus que deux repas par jour, petit déjeuner et dîner. Nous ne remplissions pas les critères exigés pour bénéficier des aides humanitaires que proposait le Programme alimentaire mondial (PAM) aux familles nucléaires démunies. Le montant des bons de nourriture ne suffisait pas pour tous les membres de la famille étendue. Je devais donc partager les denrées et chercher d'autres sources d'aide de manière discrète pour que les voisins ne s'aperçoivent pas de notre situation économique. Nous sommes connus pour notre générosité et nous n'avions aucune aide extérieure jusqu'à ce moment-là. Nous avons demandé l'aide d'un oncle du Qatar, mais ce n'était ni régulier ni suffisant. Même si le chômage s'est généralisé, c'était stigmatisant pour moi, le chef de famille. C'était néfaste et humiliant aux yeux de tous d'avoir à chercher de l'aide. Alors j'ai discuté avec ma mère et avec Naela pour que ce soit cette dernière qui sorte chercher d'autres sources d'aide humanitaire, surtout de nourriture. Pour une femme, ce n'est pas trop mal vu... Elle m'a étonné en se montrant pleine de ressources. Elle se débrouille bien et je suis soulagé parce qu'elle ne semble pas contrariée par cette nouvelle situation. Elle a démarché auprès de diverses ONG locales dans le quartier et a réussi à rapporter des bons de nourriture et des couvertures. Elle et ma belle-sœur sortaient chaque jour en fin de la journée pour faire les courses. De mon côté, j'effectue des vacations à l'hôpital Shifa et je prodigue des soins infirmiers à domicile. C'est comme ça que nous nous en sortons.»

Lorsque je rencontre Naela en 2019, elle a 37 ans. Au cours de notre entretien, elle me livre son point de vue face aux transformations de sa vie familiale, après la fermeture des frontières avec Israël.

«Je suis fière de mon succès dans mon nouveau rôle de femme active hors de la maison, bien que je préférerais ne pas être obligée de sortir. Avant, mon mari rapportait son salaire à la fin du mois et moi je le gérais. Je m'occupais de la maison, des enfants de ma belle-sœur et des nôtres. Je sortais peu, seulement pour rendre visite à la famille ou pour des rendez-vous médicaux, toujours accompagnée. Il est vrai que, parfois, c'était pesant d'avoir toujours à en demander la permission à Amr. Quand je n'arrivais pas à le joindre, je devais alors demander l'autorisation à ma belle-mère. Généralement, c'était pour rencontrer ma sœur, elle aussi mariée à Gaza. Maintenant, je sors tout le temps, mais c'est à cause de la situation, par obligation. Je vois beaucoup moins ma sœur parce que je n'ai rien à lui offrir quand je lui rends visite. Alors, je préfère attendre un peu et préparer au moins un gâteau à partager pendant ma visite. Si je ne sors pas, nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts à la fin du mois. Hélas, nous devons aussi rembourser le crédit, c'est une obligation. Je dis seulement à Amr "je sors" et basta, je ne demande plus, j'informe! Je le fais gentiment, même si un refus de sa part serait mal venu. Je n'ai jamais travaillé hors de la maison. Chez mes parents à Jeddah, j'ai étudié et appris à cuisiner. Je ne me sentais pas capable de travailler hors de la maison. Quand la directrice d'une des organisations que je fréquentais m'a demandé d'être bénévole¹⁰ et d'enseigner l'arabe aux jeunes femmes qui n'avaient pas fini leur scolarité primaire, c'était une vraie surprise. Je me suis rendue compte que j'étais douée pour enseigner. Je n'ai jamais imaginé que je pouvais être efficace comme enseignante. Je donne des cours d'arabe deux fois par semaine et parfois trois fois, dans une association voisine et de cette façon, je suis informée des aides proposées et j'ai plaisir à rencontrer d'autres personnes, à négocier des prix et à trouver des arrangements pour les crédits. Cette nouvelle situation m'a révélé que je disposais de compétences insoupçonnées. Dans une situation tragique pour de nombreuses personnes autour de nous, je me sens épanouie! Les enfants profitent de leur père à la maison, qui les aide pour les devoirs, il discute longuement avec eux et répond à leurs questions».

Hanan, une femme socialement et économiquement active

Parmi les femmes qui investissent sans difficulté de nouveaux espaces hors de la maison, Hanan, 45 ans, travaille au sein d'une ONG comme comptable, et exerce en tant que bénévole depuis la fin de ses études. Mariée, elle continue à soutenir une association de femmes dans le quartier de Zeitoun où elle habite. Je la rencontre en 2007 et suis son parcours à travers trois guerres. Son mari, Anwar, qui travaillait dans un atelier de couture, achète en 2006 une machine à coudre à son compte pour continuer à exercer son activité à domicile, lorsque les commandes depuis Israël s'interrompent. Comme tant d'autres familles gaziotes, le couple choisit de rejoindre la maison des parents pour réduire les charges et faciliter la garde des enfants. En 2015, Hanan me décrit sa situation :

10 Bien qu'elle fasse du bénévolat, elle a accès aux bonds de nourriture et d'autres denrées de première nécessité qui arrivent à l'organisation.

«Je me sens privilégiée. Alors que d'autres autour de nous font face à des situations difficiles, émotionnellement et économiquement, nous nous en sortons avec ce que je considère comme une solution positive pour tous. J'étais d'abord un peu déprimée par la perte d'emploi d'Anwar après les élections¹¹. Nous étions convaincus que, même si Gaza était sous blocus, les ateliers de couture ne fermentaient pas. Après tout, ils produisaient des articles de prêt-à-porter pour les magasins de mode à Tel-Aviv. Mais ce n'était pas seulement le blocus, c'était une séparation définitive... J'ai dû changer nos habitudes immédiatement pour réduire nos dépenses, les invitations, les visites de la famille et des voisins. Les deux premières guerres ont été affreuses, surtout celle de décembre 2008 à janvier 2009. Mais la plus dévastatrice a été celle de 2014. Nous avons été recommandés au PAM et, après une visite d'inspection, l'organisation nous a inclus dans son programme de bons de nourriture qu'on échangeait chez l'épicier, comme si on achetait normalement avec de l'argent. Mais après presque un an, les critères ont été revus et le programme s'est arrêté. Nous prenons les repas avec mes parents. C'est la meilleure façon de gérer la nourriture et le crédit.

(...) J'ai dû me réinventer dans une activité qui me rendrait utile. Je me suis lancée dans l'élevage de lapins. Comme j'ai bien réussi, mes voisines me demandent conseil, j'ai fait une demande de formation auprès du ministère de l'Agriculture pour devenir aide-vétérinaire avec une recommandation de mon ONG. Maintenant je suis heureuse, j'aide les autres non seulement avec leurs animaux, mais aussi en échangeant sur le devoir des femmes à se débrouiller pour soutenir leur famille. Nous ne savons pas ce que demain nous réserve ! Je ne dois pas penser à l'instabilité de notre vie. Nous attendons toujours une autre guerre et je me demande si le cycle va s'interrompre. Quant à Anwar, je gère ses périodes dépressives au jour le jour, j'établis des programmes à court terme. Je rêve de vacances, j'aimerais acheter une armoire pour les habits, les retirer des caisses où ils sont entassés depuis des années, mais pour le moment, tout cela n'est pas possible.»

Soha, l'importance de l'entraide familiale

En 2019, Soha est âgée de 45 ans. Issue du quartier de Sheikh Radwan, elle travaillait comme comptable dans le bureau d'ingénierie d'un ami de son beau-père, Abu Haidar, avant d'arrêter à la suite de son mariage à l'âge de 24 ans, et à l'arrivée de deux jumeaux. Elle pensait pouvoir reprendre son activité plus tard, mais le bureau accuse une diminution d'activité. Soha se rapproche alors de l'association de femmes du quartier, qui dispense des cours de gestion et de finances afin d'aider de jeunes femmes à gérer leur budget. Elle y donne des cours gratuits en échange de bons humanitaires et de denrées que l'association reçoit au titre d'aides aux familles. Après l'instauration du blocus, Soha évoque la manière dont sa situation a évolué :

«*Abu Haidar, le père de mon époux, est mukhtar¹². Il a des obligations liées à cette position honorifique. Il est à la retraite depuis 2015 et c'est mon mari, Haidar, qui épaula la famille dans tous ses besoins. Nous ne pouvions pas devenir un poids pour lui. Il vieillit et est habitué à être respecté par tous, famille et voisinage. Les parents de Haidar sont devenus de véritables parents pour moi. Abu Haidar ne peut pas supporter l'idée de s'endetter, alors c'est nous qui nous endettons pour lui. Un des frères de Haidar doit obtenir son diplôme, l'autre effectue sa dernière année scolaire, il a besoin de livres et d'argent de poche pour les transports. Ce n'est pas facile d'acheter de la nourriture au quotidien. Haidar (Abu Khalil), mon mari, est fatigué de tant de dissimulations. Notre moune¹³ s'est épuisée depuis longtemps. Nous achetons au jour le jour à crédit, comme la plupart des familles du voisinage. Un crédit que je prends soin de réduire partiellement à la fin du mois. Nous vivons et mangeons avec ma belle-famille. S'il y a eu des mésententes ou des frictions quand nous avons emménagé chez eux, vivre ensemble m'a permis de mieux connaître ma belle-mère et de lui montrer ce dont je suis capable pour aider à satisfaire les besoins au quotidien. Nous [elle et sa belle-mère] avons obtenu sans problème un crédit chez l'épicier et un autre chez le pharmacien, du fait du Statut de la famille. J'ai de la chance parce que Haidar aide sa mère à la maison et prend soin des études des enfants. Haidar et ses frères trouvent du travail sporadiquement, alors c'est ma fille aînée et moi qui fréquentons discrètement les associations du quartier pour obtenir des bons alimentaires et nouer des contacts avec d'autres associations qui me connaissent déjà par mon travail de formation dans la gestion des finances. Mais sans l'harmonie familiale et la bonne volonté de ma belle-mère, je ne pourrais pas avoir accès à autant de ressources !*»

Umm Hassan, les tensions familiales et la fragilisation des couples

Umm Hassan, promotrice sociale dans une ONG locale, a 48 ans; elle habite à Beit Hanoun. Elle est mariée avec Nabil, ingénieur de formation, ils ont cinq enfants. En 2020, un seul habite encore chez eux. Nabil traverse une période de dépression depuis son arrêt de travail. Je rencontre Umm Hassan en 2020; elle évite de parler d'elle-même et de sa relation de couple et il me prend du temps pour arriver à lui faire exprimer ses sentiments intimes. Elle partage :

«*Mon mari travaillait dans un bureau d'ingénierie. Il aimait son travail et percevait un bon salaire. Il était dehors toute la journée. Tout à coup, son activité s'est considérablement réduite. Après une vie très active, la nouvelle routine, tout à fait différente, est devenue partie intégrante de notre quotidien, par force, parce qu'il sent qu'il n'a pas d'autre choix. Il fait de gros efforts pour trouver des petits travaux de réparation dans le voisinage, occuper son temps et gagner un peu d'argent. Il sort de la maison et rencontre des gens avec qui il converse. Il n'est pas très*

12 L'institution du *mukhtar* nommé aussi le *kbir* (grand, pour vieux) pendant l'Empire ottoman fonctionnait comme intermédiaire entre une ou plusieurs familles du village et l'autorité centrale; il était chargé de certaines tâches administratives, et il avait aussi la responsabilité de résoudre les problèmes afin de maintenir la sécurité. Aujourd'hui, le *mukhtar* est une personne âgée, connue pour sa sagesse, respectée au niveau communautaire et qui participe à la résolution des conflits entre familles et communautés.

13 Chambre des provisions dans les maisons palestiniennes, appelée *moune*, la réserve. Aujourd'hui, quelques maisons disposent encore de cette pièce pour conserver les vivres.

doué pour aider notre fils, qui est encore à l'école, tandis que ma belle-mère ne sait pas lire. S'il se sent bien, Nabil prend parfois le temps de s'asseoir avec lui, mais ce n'est pas la norme. Comme promotrice sociale dans l'ONG où je travaille, j'ai droit à un per diem et j'accède à des bons d'aide humanitaire. Mon activité justifie mes sorties quotidiennes et me permet de façon discrète de contribuer aux besoins de la maison. Mes principaux soucis sont l'éducation de notre dernier fils et les problèmes de santé développés par Nabil quelque temps après son arrêt de travail. En plus de ses phases dépressives, sa condition cardiaque se dégrade quand il est sous pression. Nabil souffre de phases de dépression, il s'enferme dans une chambre, surtout pour éviter sa mère, une dame âgée qui ne peut plus sortir et désapprouve mes sorties quotidiennes. Elle fait pression sur Nabil pour qu'il me contrôle mieux. Il connaît les raisons de mes sorties, mais il ne veut pas l'ennuyer en lui rappelant la situation. Avant, le pouvoir de la belle-mère, veuve, n'était pas contesté, mais maintenant quelqu'un doit bien pourvoir aux besoins de la famille et c'est moi, la belle-fille!»

Après des mois de contacts fréquents, de rencontres et des appels téléphoniques, j'ai réussi à gagner sa confiance et à sonder quelque peu son intimité.

«Je préfère ne pas penser à ce qui passe dans notre couple. Après des années d'intimité inébranlable, les non-dits se multiplient et deviennent presque la norme. Il accomplit son devoir d'époux dans notre lit, mais à cause de la nouvelle routine, je crois qu'il considère cette tâche comme une obligation. Bien qu'il me fasse sentir que j'ai son soutien, il semble absent et taciturne. Mes voisines parlent de leurs problèmes de couples avec facilité. Pour moi, il s'agit de mon intimité et je me sentirais mal à l'aise de parler de lui. Elles se plaignent du manque de performance sexuelle, mais ce n'est pas notre cas. Pour moi l'enjeu est plus flou...»

Sahar, entre prise en charge de l'économie familiale et violence masculine

Je rencontre Sahar en 2004 alors qu'elle attend sa première fille. Elle habite dans une tour à Rimal où elle fait le ménage pour trois personnes. Sahar est la plus jeune fille d'une famille pauvre de Shajaiya, elle est la *durra* (deuxième épouse) de Mahdi, un réfugié qui a peine à convaincre la famille de Sahar et la sienne de permettre leur union¹⁴. Sahar ne connaissait pas la première épouse de Mahdi, Yusra, avant son mariage. Elle savait seulement qu'elle était un peu plus âgée qu'elle et qu'elle venait tout juste de finir son *tawjihi* (bac palestinien). Tout en éprouvant un sentiment de culpabilité en devenant la *durra*, Sahar ressent de la jalousie envers Yusra, qui a eu la possibilité d'étudier, tandis qu'elle n'a pas pu terminer son école secondaire. De l'union avec Mahdi, Sahar a deux filles qui vivent encore dans la chambre de la tour à Rimal où Mahdi est gardien. Elle sort travailler en laissant ses filles aînées à Yusra et parfois à ses parents, à Shajaiya. Peu après le conflit de 2012, un des locataires se plaint de Mahdi, qui perd son poste. Il perd du même coup la chambre où le couple était modestement installé, dès lors contraint

14 Sahar appartient à une famille de locaux, tandis que Mahdi vient d'une famille de réfugiés à Nuseirat.

d'aller vivre chez la mère de Mahdi. C'est à ce moment qu'une solidarité s'instaure entre les deux épouses. Alors que Sahar devient la principale source de revenus pour la famille, c'est Yusra qui prend soin des enfants avec sa belle-mère. Sahar m'explique :

«Après deux semaines, Mahdi n'a rien trouvé. J'ai décidé de me rendre dans l'immeuble et de continuer à faire le ménage. La dame étrangère a besoin de mes services deux fois par semaine, ce qui me fait quatre jours de travail hebdomadaire, en laissant les enfants chez ma belle-mère. Sans son soutien, je n'aurais pas pu travailler. Parfois, je laisse les filles, surtout la petite, avec Yusra, bien que je ne lui fasse pas confiance parce que notre relation n'est pas bonne. Je crains qu'elle ne prenne soin que de son enfant et néglige les miens. Quelques semaines plus tard, la femme étrangère m'a invitée à venir sur son lieu de travail, une ONG internationale qui souhaite recruter une deuxième personne pour l'entretien de ses bureaux. Je suis embauchée, avec un salaire et une assurance santé ! Folle de joie, je cours annoncer la bonne nouvelle à ma belle-mère, qui s'en réjouit. Yusra fait des commentaires positifs à propos du fait que nous allons avoir plus d'argent, mais la réaction de mon mari est plutôt froide.

(...) Mes deux premiers salaires nous permettent de contracter un crédit chez l'épicier du coin et un autre à la pharmacie; là, je demande à ma belle-mère l'autorisation de faire construire une chambre sur le terrain qui entoure la maison pour loger les enfants. Elle soutient ma démarche, aussi, je fais appel à mon frère, un professionnel du bâtiment, pour les travaux. La guerre de 2014 paralyse tout. Mais je garde mon poste et, en 2015, j'avance selon mes plans. En 2019, pour mes trois filles, Yusra et son fils, je suis parvenue à construire deux chambres et à réparer la toiture de la maisonnette. Mais plus je me rapproche de ma belle-mère en bénéficiant de son soutien, plus ma relation avec Mahdi se détériore. Nous sommes passés par une période affreuse : Mahdi ne quittait plus le lit; s'il en sortait, c'était pour me battre ou frapper les enfants. Je n'ai pas voulu le quitter à ce moment-là parce que je comprenais sa frustration liée à la perte de son travail et au fait qu'il n'en avait pas retrouvé depuis. Il ne supportait pas cette humiliation, qui le rendait alors violent. Les enfants n'avaient plus de respect pour lui. Il n'avait rien à leur apporter. Je ne savais plus quoi faire. J'ai caché le fait qu'il nous frappait, car je peux comprendre son désespoir de dépendre de moi, même pour acheter ses cigarettes. Il se sent humilié. Jusque-là, c'était lui le responsable de la maison...

Un jour, Mahdi m'a frappée tellement fort qu'il m'a laissée à terre, un bras disloqué, mes filles se sont échappées de la maison pour informer mes parents. Aux yeux de ma fille aînée, il avait dépassé les bornes, elle a pris peur pour moi comme pour nous tous. L'un de mes frères est venu nous chercher et nous avons quitté la maison pour nous réfugier chez mes parents. Je rends grâce à Dieu de n'avoir pas de fils. Je me demande quelle sorte d'éducation je pourrais lui offrir s'il était témoin des violences de son père. Comment lui enseigner le respect envers la femme dans ces conditions ?»

Sireen, le choix du divorce

Sireen a 32 ans en 2012. Mère de deux enfants, elle est chargée des finances dans une ONG internationale. Avec son époux, Antar, ils appartiennent à des familles locales respectées, mais pour autant touchées de plein fouet par les effets délétères de l'inactivité d'Antar, qui ne tarde pas, lui aussi, à adopter des comportements violents. Sireen raconte leur rencontre :

« On s'est rencontré en 1998 lors d'une fête de mariage. Nous avons dansé toute la nuit. C'était le coup de foudre... J'étais folle amoureuse de lui pendant plus d'un an. Il avait demandé à ses deux tantes qui habitent à Gaza le droit de me rendre visite. Il est venu chaque nuit pendant un mois et m'envoyait des roses rouges tout le temps, au désespoir de ma mère qui ne savait plus quoi faire avec tant de fleurs! Puis, brusquement, il est parti pour Rabat pendant des mois, sans rien nous dire. C'était un affront à ma famille. Au bout d'un long moment, toujours sans nouvelles de lui, j'ai recommencé à sortir avec des amies, sans parvenir toutefois à l'oublier... Un beau jour, sans prévenir, il est revenu en envoyant une nouvelle fois ses tantes pour me demander en mariage... Ma famille a accepté malgré l'affront qu'il nous avait fait. Ce fut un beau mariage et nous étions heureux... Nous avons deux fils qui font notre joie.

Elle se remémore les années 2006-2007 :

J'essaie de me rappeler quand le changement d'Antar a eu lieu (...) Il y a d'abord eu du désordre, et peu après des attaques liées au coup d'État armé de juillet 2007¹⁵... D'un jour à l'autre, notre vie semblait s'effondrer (...). Quelques semaines après, la décision de l'Autorité palestinienne est tombée. Le personnel, surtout le plus haut placé, ne devait plus se rendre au travail tout en continuant à être payé. Antar ne pouvait donc plus se présenter au cabinet. Il aimait son métier d'avocat. L'inactivité le tuait à petit feu, car il ne pouvait pas envisager de faire autre chose. Pour tuer le temps, il allait au club de sport avec ses amis. Puis, peu à peu, il est devenu très jaloux et m'a rendu la vie misérable. Je n'étais autorisée à sortir avec personne sans lui, sauf pour me rendre au travail. Je pouvais aller voir ma mère en lui demandant la permission. Lui s'est rendu dans sa famille au Maroc avec notre aîné sans se soucier que je signe le permis de sortie. Je me suis rendu compte qu'il pouvait sortir librement avec les enfants dès lors qu'ils détenaient un passeport marocain, ainsi qu'une résidence au Maroc. J'avais peur qu'il ne revienne plus à Gaza!

(...) Depuis six mois, je dors avec mes deux enfants. Je ne peux pas supporter qu'il me touche. Il m'étouffe par sa présence, mais attend quand même que je me montre sexuellement consentante avec lui! Son comportement est devenu erratique... Parfois, je pense que les choses s'améliorent et puis il change à nouveau. Une nuit, il est devenu méchant et m'a insultée, affirmant que j'avais tué son fils volontairement (Sireen a fait une fausse couche quand il était en voyage). Il m'a bousculée et je suis tombée par terre en heurtant ma joue sur la table, je me suis blessée. J'ai pris la voiture et suis partie chez ma mère avec les enfants. J'y suis restée deux semaines. C'était la deuxième fois que je le quittais comme ça [...], c'est alors que j'ai songé au divorce. Antar a de la chance! Ma mère et ma famille l'adorent et l'excusent du fait du manque d'activité qui l'affecte profondément et modifie son comportement. Moi, je ne peux plus l'excuser. Je vais finir par le quitter, mais j'attends pour cela que ma mère et mes frères comprennent que je n'ai pas d'autre choix.

15 Après le succès du Hamas aux élections législatives, le gouvernement israélien, les États-Unis et la Commission européenne se déclarent contre le Hamas considéré comme une organisation terroriste. À leur tour, les organisations internationales gèlent les projets en cours. Le Hamas prend le pouvoir par la force en 2007. Maints de mes contacts considèrent que depuis ce moment, Israël impose un blocus hermétique. C'est alors que les effets dramatiques du blocus sur la société gaziote se font sentir.

Je pourrais quitter mon mari et enfin me libérer de ma souffrance en effectuant une déclaration à la police et en me réfugiant chez ma mère. Antar serait furieux que je porte plainte contre lui pour maltraitance et un scandale éclaterait. Depuis la mort de mon père, je dois faire attention à mon image dans la société. Dans notre Structure patriarcale traditionnelle gaziote, le pilier de soutien est le père. Maintenant, c'est mon frère aîné, qui doit assurer la protection de mon image et celle des enfants. Mes frères n'excusent pas la violence d'Antar envers moi, mais en même temps, ils veulent à tout prix éviter le scandale d'une séparation. Ils ont également peur parce que la condition de femme divorcée avec enfants est suspecte¹⁶. J'étais consciente que la "situation" n'allait pas changer du jour au lendemain, et que je devrais prendre une décision tôt ou tard, mon mari demeurant malgré tout le protecteur de la famille et de mon image. Malgré le fait qu'il me frappait et m'agressait verbalement, je préférerais encore cette situation à la perspective de rester seule. Je cherchais un motif solide pour le quitter, qui pourrait convaincre ma famille de me soutenir dans mon choix. Autrement je n'aurais pas pu le quitter. Finalement, j'ai découvert qu'il s'était marié et avait rendu son mariage public. Ainsi, c'est lui qui a précipité les choses en me fournissant un motif légitime de séparation.

Je lui parle encore après le divorce en 2016 :

C'est mon lot et je n'ai pas le temps de me plaindre... Je recommence à croire en la vie avec un avenir meilleur. La liberté à Gaza a des contraintes... je pense aux films égyptiens de Faten Hamama, "Je suis libre" et aux romans de femmes comme Leila Baalbaki et je me rends compte que dans ma réalité, l'idée d'une femme libre n'est qu'un rêve romanesque... J'ai des enfants et des obligations envers eux. Avec ma mère, je commence à rendre visite à quelques familles pour rétablir les liens sociaux que j'ai suspendus par peur des ragots, et pour permettre à mes enfants d'avoir des amis avec qui grandir. Un jour, eux aussi devront se marier et je dois être en mesure de chercher une épouse convenable pour chacun d'eux.»

16 Une femme que le mari ne veut plus. La communauté considère le divorce comme stigmatisant parce qu'on va penser qu'elle n'était pas une bonne épouse et c'est là la raison du divorce.

Bibliography:

Abu Nahle, Lamis, Penny Johnson & Annelies Moors. 2009. «Wedding and War : Marriage Arrangements and Celebrations in Two Palestinian Intifadas.» Dans *Journal of Middle East Women's Studies*, Vol. 5, n° 3, 11-35.

Adjamagbo, Agnès, et Anne-Emmanuèle Calvès. 2012. «L'émancipation féminine sous contrainte.» Presses de Sciences Po | «Autrepart», 2012/2 n° 61, 3 - 21.

Barakat, Halim. 1985. «The Arab Family and the Challenge of Social Transformation.» Dans Elizabeth Warnock-Fernea (ed.), *Women and Family in The Middle East*, Austin, University of Texas Press, 27 - 48.

Bucaille, Lætitia. 1998. *Gaza : la violence de la paix*. Éditions Science Po, Paris.

Bucaille, Lætitia. 2013. «Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence.» *Critique internationale*, 2013/3, n° 60, 9-19.

Cyrulnik, Boris. 2002. *Un merveilleux malheur*. Paris, Odile Jacob (1re édition, 2000).

Flores, Margarita et al. 2005. «Food security in protracted crises : building more effective policy frameworks.» Dans *Disasters*, vol. 29 Supplément 1 (2005) : S25-51. Alinovi, Luca et al. «Beyond Relief Food Security in Protracted Crises», FAO report 2008, Practical Action Publishing.

Muhanna, Aitemad. 2013. *Agency and Gender in Gaza*, 4.

Sen, Amartya. 1999. *Development as freedom*. Oxford University Press, New York.

Sen, Amartya. 1980. «Famines.» *World Development*, Vol. 8, no 9, 613-21.

Gayer, Laurent. 2018. «La “normalité de l’anormal” : recomposer le quotidien en situation de guerre civile.» *Presses de Sciences Po*, «Critique internationale», 2018/3 n° 80, 181 - 190.

Latte Abdallah, Stéphanie. 2005. «Subvertir le consentement. Itinéraires des femmes des camps de réfugiés palestiniens en Jordanie (1948-2001).» *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2005/1, 60e année, 53-89.

Lazarus, Richard et Folkman Susan. 1984. *Stress, Appraisal, and Coping*, New York, Springer.

Manciaux, Michel et al. 2001. *La résilience : résister et se construire*, Genève, Cahiers médicaux et sociaux.

Muhanna, Aitemad. 2013. *Agency and Gender in Gaza, Masculinity, Femininity and Family during the Second Intifada*, Oxfordshire/New York, Routledge,.

https://www.ochaopt.org/sites/default/files/hno_hrp_dashboard_2021.pdf

PCBS Violence Survey in the Palestinian Society, Preliminary Results, (2019).

Richards, Paul. 2004. *No peace, no war : an anthropology of contemporary armed conflicts*. Ohio, Ohio University Press.

Thébaud, Françoise. 2014. *Penser les guerres du XX^e siècle à partir des femmes et du genre. Quarante ans d'historiographie*. Clio, Women, Gender, History, 2014/1 (n° 39), 157-182.

Vlassenroot, Koen, Salomé Ntububa et Timothy Raeymaekers. 2006. «Food Security Responses to the Protracted Crisis Context of the Democratic Republic of the Congo.» Conflict Research Group, University of Ghent.

Post-face

Privileging “the Family” in Analysis of War:
A Provocation

P.110 FRANCES SUSAN HASSO



*Privileging
“the Family” in
Analysis of War:
A Provocation*

FRANCES S. HASSO

ABSTRACT

This essay argues against privileging “the family” as a unit of analysis or social formation in need of protection in the aftermath of war. Research approaches that foreground the family as a war and postwar unit of analysis too often overlook the fact that “crisis” is typically the regular shape of individual and familial life for the poor, working classes, and non-citizens in times of relative peace. The working and poor classes, whether in family units or outside of them, are less likely to be considered worthy of state protection and support before, during, or after war. Indeed, the males among them are the most likely to be compelled to serve in war. The poor and working classes are more likely to depend on overwork, whether they live in or outside families, and to experience poor housing, violence, illness, and early death. Research that focuses on family dynamics as people suffer and cope with the outcomes of war and displacement can easily miss less visible and more powerful systems and locations that dramatically shape options before, during and after war.

I am also cautious about privileging the family as a unit of analysis in the wake of war, given its ideological and material importance in larger society as a location of heteronormative reproduction, extraction, and accumulation of resources. The family, argues Kathi Weeks, “is enforced through economic constraint and juridical rule as well as through the manufacture of consent” (Weeks 2021, 2). Western feminist political theorists have shown that the relationships of women to political communities are mediated by their relations to men. In *The Traffic in Women: Notes on the Political Economy of Sex* (2012), Gayle Rubin, for example, argues that communities built on the exchange or gifting of girls and women between men reproduce labor power and generate surplus, a *relational* process that, through kinship, transforms sexual differences into a gendered system of power. Rubin argues, “Kinship systems do not merely exchange women. They exchange sexual access, genealogical statuses, lineage names and ancestors, rights, and people—men, women, and children—in concrete systems of social relationships” (Rubin 2012, p. 46). Carol Pateman in *The Sexual Contract* (1988) shows how the so-called “social contract,” which Western political philosophers argue is the basis of states, is a sexual contract between men of a certain class that includes women as subordinates in a heteronormative “private” sphere constituted at the same time as the “public.” Unlike other contracts in liberal society, in marriage “an ‘individual’ and a natural subordinate enter into a contract, not two ‘individuals’ (Pateman 1988, p. 55).

Marriage “is never a private contract between two persons” since it involves legal recognition and the distribution of resources and privileges (Warner 1999, p. 117). Feminist scholars in the Arab world and elsewhere have demonstrated that marriage, sex, and families are forged within established material and ideological strictures (Hoodfar 1997; Hughes, 2021). State-authorized forms of marriage and reproduction within them are dependent on citizenship, among other factors, making the family a matter of modern state interest and intervention (Joseph 2000). Most Arab states give men and not women the ability to pass on citizenship to non-citizen husbands and children from such relationships (Hasso 2011; Joseph 2000). Universally, religious and state legal systems link children to their fathers rather than their mothers and determine whether citizenship is determined by “blood,” place of birth, or nationality of the grandfather or father. Racial and not only gender ideologies inform such laws, particularly when marriage involves people from different ethnic, national, or religious groups and citizenship statuses (Sinke 1999). Arab states increasingly understand the authorized family unit as “the basic unit of a stable modern national order” (Hasso 2011, p. 14). Some of these societies have long produced crisis discourse about divorce rates (Kholoussy 2010). Powerful families, moreover, have often consolidated and expanded their political power and economic wealth by capturing the state, for example in the case of the Saudis, who collaborated with Western imperialists (Al-Rasheed 2013).

Sex and marriage have implications beyond the family no matter how intimate they may seem (Brennan 2004). Families are arrangements of economic-sexual exchange structured around housing, breadwinning, and reproducing the household and its members. The conditions of the usually legal contractual relationship of marriage and its responsibilities vary tremendously. Nevertheless, to understand families as political-economic units is to recognize that unequal labor extraction and accumulation are fundamental to them. Moreover, most people experience violence and exploitation within rather than outside intimate relations. Intimacy does not erase the material logic that underlies married families. Indeed, the affective and spatial dimensions of intimacy personalize familial relations to the detriment of meta-analysis.

Racialized non-citizen domestic workers, who perform eldercare, childcare, cooking and cleaning duties for low wages, are increasingly crucial to socially and biologically reproducing families and households (Dai 2017). Such “commodification of intimacy” is central to marriage and reproductive and household labor and is made more complex by cross-national migration (Constable 2009). States coordinate with each other and with capitalist enterprises to facilitate the import and export of migrant workers, expanding the range of extractive relations beyond families whose members are related by biology or law (Frantz 2008). Imported family workers experience high rates of “unnatural death” within their intimate workplaces in a country such as Jordan (Abder-Rahman *et al.* 2021). Migrant workers’ lives within host families and the families that send and receive them have become important concerns in “internal affairs” and international relations of states (Bergem 2006). Domestic workers, usually women, are dependent on and constrained by the intimate familial sphere in which they work and the host society’s legal and policing systems, even if the employer is not repressive. In her research on South Asian migrant women who worked in Kuwaiti households and converted to Islam, Attiya Ahmad found that conversion did “not eclipse existing kin-based and ethnonational differences that structure domestic workers’ asymmetrical and hierarchical relations with their employers” (Ahmad 2017, p. 147).

States and empires have historically adopted policies and laws that address intimate matters and police families because they are in fact not merely intimate (Donzelot 1979). Governments need families to reproduce, raise, and control children who will become workers, tax payers, soldiers, and caretakers. Empires and states engage in multiple ways in fertility and birth control practices to secure their military and labor needs (Dermici & Somel 2008). Depending on the context, a government may be concerned with high or low fertility rates, low marriage rates, or high divorce rates for similar reasons.

Demands to protect heteronormative families are often set up in zero sum terms against the economic, legal, and cultural needs of non-familial and non-heteronormative

relationalities (Warner 1999, 90-91). In situations of war and displacement in the Global South, other power matrices come into play for victims, including homonationalist (Puar 2013) and feminist reinforcements of Western imperialism. These systems do not quite serve the needs of victims of war who seek assistance outside the authorized family or who are queer sexual or gender subjects. Sima Shakhsari found that in small towns in Turkey where queer and transgender refugees were placed by UNHCR and the central government, narrow and essentialist “zones of recognition” subjected them to slow death by literally wasting their time and lives. She shows that recognition of rights violations is always arbitrary, contingent, and temporally limited, in that those sometimes considered worthy of being saved are at other times thoroughly disposable (Shakhsari 2014).

Family cohesion, no matter the features and qualities of particular families, can protect members to some degree in war and displacement, since these contexts typically lead to loss of state welfare services, destruction of infrastructure, economic devastation, scattering of friends, and divergence from prewar spaces of civic and social solidarity. Wars create political vacuums and destroy fragile social and economic networks that the poor and working classes especially rely upon. War and refugee settings, moreover, encourage the proliferation and retooling of new and old actors: militias, multilateral and foreign government aid organizations, missionary organizations, and host police and military forces. War and displacement diminish well-trod spatially bounded networks and relations even as they congeal others and produce new boundaries, paths, and spaces of sociality and work.

In civil wars, armed actors often commit sexual violence against “other” women, particularly when a conflict over resources or political power accentuates ethnic or religious differences, as was the case in Kenya in the 1990s (Nyamongo 2007). In their study of the Syrian war that began in 2011, Khuloud Alsaba and Anuj Kapilashrami write, “the scale of violence and the multiplicity of actors grew as the conflict progressed, exposing Syrian women and girls to... kidnapping, forced disappearance of women political activists and female members of families of male activists, executions, rape and other sexual violence, torture, enslavement, forced recruitment by militias, forced detention and denial of fair trials” (Alsaba and Kapilashrami 2016, pp. 7-11). Displacement to other countries pushed families worried about the economic and sexual insecurity of their daughters to compel them into marriages as teenagers (Ibid. p. 7).

Rosemary Sayigh found that in the cases of poor Palestinian refugees who fled to Lebanon after the 1948 expulsions, displacement and loss of land may have hyperbolized the importance of families as sources of cultural solidarity and material support in a hostile diasporic context (Sayigh 1979, pp. 127-128). State-imposed barriers to returning home and meeting with dispersed family members reinforced the impulse to rebuild families:

“All accounts of the early period show the refugees groping to re-establish family contacts and, in spite of the terrible conditions in the camps, neither the rate nor age of marriage fell” (Sayigh 1979, p. 128). Cathrine Thorleifsson (2014) found more recently that poor Syrian refugees in Lebanon expanded their notions of family to include non-kin in order to “cope” and survive.

Laila Farhood’s study of hundreds of families that survived the Lebanese Civil War (1975-1990) examines the impact of war-related “stress,” “coping,” and adaptation strategies and how war and insecurity are mitigated by “family resources” (Farhood 1999). She finds many negative impacts on mental health, especially for mothers dealing with “war separation” from husbands and “economic strain” produced by war (Farhood 1999, p. 194). Families of “lower socio-economic status” were the most likely to considerably reduce their “consumption of basic food such as meat, fish, and poultry during the war” (Farhood 1999, p. 198). Farhood concludes that “families with fewer economic constraints, higher educational levels, and higher satisfaction with their social support adapted more effectively” to the war (Farhood 1999, p. 201). Based on interviews with refugee women in Canada, Berman *et al.* (2006) show that the women carried the “disproportionate burden of the consequences of war,” largely because their preexisting responsibility to “care for, protect, and nurture their families” is intensified in hostile and unfamiliar conditions (Berman *et al.* 2006, p. 34). As with all refugees, trauma, alienation, social isolation, culture shock, lack of language knowledge, inability to access employment, lack of money, and limited or no legal status in host societies cause great suffering, including depression (Ibid. 36-39).

“Family” is a historically situated construct that has never had the same meaning for all its members, operated uniformly, or been legally defined in the same way. Actual families, moreover, are historically fragile in form and content. The violence, destruction and upheaval produced by war are obviously devastating for human and nonhuman life and ecologies that become targets of war. War produces new, intimate geographies and conditions, not all of which familial. We should be mindful of the fact that legal, policy, and aid interventions are fundamentally shaped by state interests in original and host societies and can easily reproduce if not exacerbate preexisting “public” and “private” inequalities.

Ethnographic “scaled down” research (Weeks 2021, p. 3) on family dynamics during and in the wake of war, including a focus on the agency, entrepreneurial effort, and creativity of family members, underplays the larger violent symphonic forces at work. These include the dangers posed by civilian aid organizations, governmental and non-governmental, which perpetuate bureaucratic and material violence on victims of war living in conditions of insecurity and deprivation. In an ideal world, war would

be addressed in ways that alleviate immediate suffering, address fundamental causes, and provide resources that allow people and communities to heal, rebuild, and have substantial input in setting priorities. Rehabilitative responses would, moreover, allow for a range of social solidarities in home and host settings and be sensitive to the complex needs of differently situated members of war-ravaged communities, rather than reduce them to the family.

Bibliography:

Abder-Rahman, Hassan A., Al-Soleiti, M., Habash, I.H. et al. 2021. "Patterns of Death among Migrant Domestic Workers in Jordan: Retrospective analysis of 63 cases in a tertiary hospital." *Egyptian Journal of Forensic Sciences* 11, 24. <https://doi.org/10.1186/s41935-021-00240-8>

Ahmad, Attiya. 2017. *Everyday Conversions: Islam, Domestic Work, and South Asian Migrant Women in Kuwait*. Durham: Duke University Press.

Alsaba, Khuloud and Anuj Kapilashrami. 2016. "Understanding Women's Experience of Violence and the Political Economy of Gender in Conflict: The Case of Syria." *Reproductive Health Matters: A Journal on Sexual and Reproductive Health and Rights* Vol. 24, No. 47: 5-17.

Bergem, Knut V. 2006. "The Role of the State in the in-Migration of Domestic Workers to Jordan and the GCC Countries." In: *Migration et politique au Moyen-Orient* [online]. Beyrouth: Presses de l'Ifpo, 2006 (generated 29 octobre 2021). Available on the Internet: <http://books.openedition.org/ifpo/4775>. ISBN: 9782351594780.

Berman, Helene, Estella Rosa Irías Girón, Antonia Ponce Marroquín. 2006. "A Narrative Study of Refugee Women Who Have Experienced Violence in the Context of War." *CJNR* Vol. 38, No. 4: 32-53.

Brennan, Denise. 2004. *Whats Love Got to Do with It?: Transnational Desires and Sex Tourism in the Dominican Republic*. Durham: Duke University Press.

Constable, Nicole. 2009. "The Commodification of Intimacy: Marriage, Sex, and Reproductive Labor." *Annual Review of Anthropology* Vol. 38: 49-64.

Dai, Diana. 2017. "Working on the Inside, Living on the Outside: Migrant Domestic Workers in Jordan." Undergraduate honors thesis. Duke University. Durham, NC. <https://dukespace.lib.duke.edu/dspace/handle/10161/14331>

Demirci, Tuba and Selçuk Akşin Somel. 2008. "Women's Bodies, Demography, and Public Health: Abortion Policy and Perspectives in the Ottoman Empire of the Nineteenth Century." *Journal of the History of Sexuality*, Vol. 17, Number 3 (September): 377-420.

Farhood, Laila F. 1999. "Testing a Model of Family Stress and Coping Based on War and Non-War Stressors, Family Resources and Coping Among Lebanese Families." *Archives of Psychiatric Nursing* Vol. XIII, No. 4 (August): 192-203.

Frantz, Elizabeth. 2008. "Of Maids and Madams: Sri Lankan Domestic Workers and Their Employers in Jordan." *Critical Asian Studies* 40:4: 609-638.

Hasso, Frances S. 2011. *Consuming Desires: Family Crisis and the State in the Middle East*. Stanford: Stanford University Press.

Hoodfar, Homa. 1997. *Between Marriage and the Market: Intimate Politics and Survival in Cairo*. Berkeley: University of California Press.

Hughes, Geoffrey F. 2012. *Kinship, Islam, and the Politics of Marriage in Jordan: Affection and Mercy*. Bloomington: Indiana University Press.

Kholoussy, Hanan. 2010. *'For Better, For Worse': The Marriage Crisis that Made Modern Egypt*. Stanford: Stanford University Press.

Joseph, Suad, ed. 2000. *Gender and Citizenship in the Middle East*. Syracuse: Syracuse University Press.

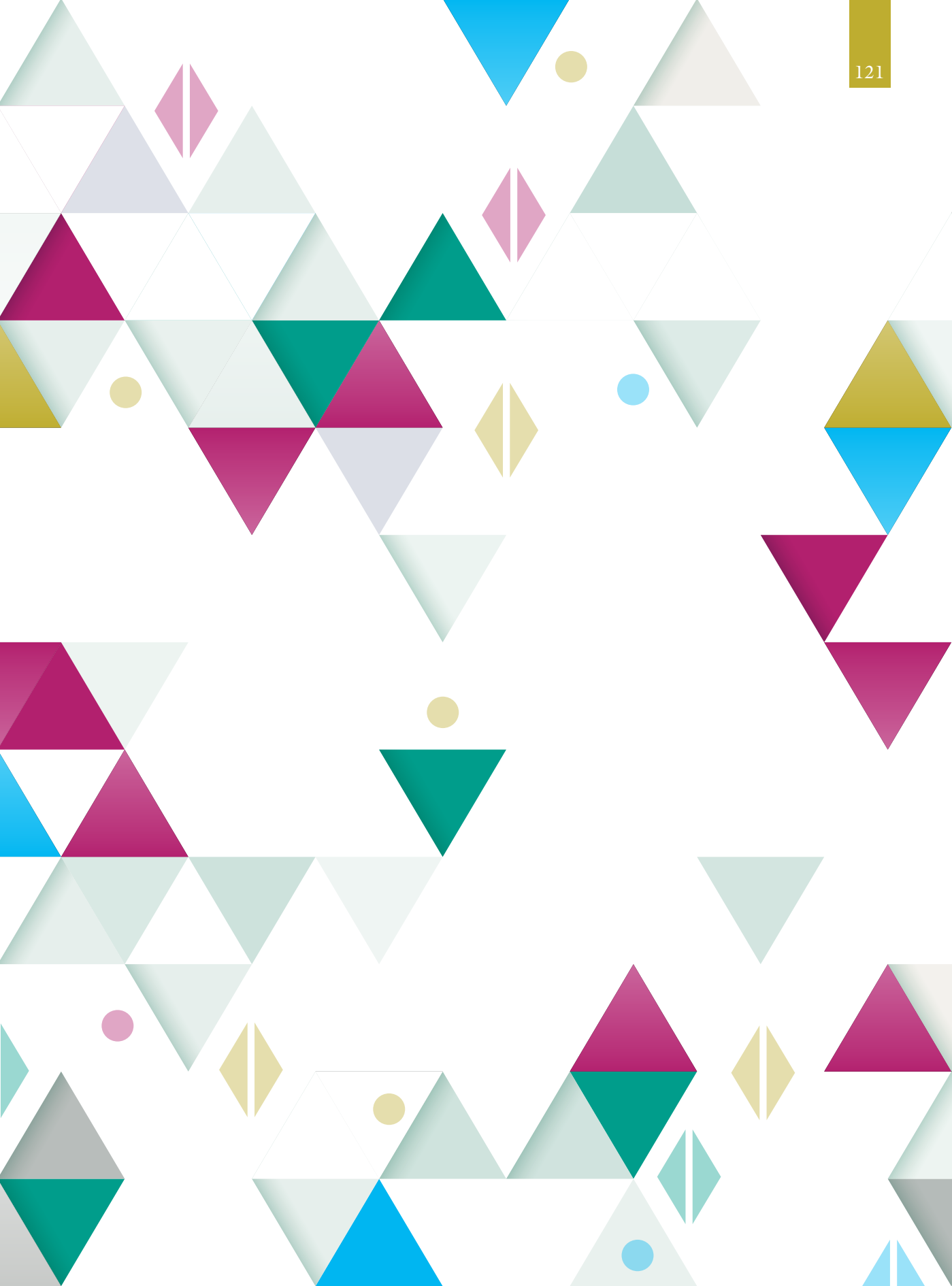
Nyamongo, Grace Bosibori. 2007. "Gendered Silence: Sexual Violence Against Women During Ethnic Conflicts in Kenya." *Asian Women* Vol. 23, No. 4: 61-74. <http://www.dbpia.co.kr/journal/articleDetail?nodeId=NODE01095217>

- Pateman, Carol. 1988. *The Sexual Contract*. Stanford: Stanford University Press.
- Puar, Jasbir. 2013. "Rethinking Homonationalism." *International Journal of Middle East Studies*, 45(2): 336-339.
- Al-Rasheed, Madawi. 2013. *A Moŕ Masculine State: Gender, Politics, and Religion in Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rubin, Gayle S. 2012. "The Traffic in Women: Notes on the 'Political Economy' of Sex," 33-65. In *Deviations: A Gayle Rubin Reader*. Durham: Duke University Press.
- Sayigh, Rosemary. 1979. *Paleŕinians: From Peasants to Revolutionaries*. London: Zed Press.
- Shakhsari, Sima. 2014. "The Queer Time of Death: Temporality, Geopolitics, and Refugee Rights." *Sexualities* 17, no. 8 (December): 998-1015.
- Sinke, Suzanne. 1999. "Migration for Labor, Migration for Love: Marriage and Family Formation Across Borders." *OAH Magazine of History*, Vol. 14, No. 1 (fall): 17-21.
- Thorleifsson, Cathrine. 2014. "Coping Strategies among Self-settled Syrians in Lebanon." *Forced Migration Review* (47): 23-25.
- Warner, Michael. 1999. *The Trouble with Normal: Sex, Politics, and the Ethics of Queer Life*. New York: The Free Press.
- Week, Kathi. 2021. "Abolition of the Family: the Moŕ Infamous Proposal." *Feminist Theory* (published online). <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/14647001211015841>

Varia

Recovery in Post-Conflict Tripoli: Towards
a Reconceptualization of Conflict,
Peacebuilding, and Development in Tripoli,
Lebanon

P.122 RYAN SAADE



*Recovery in
Post-Conflict
Tripoli: Towards a
Reconceptualization
of Conflict,
Peacebuilding, and
Development in
Tripoli, Lebanon*

RYAN SAADEH

ABSTRACT

Since the end of the Lebanese Civil War, Tripoli has endured one of the highest densities and frequencies of violent conflict and the highest levels of poverty in Lebanon. Despite its status as Lebanon's second largest and most impoverished city, the relationship between Tripoli's protracted conflict and underdevelopment is under-researched. To highlight and address this gap, this paper situates Tripoli's conflict context within existing scholarly approaches to violence, conflict, and development in divided societies. To do so, it draws upon nine interviews with practitioners working in Tripolitan civil society organizations at the nexus of peace, conflict, and development. This paper argues that the structural social, political, and economic factors that uphold the present state of "de-development" pose major challenges to local practitioners. It recommends a four-pronged future research agenda to address the theoretical and empirical puzzles that emerge from these exploratory findings.

INTRODUCTION

Since the end of the Lebanese Civil War, Tripoli has endured one of the highest densities and frequencies of violent conflict¹ and the highest levels of poverty in Lebanon and the broader region (UN Habitat 2016; UCDP 2021). Located 85 kilometers north of Beirut, Tripoli is Lebanon's second largest city with a population of approximately 500,000 residents,² and it features disproportionately high rates of poverty amongst the metropolitan population compared to other regions in Lebanon (UN Habitat 2016). From 2008 until 2015, Tripoli witnessed numerous rounds of armed clashes in the neighborhoods of Jabal Mohsen and Bab al-Tabbaneh, which killed 200 people and injured more than 2,000. In 2017, the city also endured spillover battles with Islamist militant groups involved in the Syrian conflict (SFCG 2020). While there has since been a seemingly stable peace between the conflict-affected neighborhoods, the collapse of the Lebanese economy in 2019 and subsequent crises have brought unchecked structural violence and have tested the limits of the peacebuilding and development practitioners in the city.

Despite growing scholarly interest in the connection between poverty and recurring communal violence, the role of (under)development in conflicts that are framed along ascriptive identity groups, and vice versa, remains relatively under-researched, especially in ostensibly "sectarian" conflicts. Although conflict and development research has advanced significantly at the aggregate level, it has not as thoroughly uncovered sub-national patterns of conflict or variations in the types, forms, and consequences of violent conflict (Justino, Brück and Verwimp 2013, 4). A large segment of the literature on poverty and conflict can be summarized by the following statement: "pervasive poverty makes societies more vulnerable to violent conflict, while conflict itself creates more poverty" (Bannon 2010, 14). Yet even with empirical evidence of a correlation, the specific relationship between poverty and conflict remains unclear, as poverty and underdevelopment themselves are not a guaranteed cause of violent conflict and depend drastically on context (Cramer 2003). Academic exploration of the relationship between underdevelopment and violent conflict has demonstrated that multi-dimensional approaches and contextual analysis are necessary to understand the particularities of this relationship in each setting (Cramer 2003, 2006; Stewart 2010; O'Gorman 2011; Langer, Stewart and Venugopal 2012).

1 Excluding external interventions, namely conflicts involving Israel and the Hezbollah-South Lebanon Army conflict.

2 "There is general consensus that Tripoli is the second-largest city in Lebanon in population terms after Beirut, though the exact population figures vary by geography and source" (UN Habitat, 2016).

There is limited scholarship on Tripoli in the fields of development and conflict studies, especially in comparison to the vast and comprehensive body of scholarship on such topics in post-war Beirut. This is partially due to Syrian-imposed restrictions on the Lebanese press during 1993-2005, i.e. the period when Syria exercised de facto control over the city (Gade 2015). To date, much of the knowledge production on contemporary conflict and development issues has come from non-governmental organizations (NGOs), whose reports have focused on violent conflict between the Bab al-Tabbaneh and Jabal Mohsen neighborhoods, the rise of political Islamism within the city's politics, or socio-spatial practices in the Tripoli urban area (Lefèvre 2014; Gade 2015; Micocci 2016; UN Habitat 2016; Knudsen and Gade 2017). A recent focus on analyzing the socioeconomics of sectarian conflict in Lebanon still largely articulates a return to class-based conflict as a stand-in for sectarian conflict, rather than an application of the ways sect and class are mutually constitutive, dynamic social entities. While studies that engage with the multi-level relationships between conflict and development dynamics in Tripoli exist, this scholarship is limited in quantity (Abou Mrad *et al.* 2014; Micocci 2016; Younes 2016; Al Ayoubi 2017; The Fares Center 2018).

This is particularly concerning when considered alongside the most visible analyses of the city, which generally frame the socio-economic and political setting in Tripoli's conflict-affected areas on a spectrum from regional proxy violence to sectarian violence or assume that poverty and sectarian violence have a self-explaining relationship. However, existing scholarship tells us that not all conflicts become violent and not all impoverished cities suffer from communal violence (Cramer 2003; Willis and Rask 2018; Cammett 2019). Prevailing explanations assume that sectarianism drives the conflict in Tripoli, that inequality and underdevelopment drive sectarianism (and thereby conflict), and that conflict in turn drives underdevelopment. While such explanations can facilitate practical analysis of the conflict, I argue it is necessary to disentangle these assumptions as they can also impede analysis of nuanced dynamics and mediating factors. Even so, these assumptions continue to shape the approaches of international donor organizations and international NGOs to peacebuilding and development interventions in Tripoli.

To deepen our understanding of the landscape and the challenges facing peacebuilding and development in contemporary Tripoli, this paper seeks to put insights from Tripolitan civil society practitioners in perspective with empirical and theoretical literature in the interdisciplinary fields of conflict and development studies. To do so, I identify and evaluate the challenges local practitioners are facing as they seek to address conflict in the urban region, as well as their understandings of conflict and development dynamics in the city. I also identify in which ways these circumstances may or may not be explained by existing theories of post-war development and identity group-related conflict. Thus, in contributing to the literature on contemporary Tripoli, this paper nuances current

theories on post-conflict development using Tripolitan civil society as a case study. While this paper does highlight gaps in existing analyses of conflict processes in Tripoli, as well as their implications for program design and implementation, its primary focus is the ways in which local “doers” of peacebuilding and conflict response understand the factors shaping their environment.

To answer these questions, I take a meso-level approach to analyze both processes of conflict and efforts to prevent and respond to conflict within the post-war development context in Tripoli (Mac Ginty 2019). I first review the academic literature on post-conflict development, socio-economic inequality and conflict, and sectarian violence. I then situate a history of conflict and development in Tripoli within a broader history of uneven development in Lebanon in both the pre- and post-war periods. I then explore the perspectives of practitioners working in peacebuilding and development organizations in Tripoli, evaluating the common themes against existing reports and sources. Finally, I conclude with a future research agenda based on this analysis.

METHODOLOGY

This paper builds upon and connects scholarship in conflict and development studies to scholarship on Tripoli.³ To this end, I employed a mixed-methods approach, drawing from existing reports, news articles, and analyses of conflict and development in Lebanon, as well as semi-structured interviews to conduct a case study of organizations working on peacebuilding and development in Tripoli. This paper refers to organizations working in these fields, as well as their employees, as “practitioners.”

In best practice for post-war reconstruction, development, and peacebuilding interventions, there is an academic and policy consensus that “local” participation increases the effectiveness of projects, reduces costs, and is more sustainable than external intervention (Mac Ginty and Hamieh 2010). While the frame of the “local” has been critiqued for its tendency to both overestimate and disregard local capabilities and for its treatment of the “local” as a monolithic entity, this paper follows the view that local approaches to development and post-conflict recovery are vital to the success of such efforts (Mac Ginty and Hamieh 2010; O’Gorman 2011). Local approaches “demand that external and national actors pay attention to the complexity of circumstances” within a given area, and these insights are valuable components of peacebuilding and development analysis (Mac Ginty and Hamieh 2010, 61).

3 This paper is based on research conducted for the author’s postgraduate dissertation at SOAS University of London. This project received ethical approval per SOAS Research Ethics Policy and Procedures.

Further, actors who constitute “the local” are diverse and, especially in post-conflict settings, cannot be reduced to a separation between civil society and state: Many individual actors “take on a mix of roles in their environment” (Pouliny 2005; O’Gorman 2011). The interlocutors I spoke with represent these fluctuating roles: All had worked for or in cooperation with international states and organizations or were funded by international donors; some had worked in a variety of capacities for the state, local NGOs, and/or INGOs. Interviewees remarked that local beneficiaries’ perceptions of practitioners were shaped more by practitioners’ class signals, attitude towards locals, and the trust developed over time, rather than strictly by organizational or professional affiliation.

In addition to exploring local participation in peacebuilding efforts, this paper analyzes the meso-level processes of conflict and development in Tripoli, focusing on processes which take place at the community level or at the level of social groups and organizations (Balcells and Justino 2014). Conflict analysis is highly context-specific and requires inquiry around specific projects and programs, how their design responds to the conflict situation, and how their evaluation is inclusive of alternative forms of successful development (O’Gorman 2011, 57). The meso-level approach—particularly helpful for understanding approaches to conflict resolution, peacebuilding, and development at the program and project levels—rectifies this shortcoming (O’Gorman 2011, 56).

As Tripoli’s conflict and development dynamics diverge from other urban areas in Lebanon at the meso-level, there is debate as to whether Tripoli’s situation is “exceptional” (Gade 2015; SFCG 2020; Ibrahim *et al.* 2021). To understand the way development and local conflict dynamics both manifest uniquely and share characteristics with contexts elsewhere, it is necessary to investigate their coevolution and interplay.

To explore this, I conducted nine semi-structured interviews with representatives of Lebanese organizations working on the intersections of conflict and development. These interlocutors were selected using purposive and snowball sampling, based upon the following criteria: the entity is a (1) Lebanese civil society organization (CSO) or multi-organization initiative (2) with an office or operational staff based in Tripoli (3) whose mission focuses on either development or peace and conflict. The interviews were conducted virtually, recorded, transcribed, and analyzed. All interviews were anonymized. I then cross-referenced the emerging patterns and themes from the interviews with the desk research to draw conclusions about the relationship between

conflict and development, the landscape facing local civil society⁴ organizations working on both indirect and direct conflict programming, and recommendations for future research agendas.

BRIDGING CONFLICT AND DEVELOPMENT, CONCEPTUALIZING RECOVERY

This section situates contemporary Tripoli within the academic literature on development in post-conflict societies and the intersections of development and post-conflict reconstruction in divided societies. As a site of protracted urban conflict in a post-conflict state, Tripoli is a city at once post-conflict, pre-conflict, and in conflict (The Fares Center 2018). It is pre-conflict in that there is a potential absence of visible violence, despite the possibility or anticipation of its occurrence. It is *post*-conflict in that the contemporary context traces many of its roots to the Lebanese Civil War and the failures of the ensuing reconstruction period. It is in conflict in that there is an absence of a fully *positive* peace; moreover, the failures of development can constitute a form of structural violence against Tripoli's residents. Scholars note that developmental factors can be triggers for violence, the end of violence, and post-conflict reconstruction, as well as vehicles through which structural and systemic violence may be perpetuated (Mac Ginty and Williams 2009, i).

While conflicts can become more or less violent, there are few truly “post-conflict” situations—wherein conflict ceases to exist altogether—and the characteristics of many “post-conflict” contexts deviate substantially from one another (Junne and Verkoren 2004; Brown, Langer and Stewart 2008). While “post-war” as a term can bring additional specificity (Suhrke and Berdal 2013, 6), for the purposes of this case study, I use “post-conflict” since the distinction between violent conflict and war in Lebanon's context is blurry, and many instances of post-conflict violence may also be defined as small-scale wars in their own right. Although the beginning of Tripoli's marginalization long preceded the Lebanese Civil War, many of the factors shaping the contemporary context can be traced to the failures of the post-war reconstruction era.

Poorly designed or managed post-war reconstruction often has far-reaching ramifications for the nature of the post-war society, some of which may be negative (Cramer 2006; Mac Ginty and Williams 2009). Because many conflicts have significant socio-economic roots, “attempts to return the economy to its pre-conflict state may perpetuate the

4 This broadly follows the Beyond Group's definition of CSOs: “orgs working to promote intra-sectarian cooperation, civil participation, and inclusion in the governance and political order in Lebanon. This definition includes only a subset of a broader civil society sphere that incorporates partisan organizations, faith-based organizations, unions, and others.” (TransTec and Beyond R&D, 2015).

economic grievances underlying conflict in the first place” (Brown, Langer and Stewart 2008). Negligent post-conflict development brings significant risks in divided societies, as empowering local interlocutors may reinforce divisions and may unintentionally favor majorities or minorities (Brown 2004, 113).

Lebanon illustrates the consequences of poorly implemented development. The neoliberal post-war reconstruction enmeshed rent-creation⁵ and rent-seeking behavior with sectarian clientelism, fusing them in the core of the Lebanese political and economic systems. The entanglement of rents, sectarian politics, and elite patronage networks has led to a state of “de-development” in Lebanon, a term coined by Roy,⁶ wherein the “economy is deprived of its capacity for production, rational structural transformation, and meaningful reform, making it incapable even of distorted development” (Roy 1999, 65; Sharp 2020, 7). In the case of Lebanon, post-war reconstruction did not lead to a new social contract or trickle-down development, but instead resulted in a confessional-rentier system that deepened the roots of the economic crisis and de-development in the country.

UNEVEN DEVELOPMENT OR “IDENTITY-BASED” CONFLICT?

Broadly speaking, conflict dynamics in Tripoli appear to reflect “an intensified and accumulated version” of contemporary national conflict dynamics in Lebanon and escalation of geo-political rivalries (Larkin and Midha 2015; Younes 2016). Yet, Tripoli distinguishes itself from Lebanon’s other regions both in density and frequency of violent conflict, as well as the marginalization it endures from state institutions, political leaders, and economic investment (Younes 2016). Over the past four decades, Tripoli’s regional economic standing has deteriorated, in part due to the rise in inter-communal “sectarian” violence and regional conflicts. Alongside this socio-economic decline, poverty and social tension have increased, leading to some fundamentalist radicalization and heightened focus on this issue in grey literature (Lefèvre 2014; Younes, 2016).

In most civil conflicts, the intensity of violence stems from “visible and felt inequalities at the local level” rather than the extremes of inequalities, meaning those between

5 Rents are “broadly defined as income derived from ownership or control over a limited asset or resource” (UCL, 2019).

6 The term “de-development” is borrowed from Sarah Roy, who coined it in the context of Israeli dominance over the Gazan economy: “De-development [...] is the deliberate, systematic deconstruction of an indigenous economy by a dominant power” (1995, 4). In other works, and as cited above, Roy does not limit the term’s applicability to settler-indigenous relations (1987, 1999). Roy argues that, surpassing underdevelopment, de-development undermines the emergence of development processes entirely. Here, I adopt Roy’s broader definition and apply it to the context of Lebanon as suggested by Sharp (2020).

the richest and poorest segments of the population (Cramer 2003, 405). While most indicators of poverty evaluate vertical inequalities, or differences between individuals or households in a given society, there is strong evidence that the presence of horizontal inequalities (HIs)—inequalities between culturally defined groups—significantly raises the risk of conflict in a given setting (Stewart 2010). This theory is of relevance to Lebanon, which is broadly characterized by horizontal inequalities between regions, as well as inequalities—real and/or perceived—between sects (Makdisi 2004; Salti and Chaaban 2010; Traboulsi 2012; Sanchez 2018).

In the conclusion of a report on sectarianism and development in Lebanon, Christophersen (2018, 1) optimistically writes: “When all Lebanese start to receive protection, social services, and opportunities for education and public sector employment from the state, they will no longer be dependent subjects of a sect leader who is now satisfying many of these needs.” However, this assumes a good-faith positioning of the government vis-a-vis sectarian leaders. In practice, the governance system is built upon horizontal deals among oligarchs, underpinned by vertical patronage networks within each sectarian community (Diwan and Haidar, 2019). These politicians and sectarian leaders rely on one another to sustain the sectarian system which grants them legitimacy and ensures their continued power at the expense of effective national development (Dibeh 2005; Diwan and Haidar 2019). The three main dimensions of inequality in Lebanon may thus be summarized as (1) the clientelistic-rentier system, (2) the vertical inequality between the rich and poor, and (3) geographical inequality between Lebanon’s more developed urban centers and underdeveloped rural peripheries (Christophersen 2018).

Power-sharing agreements, as in the case of Lebanon, are often correlated with a reduced likelihood of conflict (Stewart 2008, 2010). Where HIs have been a major cause of conflict, scholars argue that post-conflict development must include policies that focus on reducing HIs (Langer, Stewart and Venugopal 2012). Yet for Lebanon, where the power-sharing system is disincentivized from “desectarianizing” social relations, the opposite occurred (Sanchez 2018). State policies in the post-war period worsened HIs between Tripoli and Lebanon’s other urban regions. Furthermore, sectarian power-sharing models may prevent equitable development because they require consensus on nearly every decision (Christophersen 2018).

Economic inequality cannot be separated from the social, political, cultural, and historical. Cramer (2003, 404) argues that it is the “historically established social relations that lie behind observable manifestations of inequality [that] are more important, for understanding the consequences of inequality, than those manifestations themselves.” The perception of unevenness or inequality is just as important as its existence, especially in societies with identity-based divisions where groups may

interpret difference or relative deprivation through an identity-based lens (Mac Ginty and Williams 2009, 6; Stewart 2010).

In the context of Lebanon, I will conceptualize sects as “social entities” whose bounds and construction are continually being negotiated and whose salience may increase or decrease at any given time (Traboulsi 2014). Many sectarian conflicts that are putatively religious in nature or character are found to primarily implicate factors such as “political power, economic resources, symbolic recognition, or cultural reproduction” (Brubaker 2015, 1). “Sectarianism”—or, more descriptively, “sectarian conflict”—can be understood as the politicization of religious difference (Cammatt 2019). Yet, as with poverty, the mere existence of communal identity—sectarian or other—does not automatically lead to violent conflict. Thus, the question arises of which factors lead to sectarian identity being politicized as a locus of conflict (Cammatt 2019). While the conflict in Tripoli is frequently labelled as sectarian violence, it is uncertain to what extent politicized identity or perceptions of relative deprivation vis-a-vis other sects plays a role in the violence.

THE TWENTIETH CENTURY: TRIPOLI'S LONG DOWNTURN

The context of the formation of the Lebanese state and the Lebanese Civil War thereafter is crucial to understanding Tripoli's contemporary development and conflict dynamics. These dynamics can be traced from Ottoman rule in the nineteenth century through the rapid economic and political marginalization of Tripoli in the wake of World War I with the creation of mandatory Lebanon. Following the war, the coalescence of rentierism with sectarian clientelism in the Lebanese political system exacerbated the developmental neglect that allowed the conflict between Bab al-Tabbaneh and Jabal Mohsen to protract long after the war officially ended.

Throughout the Ottoman Empire, Tripoli was a provincial capital and a major port of Syria (Reilly 2016). Yet, towards the end of the Ottoman era, two trends emerged that would have lasting impacts on the development of Tripoli and Lebanon. First, beginning in the seventeenth century, the rise of competing ports along the Eastern Mediterranean challenged Tripoli's role as a central port (Abou Mrad *et al.* 2014). This marked the beginning of a long period of decline in strategic, economic, and political standing, which would continue more or less uninterrupted until the present day (Reilly 2016, 2017; Knudsen and Gade 2017). Second, outside of Tripoli, conflict in the Mount Lebanon region would lay the roots of Lebanese sectarianism. These conflicts led to uneven access to socio-economic privileges that primarily benefited Maronite Christians and then the Druze (Makdisi 2000; Traboulsi 2014, 19). Among other impacts, this was reflected in different levels of growth between the urban center and the peripheral regions, including unequal access to “development, resources, state services, knowledge and health” (Traboulsi 2014, 19).

With the breakup of the Ottoman Empire following World War I, these trends continued and were aggravated by the birthing pains of the new Lebanese state. French divide-and-rule policies during the mandate period incited the beginnings of widespread politicized ethno-religious identity in Lebanon (Makdisi 2000; Traboulsi 2014). Incorporated into the new Lebanese state, Tripoli both was isolated from Syrian trade and marginalized from the regional center of Beirut (Abou Mrad *et al.* 2014; UN Habitat 2016). Initially, Tripoli's residents met separation from Syria and inclusion in Lebanon with resistance (Younes 2016; Knudsen and Gade 2017). This has led some observers to argue that Tripoli has been deliberately excluded from the Lebanese state or punished for the initial resistance to the formation of the Lebanese Republic (Ibrahim *et al.* 2021). Others, however, argue that this analysis exceptionalizes Tripoli, as multiple sects and areas similarly protested the Lebanese state's creation, and that Tripolitans readily participated in the newly formed government (Traboulsi 2012, 75; Ibrahim *et al.* 2021).

Following Lebanon's independence, the National Pact of 1943 further solidified a parliamentary power-sharing system with representation allocated on the basis of sectarian affiliation. Cumulatively, these foundational documents codified sectarian identity into the very framework of the Lebanese political system, requiring political representation to be constantly mediated by confession. By the mid-century, fueled in part by population growth from rural immigration, Tripoli was experiencing significant socio-economic marginalization from the urban center and capital and was cited as the country's poorest city, even as Lebanon benefitted from a relatively stable and growing economy (Makdisi 2004; Knudsen 2017). In 1955, the flood of the Abu Ali river, which "separates the northeastern section of the city, traditionally inhabited by the lower-income population of Bab al-Tabbaneh and Jabal Mohsen, from the historic city center towards the south," led to deepening socio-spatial segregation (Micocci 2016). In the aftermath of the flood, reinforced concrete walls were built alongside the river, leading to the demolition of approximately 2,000 residential units and displacing many (Nahas and Yahya 2001). This led to vast environmental damage, deepening impoverishment, and the disruption of urban life alongside the river (Micocci 2016). Upper-class families left the "old city" and developed neighborhoods south of the river, while migrants from rural areas settled in the city center (Nahas and Yahya 2001; Abou Mrad *et al.* 2014; UN Habitat 2016).

In 1968, the Rashid Karami International Fair was established near the central business district and less than a kilometer away from the seaside, "aimed at promoting Tripoli as the city of modernization and recreating Tripoli's role in the region" (Abou Mrad *et al.* 2014). Although nearing completion when the civil war broke out, it has not been worked on significantly since the 1970s (UN Habitat 2016). Throughout the 1970s Tripoli lost its former role as the main maritime port of central Syria to Tartus, all while losing port market share within Lebanon to Beirut (UN Habitat 2016).

While Lebanon's macroeconomic outlook during the 1960s and early 1970s appeared to grow, sub-national development was becoming increasingly uneven by region, class, and sect (Makdisi 2004; Traboulsi 2012). These growing sect-based socioeconomic disparities strained the country's confessional political system. From 1975-1990, the country endured a series of internationalized battles and wars that would come to be known as the Lebanese Civil War. In Tripoli, this manifested in several leftist and rejectionist political movements, which would come to be involved in the armed conflicts from 1975 onward (Younes 2016; Knudsen 2017). Uneven socio-economic development was only one factor contributing to the war's onset. Yet, once conflict was in motion, the spoils of the war economy became a primary driver of the conflict, alongside the fuel of sectarian violence and the "multiple and persistent" external military and financial interventions (Makdisi 2004, 6).

In November 1976, the Syrian army entered Tripoli and began to exert control over the city and the surrounding region, creating "alliances, conflicts and divisions still present in Tripoli today" (Gade 2015, 20). Prior to the 1970s, Alawis and Sunnis in Tripoli and in Bab al-Tabbaneh belonged to roughly the same social strata and political realm. However, amid increasing polarization between parties and movements closer to the PLO and aligned with Syria, the politicization of identity began, with Tripoli's political field split "between winners and losers of the Syrian presence" (Gade 2015, 20).

The Islamic Unification Movement, a Sunni anti-Syrian party and militia, briefly held a foothold in the city, and even after its defeat in 1985, former members continued to fight the Syrian occupation in Lebanon (Younes 2016). This in part led to the 1986 Bab al-Tabbaneh massacre, enacted in retaliation by Syrian powers in alliance with the mainly Alawite Arab Democratic Party (ADP), which continues to play a key role in collective memory (Milligan 2012; Kortam 2017; The Fares Center 2018; UN Habitat and UNICEF Lebanon 2018). These initial clashes which took place in the 1980s between Jabal Mohsen and Bab al-Tabbaneh would evolve into an intractable conflict. By the end of the civil war, many old city inhabitants moved to the suburbs during a construction boom. As the city expanded outwards, the socio-economic conditions in the city center continued to deteriorate. With outmigration of Maronite Christians during the war, the city lost its multi-confessional makeup, with a post-war composition of nearly 90% Sunni Muslims and a substantial minority of Alawites in the Jabal Mohsen neighborhood (UN Habitat 2016).

Nationwide, fighting brought an estimated \$25 billion in physical damages, more than halved Lebanon's GDP, killed over 150,000 people, and displaced approximately 800,000 (Knudsen and Yassin 2013). Most of the fighting and resulting infrastructural damages took place in the Beirut theater of the war. Yet Tripoli, too, had suffered, with progressive deindustrialization and closure of infrastructure services such as the railway, fairgrounds,

and refinery (UN Habitat 2016). Already marginalized pre-war, Tripoli “fared worse relative to the national average in the country’s post-1975 downward economic spiral” (UN Habitat 2016, 45).

CONFLICTUAL DEVELOPMENT IN LEBANON’S RECONSTRUCTION ERA

The war in Lebanon formally ended with the signing of the Ta’if Agreement in 1989. Ta’if allowed continued Syrian dominance over Lebanon’s security and foreign-policy posts while allowing then-Prime Minister Rafic Hariri to lead the economy and reconstruction process (Sharp 2020). To implement such plans, Lebanese leaders had to be mindful of and maneuver around Syrian economic interests and stakes in Lebanon (Osoegawa 2013, 74, 132). This has led some observers to suggest that Syrian powers deliberately hampered economic and infrastructural development in the reconstruction period (Milligan 2012; Ibrahim et al., 2021). However, this does not explain the lack of local investment from wealthy Tripolitans—that is, it does not account for why “capitalists are not courageous enough” to invest in the city (Ibrahim et al. 2021).

The failures of the Lebanese reconstruction period demonstrate that “rebuilding can play a central part in maintaining conflict” (Sharp 2018). The concentration of reconstruction investment and efforts in Beirut furthered instability and conflict in Lebanon, and post-war reconstruction catered primarily to elite society while undeserving and further marginalizing peripheral regions (Traboulsi 2014). A sole private company, Solidere—founded by then-PM Hariri—was given authority to reconstruct the city center. There is much scholarship investigating the political economy of the Solidere-led reconstruction, which finds Solidere was “at the heart of the spiraling levels of national debt, and contributing significantly to the state’s fiscal crisis, corruption and social inequality” (Sharp 2020). Solidere was only accountable to the Council for Development and Reconstruction (CDR), an entity founded in the early years of the war with unprecedented power to direct the country’s reconstruction (Baumann 2017). Despite the National Physical Master Plan for the Lebanese Territory (2005) requiring the CDR to plan for nationally balanced development, recent studies have shown that procurement for CDR funds is uncompetitive and that the government’s distribution of development assistance funds to municipalities is balanced across sects but not justified on the basis of need (Salti and Chaaban 2010; UN Habitat 2016; Atallah et al. 2020). This is particularly troubling as public infrastructure spending has been shown to worsen inequalities between districts, rather than promote equitable development (Sanchez 2018). As Lebanon has one of the worst public infrastructure systems in the world even prior to the current crises, reliable access to resources, including electricity and water supply, declines outside the capital (Sanchez 2018).

The rentierization of the Lebanese economy in the post-war period was and continues to be a driving factor of uneven and underdevelopment in Lebanon. Economic rents as a share of GDP rose from 9% to 23% between 1990 and 1998 to be one of the highest in the world (Traboulsi 2014). The confluence of the profitable reconstruction period with Gulf rentierism contributed to the emergence of a rentier-capitalist upper class that possesses most of the country's wealth (Baumann 2016, 2019). In 2019, the top 10% of the adult population received 55% of the national income of Lebanon on average; recent estimates put that share above 70% (Assouad 2019; Cornish 2020). The failed post-war development approach worsened inequality and sowed the seeds for the present financial collapse via profit-driven debt mismanagement, leading to "the survival of the war economy" and an overall situation of de-development (Dibeh 2005; Srouji 2005; Gaspard 2017; Christophersen 2018; Chaaban 2019).

Lebanon's wealth gap is particularly stark in Tripoli, where despite being the most impoverished city, there is also a high proportion of millionaires and billionaires (Ibrahim *et al.* 2021). Tripoli is home to numerous super-wealthy families, including the Mikati and Safadi families, who have established philanthropic foundations to support development projects in the city (Traboulsi 2014; Cornish 2020). Political patrons control security, service provision, and access to public goods encompassing water, electricity, and employment, and have powerful leverage for influence of deprived urban youth (Knudsen 2017). In the inner city of Tripoli, with its high degree of state retrenchment and violent conflict, private foundations have stepped up to dispense aid through patronage networks in place of public social services.

PROTRACTED CONFLICT IN THE TWENTY-FIRST CENTURY

In 2005, following popular pressure in response to the assassination of PM Hariri, the Syrian army withdrew from Lebanon, dividing Lebanese political society into pro- and anti-Syrian camps. Hariri's assassination led to a political shakeup in the Sunni leadership in Lebanon, which profoundly impacted Tripoli as politicians could not establish a unified approach to Tripoli's political and socio-economic challenges (Younes 2016, 11). The vacuum in religious and political leadership led to alternative political-sectarian institutions competing to represent various parts of the Tripolitan Sunni community (Younes 2016). In a system which predicates public service and infrastructure on patronage politics, this has proven detrimental for residents with rising neglect of the population's basic needs (Younes 2016; Knudsen 2017).

The fomenting divisions did not turn violent until May of 2008, when clashes in Beirut triggered fighting between primarily-Sunni Bab al-Tabbaneh, Qobbeh, and Beddawi on the one hand and primarily-Alawite Jabal Mohsen on the other (Al Ayoubi 2017,

13). In 2013, twin car bombs—the two deadliest since the civil war—struck Tripoli’s al-Taqwa and al-Salam mosques during Friday prayers, sparking rounds of retaliatory violence (Larkin and Midha 2015, 182). The Syrian uprising in 2011 exacerbated these clashes, which intensified with the arms proliferation that regional players in the Syrian conflict sponsored (Al Ayoubi 2017, 13–14).

These clashes were eventually contained in March 2014, with a government security plan deploying Lebanese Armed Forces (LAF) troops to Tripoli; however, this plan did not address systemic issues underlying the conflict or the city’s developmental needs and therefore did not bring a holistic peace (Al Ayoubi 2017; Knudsen 2017). Further, some are suspicious that it was the security plan that was truly responsible for quelling the violence, speculating about backdoor deals or other forces at play and questioning the role of the LAF (The Fares Center 2018). Still, street violence and the threat of future armed clashes continue to impact residents’ daily lives, and the area’s securitization intensifies a combative environment (Larkin and Midha 2015).

Since 2019, Lebanon has experienced an ongoing financial crisis which has been worsened by the COVID-19 pandemic and the August 2020 Beirut Port explosion. The Lebanese pound has lost around 90% of its previous value in the past two years, marking one of the most severe economic crises globally since the mid-nineteenth century (El Dahan and Bassam 2021; World Bank 2021). The World Bank estimates that in 2020, real GDP contracted by 20.3%, with GDP per capita falling by about 40% in dollar terms—a contraction so brutal it is usually associated with conflicts or wars (World Bank 2021). Because the Lebanese state failed to develop stable infrastructure, residents rely on private water trucks and generators, yet with the spiraling financial crisis, these commodities’ supply chains are interrupted, and much of the country is plagued by shortages of fuel, electricity, medicine, food, and other necessities (Christophersen 2018; Eltahir 2021; Eltahir and Abdallah 2021).

In March 2021, the UN estimated that nearly 80% of the Lebanese population lived in poverty, with extreme poverty reaching an estimated 36% (UN OCHA 2021). For Tripolitans, among whom pre-2019 poverty levels were estimated to be above 60%, the economic situation has deteriorated drastically. As one interviewee described it: “the economic crisis has had its lion’s share in Tripoli.”

Somewhat surprisingly, a 2020 Search for Common Ground conflict analysis study found that sectarian divisions, despite their prominence in media, went unmentioned by focus groups and key informant interviews (SFCG 2020). While this might suggest increased social cohesion and unity, a less optimistic outlook might suggest that economic and social issues have temporarily overtaken political issues and that social tensions nevertheless arise from economic hardship (SFCG 2020, 44, 32). I now turn

to a meso-level analysis of civil society stakeholders to unpack the ambiguities and challenges of conflict-sensitive programming in Tripoli.

SITUATING TRIPOLI WITHIN THE CIVIL SOCIETY LANDSCAPE IN LEBANON

Myriad Tripolitan civil society organizations are working to promote development and peacebuilding at a local level, and Lebanon has one of the liveliest civil society landscapes in the Arab world. Non-state providers of welfare—whether NGOs, private foundations, or sectarian associations—often feature more prominently in the everyday lives of the poor than the state (Cammett 2015, S76).

Lebanese CSOs focus more on services and local development than policy issues (Seyfert 2014; Transtec and Beyond R&D 2015). Since the early 2000s, the quality of government-provided social services has deteriorated, prompting CSOs to focus on providing basic services to citizens, expanding to refugee communities following the Syrian crisis in 2011 (Transtec and Beyond R&D 2015). Surveys found that over 78% of CSOs do not closely follow their mission statements, with most NGO survey respondents multi-selecting a majority of all possible answers in a list identifying their activities (Seyfert 2014; Transtec and Beyond R&D 2015). The majority of CSOs work at the national level, with under 40% consisting of local or community-based organizations (Transtec and Beyond R&D 2015).

International development aid, especially post-1990s, has increasingly focused on issues of peacebuilding, conflict resolution and prevention, and security (O’Gorman 2011). The rise of a dominant policy discourse which advocates for a joint peacebuilding-development agenda has contributed to an aid landscape replete with NGO-led peace and development projects and funding for “quick-impact economic and public works projects to promote peace dividends,” with significant scholarly and practitioner debate regarding their impacts and efficacy (O’Gorman 2011, 66). While international organizations and INGOs regard local civil society as “a key transmission agent” for conflict and development work, their intervention—coupled with their relative power in terms of funding—can result in a post-conflict civil society that is developed in the image of Western models and lacks effective roots in the local society (Mac Ginty and Williams 2009, 82–83). Partnerships with local civil society organizations thus reflect the tensions and tradeoffs between donor agencies, local CSOs’ ability to independently critique said agencies, beneficiaries’ needs—real and/or perceived—and CSOs’ organizational strategy and capacity (O’Gorman 2011). While there is significant literature on the impacts of development aid on organizations, fewer analyses exist of the implementation and evaluation of program- and project-level functions by local practitioners themselves.

Although many Tripolitan CSO were established before the 2008 conflict, the organizations I interviewed were largely founded in the context thereafter. The longest-operating CSO was UTOPIA Organization Lebanon. It was conceptualized in 2010 as an investment-oriented initiative and expanded its mission in 2011-2012 in response to the Syrian conflict and violence in Tripoli. At present, UTOPIA focuses on achieving social justice, with activities ranging from advocacy to community service, youth and women's empowerment, educational tourism, and more (UTOPIA 2018). In response to the 2013 mosque bombings, civil society leaders launched the Coalition of Campaigns Against Violence in Tripoli (CCAvt). This coalition of existing initiatives united to formulate a crisis cell, coordinate infrastructure repair, and establish support groups (CCAvt 2013). The Coalition ended its operations by 2015, largely due to reduced funding. Some of these projects were funded by the United States Agency for International Development's (USAID) Office of Transitional Initiatives (OTI). Lebanese nationals who worked within the OTI frequently went on to form other coalitions and projects. Following the end of OTI funding, several peacebuilding and development experts organized on a volunteer basis to develop the grassroots Roadmap to Reconciliation in Tripoli (RRT) initiative in 2015, with support from the Forum for Cities in Transition Tripoli team (Al Ayoubi 2017). The project involved support from many pre-established organizations, including Peace Labs, which couples interdisciplinary research methods and evaluation with field practice to support communal-conflict transformation (Peace Labs - About Us).

Informed by the RRT, Tripoli residents and activists founded a community center in a rehabilitated building on a former frontline between Jabal Mohsen and Qobbeh, a strategic shared space that transverses conflict lines (SHiFT SiH - About). The SHiFT Social Innovation Hub now incubates numerous independent initiatives and operates programs relating to business and social development and empowerment, vocational and educational training support services, and reconciliation and peacebuilding initiatives (SHiFT SiH - Programs). The breadth and depth of SHiFT's programming is reflected in the interview sample, which included more interviews from this organization relative to the others.

The following insights are limited in several ways. First, the sample size is small, with several interlocutors belonging to one organization. Second, these organizations—which overlap in characteristics and scope—may overrepresent a particular segment of the peacebuilding and development field in Tripoli, due to the snowball sampling method and the inability to fulfill scheduled interviews with practitioners of other organizations due to electricity and internet outages. Third, this research did not interview these CSO's beneficiaries, nor did it attempt to evaluate effectiveness in programming methods. Fourth, while all organizations self-identified as non-sectarian, independent, and participatory

programs, I was unable to independently verify that local beneficiaries perceived these organizations in the same light.

Despite these limitations, by focusing on practitioners' understandings of their work and their environment, this research is valuable inasmuch as these perspectives shape the work that is being done and can be assessed against other sources and scales to substantiate the emerging themes.

Untangling Tripoli's Conflict Economy

Many recent process-driven analyses of conflict in Tripoli often rely on frameworks of extremism, radical Islamism, or Syrian-Lebanese relations to explain conflict occurrence (Lefèvre 2014; Knudsen 2017). However, it is clear from other research (Carpi 2015; Larkin and Midha 2015; Younes 2016; Knudsen 2017) and interviews that there are more levels of analysis that are still not understood, and that the aforementioned frameworks alone are insufficient to explain violence and conflict participation at the micro-level. My research confirms that the relationship between poverty, inequality, and conflict is not straightforward. During conflict, shortages and heightened risk can generate some high-return opportunities (Cramer 2006). Nearly all interviewees expressed the opinion that while there was a relationship between poverty and conflict, poverty was not the main driver of the conflict. One interviewee noted that many of the participants in violent conflict are comparatively well-off, in that they are not suffering from poverty or classified as vulnerable.

Even to the interlocutors working on peace and conflict in Tripoli, the dynamics and mechanisms of violent conflict mobilization are nebulous. One interlocutor called these dynamics "magical," referring to their mysterious processes and indiscernibility (Interview 8/19/2021a). Another pointed to the conflict as one that had become so intractable that its dynamics were that of a "living organism" or "creature" that, when "poked" by an event or intervention, "would react by generating more conflicts."

However, poverty and/or lack of empowerment clearly can play a role in participation. One interviewee explained that the "fighters" make marginal profits from the difference in overhead given by "frontline leaders" or "politicians" and the real costs of weapons. Another cited the out-of-reach cost of the weapons that were used in the clashes despite the areas' impoverishment as evidence of war-sponsors, under the auspices of well-established political parties: "nothing is going to happen in those [conflict-afflicted] regions without them knowing where the money is coming from and who is channeling those weapons." Other reports similarly cite that "receiving money to fight in battles was often not only described as a one-time incentive but rather as a sustainable way to improve the precarious economic situation" for young men in the conflict-affected

areas (Younes 2016, 16). Many interviewees expressed that the high rate of poverty provides a base of exploitation from which political and sectarian leaders were able to draw supporters to stoke violent conflict.

The war economy certainly plays a role in the most impoverished sections of the city. One interlocutor reported that residents of the conflict-affected communities sometimes expressed that “if the fighting returned, some money would come back to this city. Now, there is no conflict. Okay, bravo, but now we don’t have money, we’re suffering, we are dying.”

Another interviewee shared that a woman participating in their NGO’s activities disclosed that when her husband, who was a frontline leader, was in control, the family had more money from investment in the conflict and that both sides were receiving significant funds. After her husband was forced to flee with the implementation of the security plan, she found herself in a less empowered position.

Additionally, multiple reports have noted that the conflict in Tripoli is more often articulated in terms of politics of intervention rather than social relations or sectarian conflict, a perspective corroborated by my interlocutors (Transtec and Beyond R&D 2015; Younes 2016). Nearly all interlocutors noted that without political intervention, or “a political decision,” neither the city’s poverty nor the fighting would be as prevalent. Many interviewees used the language of a top-down political “decision” to either start or stop fighting, though who was making the decision (whether state or non-state leaders, for example) was generally left unspecified. Larkin and Midha identify a key outline of Tripoli’s ongoing war economy, which “functions through a three-tier hierarchy of ‘funders’, ‘mediators’ (field commanders) and ‘fighters’. In Bab al Tabbaneh the militia funders are mainly local politicians—Mikati, Safadi, Hariri, Kabbara, Karami—in coordination with Gulf States...while the field commanders are often merchants...or religious clerics” (Larkin and Midha 2015, 194). Those who are tasked with fighting are drawn from marginalized segments of the population (Younes 2016; Kortam 2017). Here, the involvement of external actors is corroborated: “Street clashes and subsequent truces are often orchestrated and managed by political elites to pressure government policies or consolidate neighbourhood support” (Larkin and Midha 2015, 202).

Lastly, several interlocutors expressed that conflict in Tripoli was not only a microcosm but a proxy for conflict at the national level with regards to contentious governance and policy making: “whenever there is a problem, in any country, for sure there will be a reflection in Tripoli, because it is a community where conflicts are used to send messages between countries.” Here, external actors—whether regional or national—transpose

their conflicts on Tripoli's local theatre, as "local" conflicts are "cheaper and more manageable" than a war in the Lebanese capital (Larkin and Midha 2015, 198–199). Indeed, data on conflict in Tripoli shows a cyclic character wherein local conflicts are preceded or sparked by external events (Knudsen 2017, 76). Similarly, several interviewees commented on the changing "faces" of the conflict, hinting that the Western perspective of the conflict as sectarian or solely a proxy-war is superficial and masks underlying dynamics. Extreme deprivation is the conflict's current "face."

The Role of Structural Violence in Underdevelopment

Looking beyond direct violence, interviewees have adapted numerous approaches to respond to the symptoms of slow or structural violence. When asked about the most salient factors in contributing to conflict and violence, interviewees highlighted additional variables that have been explored in different fields: low levels of education and lack of related resources; psychological issues, including depression, substance abuse, and intergenerational traumas; high rates of unemployment; and the more survival-oriented challenges stemming from the recent shortages and the devaluation of the Lebanese pound. There was no discussion of perceptions of horizontal inequalities as contributing to violence. Although largely anecdotal, one interlocutor stated that poverty was deep and widespread enough for Sunni and Alawite communities to recognize their mutual suffering: "They are both in the same crisis now. Sunnis from Qobbeh or Tabbaneh do not perceive Alawites from Jabal Mohsen as *'ya lateef*, you are doing better or slightly better (than us)'. No, the situation is the same."

Here, the further entanglement of conflict, development, and poverty makes establishing a causal relationship difficult. As a result, each of the organizations I sampled was working across the realms of social and business development, humanitarian response, conflict prevention and community peacebuilding, vocational training, and more. Most stressed the need for participatory and holistic interdisciplinary approaches and understood both poverty and conflict as multi-level issues. Whether these provisional approaches can sufficiently counteract the structural issues that underlie these visible manifestations of the lack of public services and development is uncertain, a harsh reality of which many interlocutors were acutely aware and critical. In fact, one interviewee described the older generation of seasoned practitioners in Tripoli as "drained, dissatisfied, frustrated... and utterly depressed" due to the insurmountable challenges facing development in the city.

Role of CSOs Between Funders, Beneficiaries, and Government

Over the past few decades, there has been a shift from donors providing "program" or "core" funding, which covers basic overheads for an NGO's operations, to providing

“project” funding, which targets specific projects and limits how the funds may be used (Seyfert 2014). This gives donors greater control over project outcomes. These donor requirements structure NGOs’ project implementation by influencing beneficiary targeting, regulating project timeframes, and impacting the ways and means NGOs evaluate and conceptualize their projects (Seyfert 2014). This does not mean that NGOs are passive recipients of donor interest, as they are often able to shape the ways in which donors target program funding (Seyfert 2014).

Most interlocutors noted challenges of coordination between NGOs in Tripoli, citing issues in inter-organizational trust, duplication of interventions, and uneven programming relative to various areas of need. Notably, nearly all organizations I interviewed had collaborated with one another in the past, whether through coalitions or individual team members’ involvement across multiple projects through time.

Since the civil war, there have been several attempts to create coordination mechanisms between NGOs, but these have had relatively minor impacts on the political sphere (AbiYaghi, Yammine and Jagarnathsingh 2019). When coordination is successful, its mechanisms “often appear to be project based and thus time- and resource-bound” (AbiYaghi, Yammine and Jagarnathsingh 2019). Rather than seeing the proliferation of NGOs in Lebanon as evidence of a vibrant civil sector, it can be understood as a fractionalization that confines local CSOs to an implementation role with limited development and policy impact on a larger scale (AbiYaghi, Yammine and Jagarnathsingh 2019). However, of the CSOs I interviewed, there is demonstrated momentum between organizations and their broader coalitional networks.

Many CSOs consider their relationship with Lebanese institutions to be ineffectual (Transtec and Beyond R&D 2015). Each of the represented organizations had some degree of collaboration with the local municipality, yet none expressed having a relationship with the national government. For those that discussed coordinating with the municipality, they expressed doing so both out of practicality and in the spirit of trust-building between beneficiaries and the government. Despite this element of collaboration, many acknowledge the municipality was unproductive, inefficient, and, in some instances, corrupt.

Similarly, many interlocutors paraphrased beneficiaries’ perceptions of some NGO workshops and lectures as superficial, which may center the donor-driven and professional interests of NGOs. Interviewees noted the challenge of overcoming these perceptions, presenting their long-term engagement with and employment of beneficiaries as a strategy for improving participation and outcomes. All cited the importance of participatory, flexible, and community-driven approaches with a high degree of trust and commitment between beneficiaries and NGO staff.

The issue of “local” participation and trust was nuanced throughout these discussions as every interviewee was Lebanese, most were from the Tripoli urban area, and only a couple were from the “marginalized” areas of the city. Here, insider-outsider perceptions in practitioners were articulated through varying frameworks: for example, the apparel of a given staff member, the degree of saviorism or pitying attitude towards beneficiaries, and the perceived “localness” of the NGO all were said to impact how a given individual was understood by beneficiaries. Further, practitioner organizations that specialize in conflict mitigation and prevention and that work with former fighters, such as Fighters for Peace and the Permanent Peace Movement, were cited as better positioned to engage with fighters in the marginalized areas despite being “outsiders” in terms of sectarian affiliation or region of origin.

Post-2019 Prospects for Practitioners

When asked about the new opportunities that have arisen in the wake of the 2019 uprisings, interviewees’ perspectives differed significantly. Some cited the continuing efforts of committed NGOs as a positive. Others pointed to an awakening in the popular political consciousness and attention to structural and systemic issues of the Lebanese political system and Tripoli’s display of a unified front even among divided communities. One described improved perceptions about the city in popular opinion, and another increased INGO and international attention to the city’s situation.

When asked about the challenges, participants listed the depth of poverty and the spiraling financial crisis with its related shortages. The lack of electricity and fuel threaten continued organizational operations and service delivery to beneficiaries who, in turn, are more focused on meeting basic survival needs than participation in programs. Additionally, one interviewee referenced the long-term “brain drain” and emigration of people who might otherwise be in a position to support and uplift their communities. Lastly, one cited concern that the new “face” of the conflict would be one of violence related to survival and that widespread deprivation, as has already been seen in clashes over shortages of fuel, might escalate into broader violence: “The conflict is changing from a political and religious dynamic to an economic and basic survival dynamic. It is a conflict about resources.”

It remains to be seen how the intensifying effects of structural violence and the repercussions of de-development will interplay with conflict dynamics in the city. Scholars and practitioners alike should be mindful of and strategize for possible long-term outcomes of these conditions which continue to worsen.

CONCLUSION

This paper has sought to advance an understanding of the relationship between the conflict and development contexts in Tripoli. It found that while horizontal inequalities and sectarian identity do play a role in conflict, this is not due to relative deprivation, nor the politicization of sectarian identity, nor poverty alone. Rather, it argued that the horizontal and vertical relations which constitute the political sectarian governance system in Lebanon are implicated in the marginalization, underdevelopment, and structurally violent situation in the city. The present state of de-development thus poses a near-insurmountable challenge to development practitioners, who, despite adopting innovative mechanisms and strategies in their organizations' operations, are in many ways struggling to address the violent symptoms of these structures. Despite this, these practitioners' efforts are not futile and indeed make a positive impact and play a crucial role within their communities.

Based on my analysis, I suggest a four-pronged research agenda. First, the case study of Lebanon's post-war development exemplifies the need for more research on *failed* post-conflict recoveries. While there is literature discussing best practices and challenges (Junne and Verkoren 2004; Barakat 2010), there are few resources that have investigated protracted situations of de-development or conflict-sensitive development programming in circumstances where bad development practice is the norm. In light of voluminous literature regarding the failings of Lebanon's neo-liberal reconstruction (Adwan 2005; Dibeh 2005; Höckel 2007; Mac Ginty 2007; Leenders 2012; Baumann 2017; Sharp 2020) there has yet to be a broader engagement with development practitioners—especially at the international level—as to how this has realistically shaped the developmental field. These topics have somewhat been addressed in the literature on “fragile” or “failing” states, but this literature suffers from similar normative issues of Western liberal “peacebuilding” and related concepts of state- and nation-building and is therefore ill-suited to the Lebanese context (Bøås and Jennings 2005; Kosmatopoulos 2011; O’Gorman 2011; Fregonese 2012; Melber 2012; Hazbun 2016).

Second, there should be more investigation of incentive mechanisms to promote nation-wide development and disconnect it from the clientelistic structures that reinforce its failure. While many practitioners—especially local ones—are aware of the underlying barriers to development, there remains a segment of the developmental community which does not address the deeply political roots of the current state of de-development. That is, for a holistic improvement of quality of life, it is necessary to address the entanglements of rentierism and clientelism within the governance system that disincentivize development for the elites who operate and benefit from

the system's perpetuity. Here, interconnection between activists and scholars of social movements would benefit them through sustained engagement with local practitioners and the development of sustained advocacy networks.

Third, there is a lack of micro-level studies of the political economy of violence in Tripoli, which can help frame targeted programming approaches and better position local practitioners to meet the needs of the population. Fourth, and most directly related to the limitations of this research project, the early insights expressed here may be evaluated and critiqued against further empirical research on the effectiveness of local interventions from a scholarly angle and beneficiary-centered perspective. While this paper has largely focused on challenges facing practitioners, this future research agenda may better identify and recognize these organizations' successes, innovations, and own recommendations.

In reconceptualizing the interplay between conflict and development dynamics in Tripoli, this paper has highlighted the challenges that de-development and structural violence pose to local civil society practitioners navigating their work. It remains to be seen how Tripolitan CSOs will approach the long-term implications of the current economic collapse, and while the conditions necessitate humanitarian response, it will be crucial to address and strategize for the multilevel processes that contribute to violence in multiple forms.

Bibliography:

AbiYaghi, Marie-Noëlle, Léa Yammine, and Amreesha Jagarnathsingh. "Civil Society in Lebanon: The Implementation Trap." Text. Civil Society Knowledge Centre. Lebanon Support, January 8, 2019. <https://civilsociety-centre.org/paper/civil-society-lebanon-implementation-trap>.

Abou Mrad, Elias, Joyce Abou Moussa, Fabiano Micocci, Nadine Mouawad, and Marie-lyne Samaha. "Bab Al Tabbaneh-Jebel Mohsen: Inclusive Urban Strategy & Action Plan." *Diagnosis & Urban Scenarios Report* Vol. 1, 2014.

Adwan, C. "Corruption in Reconstruction: The Cost of 'National Consensus' in Post-War Lebanon." Lebanese Transparency Association, January 2005. <https://www.eldis.org/document/A30239>.

Al Ayoubi, Bilal. "The Roadmap to Reconciliation in Tripoli: Creating an Inclusive Process for Launching a Communal Reconciliation in Tripoli." *Roadmap to Reconciliation in Tripoli Project*, April 2017.

Assouad, Lydia. "Rethinking the Lebanese Economic Miracle: The Extreme Concentration of Income and Wealth in Lebanon." *PSE Working Papers*. PSE Working Papers. HAL, June 2019. <https://ideas.repec.org/p/hal/psewpa/halshs-02160275.html>.

Atallah, Sami, Ishac Diwan, Jamal Ibrahim Haidar, and Wassim Maktabi. "Public Resource Allocation in Lebanon: How Uncompetitive Is CDR's Procurement Process?," July 2020. <http://lcps-lebanon.org/publication.php?id=359>.

Azhari, Timour. "Why Thousands Continue to Protest in Lebanon's Tripoli." *Al Jazeera English*, November 3, 2019. <https://www.aljazeera.com/news/2019/11/3/why-thousands-continue-to-protest-in-lebanons-tripoli>.

Balcells, Laia, and Patricia Justino. "Bridging Micro and Macro Approaches on Civil Wars and Political Violence: Issues, Challenges, and the Way Forward." *Journal of Conflict Resolution* 58, no. 8 (December 1, 2014): 1343–59. <https://doi.org/10.1177/0022002714547905>.

Bannon, Ian. "The Role of the World Bank in Conflict and Development: An Evolving Agenda (English)." Text/HTML. World Bank, 2010. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail>.

Barakat, Sultan. *After the Conflict: Reconstruction and Development in the Aftermath of War*. Illustrated edition. London: I.B.Tauris & Co Ltd, 2010.

Baumann, Hannes. *Citizen Hariri: Lebanon's Neo-Liberal Reconstruction*. 1st edition. Oxford: Oxford University Press, USA, 2017.

Baumann, Hannes. "Social Protest and the Political Economy of Sectarianism in Lebanon." *Global Discourse* 6, no. 4 (October 1, 2016): 634–49. <https://doi.org/10.1080/23269995.2016.1253275>.

Baumann, Hannes. "The Causes, Nature, and Effect of the Current Crisis of Lebanese Capitalism." *Nationalism and Ethnic Politics* 25, no. 1 (January 2, 2019): 61–77. <https://doi.org/10.1080/13537113.2019.1565178>.

Boås, Morten, and Kathleen M. Jennings. "Insecurity and Development: The Rhetoric of the 'Failed State.'" *The European Journal of Development Research* 17, no. 3 (July 1, 2005): 385–95. <https://doi.org/10.1080/09578810500209148>.

Brown, Graham, Arnim Langer, and Frances Stewart. "A Typology of Post-Conflict Environments: An Overview." CRISE Working Paper. Center for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, December 2008.

Brown, Richard H. "Reconstructing Infrastructure." In *Postconflict Development: Meeting New Challenges*, edited by Gerd Junne and Willemijn Verkoren, New ed. edition. Boulder, Colo: Lynne Rienner Pub, 2004.

Brubaker, Rogers. "Religious Dimensions of Political Conflict and Violence." *Sociological Theory* 33, no. 1 (March 1, 2015): 1–19. <https://doi.org/10.1177/0735275115572153>.

Cammett, Melani. "Lebanon, the Sectarian Identity Test Lab." The Century Foundation, April 10, 2019. <https://tcf.org/content/report/lebanon-sectarian-identity-test-lab/>.

Cammett, Melani. "Sectarianism and the Ambiguities of Welfare in Lebanon." *Current Anthropology* 56, no. S11 (2015): S76–87. <https://doi.org/10.1086/682391>.

Carpi, Estella. "Prisms of Political Violence, Jihad's and Survival in Lebanon's Tripoli." *Civil Society Knowledge Centre* 1 (December 1, 2015). <https://doi.org/10.28943/CSKC.003.300011>.

CCAFT. "Al-Nushra al-Awwal: Āb 23 Ṭrablus «sanabqā Mutahadyñ»." Coalition of Campaigns Against Violence in Tripoli, 2013. http://www.tripolicoalition.org/newsletter/Tripoli_Coalition_Newsletter.pdf.

Chaaban, Jad. "I've Got the Power: Mapping Connections between Lebanon's Banking Sector and the Ruling Class." In *Crony Capitalism in the Middle East*, 330–43. Oxford University Press, 2019. <https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/oso/9780198799870.001.0001/oso-9780198799870-chapter-13>.

Christophersen, Mona. "Pursuing Sustainable Development under Sectarianism in Lebanon." *International Peace Institute* (blog), April 3, 2018. <https://www.ipinst.org/2018/04/pursuing-sustainable-development-under-sectarianism-in-lebanon>.

Cornish, Chloe. "Billionaires and Bankrupts: Lebanon's Second City Highlights Inequality." *Financial Times*, October 5, 2020. <https://www.ft.com/content/049f55e5-061f-4f8b-9d44-1aff71916f98>.

Cramer, Christopher. *Civil War Is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*. London: C Hurst & Co Publishers Ltd, 2006.

Cramer, Christopher. "Does Inequality Cause Conflict?" *Journal of International Development* 15, no. 4 (2003): 397–412. <https://doi.org/10.1002/jid.992>.

Dagher, Stephanie. "Unpacking the Dynamics of Contentious Mobilisations in Lebanon: Between Continuity and Evolution." Text. Conflict Analysis Project. Civil Society Knowledge Centre, August 23, 2021. <https://civilsociety-centre.org/paper/unpacking-dynamics-contentious-mobilisations-lebanon-between-continuity-and-evolution>.

Dibeh, Ghassan. "The Political Economy of Postwar Reconstruction in Lebanon." 44. WIDER Working Paper. United Nations University - WIDER, 2005. <https://www.wider.unu.edu/publication/political-economy-postwar-reconstruction-lebanon>.

Diwan, Ishac, and Jamal Ibrahim Haidar. "Clientelism, Cronyism, and Job Creation in Lebanon." In *Crony Capitalism in the Middle East*, 119–45. Oxford University Press, 2019. <https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/oso/9780198799870.001.0001/oso-9780198799870-chapter-5>.

El Dahan, Maha, and Laila Bassam. "Lebanon Currency Drops to New Low as Financial Meltdown Deepens." *Reuters*, June 13, 2021, sec. Middle East. <https://www.reuters.com/world/middle-east/lebanon-currency-drops-new-low-financial-meltdown-deepens-2021-06-13/>.

El-Khazen, Farid. *The Breakdown of the State in Lebanon, 1967-1976*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2000.

Eltahir, Nafisa. "UNICEF Warns Millions of Lebanese Face Water Shortages." *Reuters*, August 21, 2021, sec. Middle East. <https://www.reuters.com/world/middle-east/unicef-warns-millions-lebanese-face-water-shortages-2021-08-21/>.

Eltahir, Nafisa, and Issam Abdallah. "Life Grinds to a Halt in Lebanon's Blackouts." *Reuters*, August 13, 2021, sec. Middle East. <https://www.reuters.com/world/middle-east/life-grinds-halt-lebanons-blackouts-2021-08-13/>.

Fregonese, Sara. "Beyond the 'Weak State': Hybrid Sovereignities in Beirut." *ENVIRONMENT AND PLANNING D-SOCIETY & SPACE* 30, no. 4 (2012): 655–74. <https://doi.org/10.1068/d11410>.

Gade, Tine. "Sunni Islamists in Tripoli and the Asad Regime 1966-2014." *The View From Without: Syria & Its Neighbours*, Syria Studies, 7, no. 2 (2015). <https://ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/issue/view/116>.

Gaspard, Toufic. "Financial Crisis in Lebanon." Policy Paper. Maison du Futur & Konrad Adenauer Stiftung, August 2017.

Ghosn, Faten, and Sarah E. Parkinson. "'Finding' Sectarianism and Strife in Lebanon." *PS: Political Science & Politics* 52, no. 3 (July 2019): 494–97. <https://doi.org/10.1017/S1049096519000143>.

Haddad, Fanar. "'Sectarianism' and Its Discontents in the Study of the Middle East." *The Middle East Journal* 71, no. 3 (August 1, 2017): 363–82. <https://doi.org/10.3751/71.3.12>.

Hall, Richard. "A Lebanese City Once Blighted by Extremism Has Become the Unlikely Focus of Nationwide Protests." *The Independent*, December 16, 2019, sec. News. <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/lebanon-protests-riots-tripoli-hezbollah-whatsapp-a9170611.html>.

Hazbun, Waleed. "Assembling Security in a 'Weak State': The Contentious Politics of Plural Governance in Lebanon since 2005." *Third World Quarterly* 37, no. 6 (June 2016): 1053–70. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1110016>.

Hermez, Sami. *War Is Coming: Between Past and Future Violence in Lebanon*. Ethnography of Political Violence. University of Pennsylvania Press, 2017. <https://www.upenn.edu/pennpress/book/15646.html>.

Höckel, Kathrin. "Beyond Beirut: Why Reconstruction in Lebanon Did Not Contribute to State-Making and Stability." Occasional Paper. London School of Economics and Political Science: Crisis States Research Centre, 2007.

Ibrahim, Alia, Nawaf Kabbara, Khaled Ziadeh, Jamil Mouawad, Jana Dhaiby, Mustafa Al-Aweek, Samer Hajjar, and Darine Helwe. "Is There a Tripoli Exception?" Webinar, Carnegie Endowment for International Peace Middle East Center, February 22, 2021. <https://carnegie-mec.org/2021/02/22/is-there-tripoli-exception-event-7546>.

Junne, Gerd, and Willemijn Verkoren, eds. *Postconflict Development: Meeting New Challenges*. New ed. edition. Boulder, Colo: Lynne Rienner Pub, 2004.

Juštino, Patricia, Tilman Brück, and Philip Verwimp, eds. *A Micro-Level Perspective on the Dynamics of Conflict, Violence, and Development*. Oxford: Oxford University Press, 2013. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199664597.001.0001>.

Khalaf, Samir. *Civil and Uncivil Violence in Lebanon: A History of the Internationalization of Communal Conflict*. Columbia University Press, 2002.

Knecht, Eric, and Yara Abi Nader. "In Lebanon's Sweeping Protests, Hard-Hit Tripoli Sets the Tempo." *Reuters*, November 4, 2019, sec. Emerging Markets. <https://www.reuters.com/article/us-lebanon-protests-tripoli-idUSKBN1XE13J>.

Knudsen, Are John. "Patrolling a Proxy War: Citizens, Soldiers and Zu'ama in Syria Street, Tripoli." In *Civil-Military Relations in Lebanon: Conflict, Cohesion and Confessionalism in a Divided Society*, edited by Are John Knudsen and Tine Gade. Palgrave Macmillan, 2017. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-55167-8>.

Knudsen, Are John, and Nasser Yassin. "Political Violence in Post-Civil War Lebanon." In *The Peace In Between: Post-War Violence and Peacebuilding*. Routledge, 2013.

Kortam, Marie. "Tripoli dans le marécage syrien." *revue ; Interrogations ?*, no. 24. Public, non-public: questions de méthodologie (June 2, 2017). <http://www.revue-interrogations.org/Tripoli-dans-le-marecage-syrien,575>.

Kosmatopoulos, Nikolas. "Toward an Anthropology of 'State Failure': Lebanon's Leviathan and Peace Expertise." *Social Analysis: The International Journal of Social and Cultural Practice*, no. 3 (2011): 115. <https://doi.org/10.3167/sa.2011.550307>.

Langer, Arnim, Frances Stewart, and Rajesh Venugopal. "Horizontal Inequalities and Post-Conflict Development: Laying the Foundations for Durable Peace." In *Horizontal Inequalities and Post-Conflict Development*, edited by Arnim Langer, Frances Stewart, and Rajesh Venugopal, 1–27. Conflict, Inequality and Ethnicity. London: Palgrave Macmillan UK, 2012. https://doi.org/10.1057/9780230348622_1.

Larkin, Craig, and Olivia Midha. "The Alawis of Tripoli: Identity, Violence and Urban Geopolitics." In *The Alawis of Syria: War, Faith and Politics in the Levant*, 181–206. C Hurst & Co Publishers Ltd, 2015. [https://kclpure.kcl.ac.uk/portal/en/publications/the-alawis-of-tripoli\(b7e65285-298a-468f-9bde-825ec4a93110\).html](https://kclpure.kcl.ac.uk/portal/en/publications/the-alawis-of-tripoli(b7e65285-298a-468f-9bde-825ec4a93110).html).

Leenders, Reinoud. *Spoils of Truce: Corruption and State-Building in Postwar Lebanon*. 1st ed. Cornell University Press, 2012. <https://www.jstor.org/stable/10.7591/j.cttq438h>.

Lefèvre, Raphaël. "The Roots of Crisis in Northern Lebanon." Carnegie Endowment for International Peace, April 2014.

Mac Ginty, Roger. "Complementarity and Interdisciplinarity in Peace and Conflict Studies." *Journal of Global Security Studies* 4, no. 2 (April 1, 2019): 267–72. <https://doi.org/10.1093/jogss/ogz002>.

Mac Ginty, Roger. "Reconstructing Post-War Lebanon: A Challenge to the Liberal Peace?" *Conflict, Security & Development* 7, no. 3 (October 1, 2007): 457–82. <https://doi.org/10.1080/14678800701556552>.

Mac Ginty, Roger, and Christine Sylva Hamieh. "Made in Lebanon: Local Participation and Indigenous Responses to Development and Post-War Reconstruction." *Civil Wars* 12, no. 1–2 (January 1, 2010): 47–64. <https://doi.org/10.1080/13698249.2010.484898>.

Mac Ginty, Roger, and Andrew Williams. *Conflict and Development*. 1st edition. London ; New York: Routledge, 2009.

Makdisi, Samir A. *The Lessons of Lebanon: The Economics of War and Development*. London; New York: I.B. Tauris, 2004. <http://www.dawsonera.com/depp/reader/protected/external/AbstractView/S9786000007829>.

Makdisi, Ussama. *The Culture of Sectarianism: Community, History, and Violence in Nineteenth-Century Ottoman Lebanon*. University of California Press, 2000.

Melber, Henning, ed. "Development Dialogue No 58: The End of the Development-Security Nexus? The Rise of Global Disaster Management." *Dag Hammarskjöld Foundation*, no. 58 (April 2012). <https://www.daghammarskjold.se/publication/end-development-security-nexus-rise-global-disaster-management/>.

Micocci, Fabiano. "Envisioning a Post-Conflict Tripoli: The Inclusive Urban Strategy and Action Plan for Bab Al-Tabbaneh and Jebel Mohsen." *FOOTPRINT*, 2016, 57–78. <https://doi.org/10.7480/footprint.10.2.1160>.

Mikdashi, Maya. "What Is Political Sectarianism?" *Jadaliyya - جدلية*, March 25, 2011. <https://www.jadaliyya.com/Details/23833>.

Milligan, Margaret. "Tripoli's Troubles to Come." *Middle East Research and Information Project*, August 10, 2012. <https://merip.org/2012/08/tripolis-troubles-to-come/>.

Nahas, Charbel, and Maha Yahya. "Stakeholder Analysis and Social Assessment for the Proposed Cultural Heritage and Tourism Development Project." Information International SAL, November 2001.

O'Gorman. *Conflict and Development*. London, UNITED KINGDOM: Zed Books, Limited, 2011. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/soas-ebooks/detail.action?docID=738305>.

Osoegawa, Taku. *Syria and Lebanon : International Relations and Diplomacy in the Middle East*. I.B. Tauris, 2013.

Parreira, Christiana, and Kelly Stedem. "Lebanese Are Protesting in All Regions of the Country, Not Just Beirut. Here's Why That Matters." *Washington Post*, October 24, 2019. <https://www.washingtonpost.com/politics/2019/10/24/lebanese-are-protesting-all-regions-country-not-just-beirut-heres-why-that-matters/>.

Peace Labs. "Peace Labs - About Us." Accessed September 6, 2021. <https://peace-labs.org/en/about-us/>.

- Poulligny, Beatrice. *Peace Operations Seen from Below: U.N. Missions and Local People*. London: C. Hurst & Co, 2005.
- Reilly, James. "Ottoman Tripoli in Recent Lebanese Historical Memory." In *In the House of Understanding: Histories in Memory of Kamal S. Salibi*. American University of Beirut, 2017. https://www.academia.edu/34241474/Ottoman_Tripoli_in_Recent_Lebanese_Historical_Memory.
- Reilly, James A. *The Ottoman Cities of Lebanon : Historical Legacy and Identity in the Modern Middle East*. London IB Tauris, 2016.
- Roy, Sara. 1987. "The Gaza Strip: A Case of Economic De-Development." *Journal of Palestine Studies* 17 (1): 56–88. <https://doi.org/10.2307/2536651>.
- Roy, Sara. 1995. *The Gaza Strip: The Political Economy of De-Development*. Washington, DC: Institute for Palestine Studies.
- Roy, Sara. 1999. "De-Development Revisited: Palestinian Economy and Society Since Oslo." *Journal of Palestine Studies* 28 (3): 64–82. <https://doi.org/10.2307/2538308>.
- Salti, Nisreen, and Jad Chaaban. "The Role of Sectarianism in the Allocation of Public Expenditure in Postwar Lebanon." *International Journal of Middle East Studies* 42, no. 4 (2010): 637–55.
- Seyfert, Karin. "Beyond Donor Preferences and Country Context - An Analysis of the Lebanese NGO Sector." SOAS University of London, 2014. <http://eprints.soas.ac.uk/id/eprint/20340>.
- SFCG. "Search for Common Ground's 'Conflict Analysis and Power Dynamics - Lebanon' Study." Search for Common Ground & Exigo, July 2020.
- Sharp, Deen. "Lebanon and the Fog of Reconstruction: Between the Future and Survival | MIT Architecture." Massachusetts Institute of Technology Architecture, October 22, 2018. <https://architecture.mit.edu/history-theory-and-criticism/lecture/lebanon-and-fog-reconstruction-between-future-and-survival>.
- Sharp, Deen. "Urban Violence in War and Peace: Lebanon's Reconstruction." Papers in Urbanisation, Planning and Development. London School of Economics, August 2020.
- "SHiFT SiH - About." Accessed September 6, 2021. <http://www.shiftsih.org/about.php>.
- "SHiFT SiH - Programs." Accessed September 6, 2021. <http://www.shiftsih.org/programs.php>.
- Srouji, Samer. "Capturing the State: A Political Economy of Lebanon's Public Debt Crisis 1992-2004." Institute of Social Studies, 2005.
- Stewart, F., ed. *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*. Conflict, Inequality and Ethnicity. Palgrave Macmillan UK, 2008. <https://doi.org/10.1057/9780230582729>.
- Stewart, Frances. "Horizontal Inequalities: A Neglected Dimension of Development." In *Wider Perspectives on Global Development*, edited by Anthony B. Atkinson, Kaushik Basu, Jagdish N. Bhagwati, Douglass C. North, Dani Rodrik, Frances Stewart, Joseph E. Stiglitz, and Jeffrey G. Williamson, 101–35. Studies in Development Economics and Policy. London: Palgrave Macmillan UK, 2005. https://doi.org/10.1057/9780230501850_5.
- Stewart, Frances. "Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A Review of CRISE Findings." World Development Report 2011. World Bank, August 20, 2010.
- Suhrke, Astri, and Mats Berdal. *The Peace In Between: Post-War Violence and Peacebuilding*. Routledge, 2013.
- The Fares Center. "The Tripoli Project: A Case Study of Middle Eastern Urban Revival." Fares Center for Eastern Mediterranean Studies, 2018.
- Traboulsi, Fawwaz. *A History of Modern Lebanon*. London: Pluto Press, 2012.
- Traboulsi, Fawwaz. "Social Classes and Political Power in Lebanon." Heinrich-Böll-Stiftung, 2014. <https://lb.boell.org/en/2014/05/04/social-classes-and-political-power-lebanon>.

Transtec and Beyond R&D. "Mapping Civil Society Organizations in Lebanon." Transtec, Beyond Reform and Development, 2015.

UCDP. "UCDP Georeferenced Event Dataset (GED) Global Version 21.1 - Lebanon Country Page." Uppsala Conflict Data Program - Uppsala University, 2021. <https://ucdp.uu.se/country/660>.

UCL. "Economic Rents." University College London Institute for Innovation and Public Purpose, September 6, 2019. <https://www.ucl.ac.uk/bartlett/public-purpose/research/economic-rents>.

UN Habitat. "Tripoli City Profile 2016," 2016. <https://unhabitat.org/tripoli-city-profile-2016>.

UN Habitat and UNICEF Lebanon. "Tabbaneh Neighbourhood Profile 2018." UN Habitat and UNICEF Lebanon, 2018.

UN OCHA. "Lebanon Emergency Response Plan 2021 - 2022 (August 2021)." ReliefWeb, August 5, 2021. <https://reliefweb.int/report/lebanon/lebanon-emergency-response-plan-2021-2022-august-2021>.

UTOPIA. "Utopia Annual Report 2018." Utopia Lebanon, 2018. <http://utopialebanon.org/wp-content/uploads/2020/11/Annual-Report-2019-ss-pp.pdf>.

Valbjørn, Morten. "Observing (the Debate on) Sectarianism: On Conceptualizing, Grasping and Explaining Sectarian Politics in a New Middle East." *Mediterranean Politics* 26, no. 5 (February 17, 2021): 1–23. <https://doi.org/10.1080/13629395.2021.1889299>.

Willis, Michael, and Quinn Rask. "Northern Lebanon's Urban Proxy War – The Fares Center," September 26, 2018. <https://sites.tufts.edu/farescenter/northernlebanonsurbanproxywar/>.

World Bank. "Lebanon Sinking into One of the Most Severe Global Crises Episodes, amidst Deliberate Inaction." World Bank, June 1, 2021. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/05/01/lebanon-sinking-into-one-of-the-most-severe-global-crises-episodes>.

Younes, Miriam. "The Conflict Context in Tripoli: Chronic Neglect, Increased Poverty, & Leadership Crisis." Conflict Analysis Report. Lebanon Civil Society Knowledge Center Conflict Analysis Project, November 8, 2016. <https://civilsociety-centre.org/resource/conflict-context-tripoli-chronic-neglect-increased-poverty-leadership-crisis>.

